

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
ASSOCIATIONS RÉGIONALES
INTERPROFESSIONNELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le vendredi 13 juin 1924 à 15 heures

PAR

Georges WALLON

INGÉNIEUR DES ARTS ET MANUFACTURES

Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur.

Suffragants { MM. TRUCHY, professeur.
OUALID, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1924

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
ASSOCIATIONS RÉGIONALES
INTERPROFESSIONNELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le vendredi 13 juin 1924 à 15 heures

PAR

Georges WALLON

INGÉNIEUR DES ARTS ET MANUFACTURES

Président : M. GERMAIN MARTIN, *professeur*.

Suffragants { MM. TRUCHY, *professeur*.
OUALID, *chargé de cours*.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (3^e ARR^t)



LES ASSOCIATIONS RÉGIONALES INTERPROFESSIONNELLES

PREMIÈRE PARTIE

TABLEAU D'ENSEMBLE DE L'ORGANISATION PATRONALE

CHAPITRE PREMIER

Complexité de cette organisation. — Motifs de cette complexité (formation anarchique, tempérament individualiste du patronat français, diversité des intérêts en présence). — Tendances actuelles de cette organisation (simplification, concentration, spécialisation). — Les éléments de cette organisation. — Groupements primaires [régionaux (professionnels, interprofessionnels), nationaux (professionnels, interprofessionnels)].

Groupements secondaires [régionaux (professionnels, interprofessionnels), nationaux (professionnels, interprofessionnels)].

L'organisation patronale se présente à première vue sous un aspect extrêmement compliqué. Groupements professionnels, interprofessionnels, régionaux et nationaux.

naux s'enchevêtrent sans qu'on puisse souvent préciser la nature des liens qui les rattachent les uns aux autres, ni le domaine de leur activité respective.

Parfois les groupements examinés nous ont semblé ne différer que par la date de leur fondation, leur raison sociale et le nom de leur président, les buts poursuivis sont identiques. Aussi les industriels sollicités d'adhérer à des organismes aussi semblables et ne sachant pour lesquels se décider s'abstiennent-ils souvent. Dans certains cas pourtant ils se résignent à faire partie des uns et des autres, mais il n'est pas douteux qu'un si grand nombre d'associations par la dispersion des efforts qu'il entraîne ne soit une cause de faiblesse pour l'organisation patronale.

Cet état de choses peut être attribué à trois causes essentielles qui sont : l'atmosphère dans laquelle s'est développé l'organisation patronale ; l'esprit individualiste du patronat français ; la diversité des intérêts en présence.

La préoccupation des industriels et des commerçants n'a été nullement de réaliser une construction logique mais de créer au fur et à mesure de leurs besoins des groupements susceptibles de défendre les intérêts immédiats de leur profession.

C'est seulement sous le second empire que les groupements patronaux ont pris une certaine importance. La liberté d'association n'était pourtant pas encore reconnue même de façon restreinte, mais les chambres syndicales subsistaient grâce à une certaine tolérance de l'adminis-

tration qui les laissait vivre pourvu qu'elles ne prennent pas vis-à-vis du gouvernement une attitude hostile. Comme on le conçoit facilement cette existence précaire ne leur permettait pas d'envisager la constitution d'une organisation patronale suivant un vaste plan d'ensemble.

Plus tard, lorsque les lois de 1884 sur les syndicats et de 1901 sur les associations leur eurent reconnu une existence légale, les groupements patronaux continuèrent leurs anciens errements, ils vécurent en général isolés et n'éprouvèrent pas le besoin de s'organiser en vue d'une action commune.

Leur importance et leur activité étaient d'ailleurs très variables et il y a lieu d'établir une distinction marquée entre celles des groupements d'industriels et celles des groupements de commerçants. Alors que les organisations commerciales étaient relativement nombreuses et actives, les organisations industrielles, à part quelques grands syndicats puissants dans la grosse industrie, n'avaient qu'une vie extrêmement ralentie. Cela se conçoit si l'on songe que le régime douanier français avec ses tarifs hautement protecteurs permettaient à l'industrie de réaliser sans efforts de sérieux bénéfices. Les commerçants, au contraire, qui avaient entrepris de lutter contre les coopératives et de se faire reconnaître un droit de propriété « La propriété commerciale » avaient senti tout le bénéfice qu'ils pourraient tirer de l'association.

Il est assez difficile de se faire une idée de l'importance du mouvement syndical avant la guerre dans les différentes professions. Le nombre des groupements ne peut en aucune façon servir de critérium. Etant donnée la faible

importance de la plupart d'entre eux, on doit même considérer que la multiplicité des organisations patronales loin d'être un signe de vitalité de l'esprit d'association était plutôt une marque de sa faiblesse et comme l'empreinte profonde que l'individualisme avait creusé au sein même du syndicalisme.

L'esprit individualiste après avoir maintenu les industriels ou les commerçants dans un isolement étroit les a conduits dans la suite à ne créer que des groupements à but très limité, à règlements extrêmement lâches dans lesquels ils conserveraient une liberté presque entière ; et c'est ainsi que l'on vit éclore toute une série d'associations dont les adhérents se souciaient d'ailleurs quelquefois si peu qu'ils en arrivaient à négliger de payer leur cotisation.

Indépendamment des deux causes que nous venons d'indiquer la diversité des intérêts à défendre ne permettait pas de donner à l'organisation patronale la structure simple et logique qu'on rencontre dans le syndicalisme ouvrier.

Les ouvriers, quelle que soit la profession qu'il exercent, la région où ils vivent, poursuivent des buts toujours semblables par des moyens identiques. Ce qu'ils veulent, c'est défendre et améliorer les conditions de leur contrat de travail et en particulier obtenir l'augmentation de leur salaire, la diminution de la journée de travail. Leurs intérêts sont toujours concordants, ils n'ont rien à redouter de l'association, elle leur apportera toujours une aide puissante pour la réalisation de leurs aspirations.

Le syndicalisme ouvrier a pu ainsi jusqu'à ces der-

niers temps (1) se développer suivant une formule harmonieuse.

A la base comme cellule fondamentale nous trouvons d'abord le syndicat professionnel local, puis à l'étage supérieur, d'une part l'union interprofessionnelle ou locale réalisée par la bourse du travail et d'autre part les grandes fédérations professionnelles nationales ; enfin au sommet la Confédération Générale du Travail créée en 1902 qui groupe toutes les bourses du travail et toutes les fédérations (2).

Pour maintenir l'ordre dans tout cet édifice l'article 3 des statuts de la C. G. T. prévoit pour les groupements syndicaux l'obligation de faire partie d'une fédération nationale et d'une union départementale.

Dans la classe patronale, au contraire, les problèmes à résoudre sont infiniment plus complexes et les intérêts des producteurs extrêmement divergents. Personne n'ignore les discussions passionnées auxquelles donnent lieu l'établissement des tarifs douaniers entre les représentants des industries transformatrices et ceux des industries productrices. Mais cet antagonisme ne met pas seulement aux prises des industries différentes, on le rencontre également dans des branches d'industries similaires et qui ne diffèrent que par leur importance. Les intérêts du grand commerce et de la grande industrie ne

(1) Actuellement tiraillé par des questions de doctrine et de méthode il ne présente plus cette belle unité.

(2) En 1920, la C. G. T. comprenait 49 fédérations professionnelles et 89 unions départementales ou locales.

se confondent pas avec ceux du petit commerce et de la petite industrie.

Plusieurs séries de groupements vont être ainsi appelés à vivre côte à côte. Cette multiplicité sera acceptable tant qu'elle n'entraînera pas de double emploi, mais ce ne sera malheureusement pas toujours le cas.

Depuis la guerre un effort très sérieux a été tenté en vue de simplifier l'organisation patronale en supprimant les groupements jugés superflus et une propagande active a été faite parmi les industriels pour les inviter à cesser d'y apporter leur collaboration. Au congrès des associations régionales qui s'est tenu à Lyon en 1921, M. Fougère traitait cette importante question et faisait adopter le vœu :

« Qu'en dehors des organisations ayant un but précis et déterminé et répondant à la variété des besoins, le patronat s'abstienne de soutenir les groupements de circonstance ou de façade qui affaiblissent la cohésion et dispersent l'effort ».

Mais un phénomène plus significatif encore des tendances actuelles est le développement à côté de groupements primaires, c'est-à-dire à recrutement individuel, de groupements secondaires, c'est-à-dire de Fédérations et d'Unions, dont le but est de rapprocher les différents groupements primaires, syndicats ou associations, de façon à coordonner leur action.

Cette idée n'est certes pas nouvelle puisqu'on retrouve la forme fédéraliste dès le début du xix^e siècle et que le « Groupe de la Sainte-Chapelle » créé en 1821 se proposait de grouper les différentes chambres syndicales du

bâtiment ; mais bien que la loi de 1884 sur les syndicats les ait expressément prévues dans son article 5, les unions et les fédérations n'avaient encore avant la guerre qu'un rôle très effacé et surtout très limité.

Le mouvement syndical dans l'industrie a eu en grande partie, comme point de départ, le désir de trouver un moyen de défense contre les revendications de la classe ouvrière. Or les problèmes de main-d'œuvre sont des problèmes essentiellement régionaux et tout naturellement les groupements auxquels ils devaient donner lieu devaient avoir un caractère interprofessionnel et régional. Les vastes fédérations nationales groupant les syndicats de même profession paraissaient n'avoir qu'une utilité secondaire. Les problèmes économiques nationaux avaient une bien moindre importance qu'aujourd'hui, quant aux problèmes techniques les syndicats professionnels locaux et les syndicats professionnels nationaux se chargeaient de leur étude. Ces derniers qui étaient d'ailleurs les seuls manifestant quelque activité devaient leur importance à la façon même dont s'était développé le mouvement syndical, qui parti de Paris, s'était étendu progressivement à la province. Ils se sont ainsi pendant longtemps trouvé tenir la place qu'auraient dû occuper les fédérations professionnelles et en ont ralenti le développement. Ils étudiaient toutes les questions économiques, tarifs de douane, législation ouvrière etc. et techniques. Nous devons ajouter pour être exact que, bien que nationaux, ces groupements comptaient parmi leurs adhérents une très forte majorité d'industriels ou de commerçants de la région pari-

sienne et que la province plus lente à s'imprégner de l'esprit syndical y était fort peu représentée.

La guerre a apporté des modifications profondes à l'organisation patronale. D'un côté, le Gouvernement désireux d'éviter les discussions avec les individus voulaient trouver en face de lui des représentants qualifiés, des producteurs et d'un autre côté ces derniers eux-mêmes étaient dans l'obligation de se grouper s'ils voulaient avoir quelque influence dans l'élaboration des décisions que les pouvoirs publics étaient amenés à prendre, ou plus simplement s'ils voulaient obtenir les matières premières nécessaires à leur industrie.

Les syndicats locaux afin de ne pas voir leurs intérêts méconnus durent renoncer à leur tour à leur isolement et fonder des fédérations nationales.

La loi de 1920 en assimilant les unions de syndicats aux syndicats et en les dotant d'une large capacité ne pourra qu'être très favorable au mouvement de concentration que nous venons de signaler.

Une des conséquences de ce mouvement et qui peut être des plus heureuses a été d'amener les groupements patronaux à se spécialiser.

Tant que les groupements primaires étaient restés isolés ils devaient naturellement s'intéresser à tout ce qui concernait la profession au triple point de vue : social, économique et technique, mais dès que sont apparus des organes centraux, plus évolués et plus complexes, on a assisté à une répartition en quelque sorte automatique entre les divers groupements des questions à étudier.

Les problèmes sociaux, grèves, salaires, allocations qui intéressent particulièrement la région sont traités par les groupements régionaux ; quant aux problèmes techniques ou économiques comme les questions fiscales et douanières, la législation ouvrière, le soin de les examiner est laissé aux groupements nationaux. Ilâtons-nous d'ajouter que l'évolution décrite ci-dessus est loin d'être achevée, mais elle a beaucoup de chance de se réaliser.

Maintenant que nous avons indiqué les tendances actuelles du mouvement syndical patronal, tendances qui peuvent être résumées en trois mots : simplification, concentration, spécialisation, nous allons essayer de présenter un tableau d'ensemble de cette organisation et pour cela nous allons en étudier les différents éléments.

Nous avons fait allusion tout à l'heure à deux séries de groupements. Les uns à recrutement individuel s'adressant à l'individu ou aux personnes morales considérées isolément et que nous avons appelés « groupements primaires », les autres composés uniquement de syndicats ou d'associations et que nous avons appelés « groupements secondaires ».

Chacune de ces deux séries pouvant d'une part fonctionner dans le cadre régional ou national et d'autre part se consacrer à l'étude d'intérêts interprofessionnels ou professionnels, nous voyons que l'organisation patronale va pouvoir faire appel à huit types fondamentaux de groupements ainsi que le montre le tableau ci-contre.

TABLEAU SCHÉMATIQUE DE L'ORGANISATION PATRONALE

Groupements secondaires		Groupements primaires
Groupements régionaux et locaux	<i>Professionnels</i> b) <i>Fédérations professionnelles régionales</i> Ex. : Dans le bâtiment la fédération régionale de l'Ouest, etc.	a) <i>Syndicats locaux ou régionaux</i> Ex. : Syndicat des retordeurs de Roubaix-Tourcoing. Syndicat des fileurs de laines peignées de Tourcoing. Comité des Forges de la Loire, etc.
	<i>Interprofessionnels</i> d) <i>Unions intersyndicales régionales</i> Ex. : Union des syndicats du Sud-Ouest Union des chambres syndicales de Lyon. Fédération morbihanaise du commerce et de l'industrie, etc.	c) <i>Associations régionales interprofessionnelles</i> Ex. : Sociétés industrielles (Mulhouse, Nancy, etc.). 1° Associations industrielles, commerciales et agricoles (Lyon, Grenoble, etc.). 2° Unions industr. et commerc.
Groupements nationaux	<i>Professionnels</i> f) <i>Fédérations professionnelles nationales</i> Ex. : Union textile. Fédération des syndicats de la petite métallurgie. Fédération nationale du bâtiment et des Travaux publ., etc.	e) <i>Syndicats nationaux</i> Ex. : Comité des Forges de France. Chambre syndicale des maîtres de verrerie de France, etc.
	<i>Interprofessionnels</i> h) <i>Confédérations nationales</i> Ex. : Synd. génér. du com. et de l'ind. Comité central des chambres syn. Fédér. des associations régionales Confédération générale de la production française, etc.	g) <i>Associat. nationales interprof.</i> Ex. : Fédération des industriels et des commerçants français. Associat. nat. d'expansion écon. Comité d'études et de défenses fiscales, etc.

Il est du reste bien entendu que pour une même profession, ainsi que nous l'avons fait remarquer tout à l'heure, il va exister plusieurs groupements du même type présentant des différences plus ou moins appréciables. Dans certains cas le double emploi est évident. Dans d'autres cas la multiplicité des groupements s'explique par la différence des buts poursuivis. C'est ainsi que dans l'alimentation nous trouvons à côté de l'« Union des syndicats en gros de France » dont le siège est à Paris, 3, rue de Palestro, l'« Alliance de l'alimentation française » dont le siège est 3, rue de Washington ; la première s'occupant plutôt des questions d'ordre économique et professionnel, la seconde des questions sociales. De même dans l'industrie des métaux, outre les syndicats primaires régionaux qui groupent en général sans distinction toutes les spécialités de l'industrie du métal, il existe un très grand nombre de syndicats primaires nationaux, les uns à compétence étendue comme le « Syndicat général des fondeurs de France », le « Comité des forges », les autres se limitant à la défense des intérêts d'une seule spécialité. Le producteur est ainsi obligé d'adhérer à toute une série de syndicats s'il veut être présent partout où les problèmes concernant son industrie sont discutés. Il y a là évidemment une source de complications.

C'est à dessein que dans notre classification nous n'avons pas tenu compte de la forme juridique des groupements. Cette question ne présente pour nous qu'un intérêt secondaire. On peut d'ailleurs affirmer que, d'une façon générale, étant donné les avantages que présente pour un groupement la forme syndicale, ce sera celle-ci qu'il

adoptera chaque fois que le but poursuivi et le mode de recrutement de ses membres le lui permettront. Dans les autres cas il se conformera aux règles édictées par la loi de 1901 sur les associations.

Nous allons maintenant dire quelques mots de chacun des huit types de groupements envisagés en délimitant le domaine de leur activité et nous verrons ainsi clairement la place qu'occupent dans l'organisation patronale, les « associations régionales interprofessionnelles » but de notre étude.

a) *Groupements primaires professionnels locaux ou régionaux.* — Ces groupements se sont généralement créés conformément aux règles édictées par la loi du 21 mars 1884 modifiée en mars 1920. Ils ont pour objet l'étude et la défense de tout ce qui concerne la profession : création d'institutions communes, laboratoires, offices de placement : mais le champ de leur activité est limité à la région et à la profession. Il est impossible d'indiquer le nombre exact de ces groupements. Les statistiques du ministère du travail ne donnent que des chiffres globaux et ceux-ci sont eux-mêmes fort sujets à caution car de nombreux syndicats qui n'ont eu qu'une vie éphémère continuent à figurer sur les listes.

b) *Groupements secondaires professionnels régionaux.* — Leur activité est analogue à celle des précédents mais formés de l'union des chambres syndicales d'une même profession ils envisagent les problèmes d'un point de vue un peu moins individuel. On les trouve d'ailleurs en fort

petit nombre dans l'organisation patronale. Citons cependant à titre d'exemple les onze fédérations régionales qui existent dans l'industrie du bâtiment.

c) *Groupements primaires interprofessionnels régionaux.*

— Ces groupements peuvent se subdiviser en deux catégories :

D'une part les grandes associations régionales (S. I. et A. I. C. A.) et d'autre part toute la série des petites associations qui se sont créées chaque fois que par suite de la faible densité industrielle de la région il aurait été impossible de constituer pour chaque profession des syndicats viables conformes à la loi de 1884. Mais ces « Unions industrielles et commerciales » dont le nombre est en France de 350 à 400 et qui comprennent souvent à la fois les professions industrielles et commerciales jouent dans les limites assignées par la loi de 1901 le rôle de chambres syndicales. De même que les syndicats se groupent régionalement en fédérations syndicales elles constituent souvent entre elles des fédérations régionales d'industriels et de commerçants.

Nous ne les mentionnons ici que pour rester fidèle à notre classification car en fait elles se rapprochent infiniment plus par leur esprit, des syndicats locaux que des associations régionales dont nous avons entrepris l'étude et que nous avons citées en premier lieu. Non seulement leur faible importance ne permet pas de les confondre avec ces puissantes organisations, mais leur but aussi bien que le milieu dans lequel elles ont pris naissance sont essentiellement différents. Comme nous le verrons dans le

chapitre suivant qui sera spécialement consacré à cet examen, les A. I. C. A. se sont développées dans des régions extrêmement industrialisées et où existaient déjà des Unions de syndicats très importantes.

d) *Groupements secondaires interprofessionnels régionaux.* — Ces groupements comprennent, outre les fédérations et petites associations régionales ou plutôt locales que nous venons de signaler, les Unions intersyndicales créées conformément aux dispositions de la loi de mars 1884. Elles groupent un certain nombre de chambres syndicales de la région. Citons au hasard l'« Union des syndicats de Nantes et de la région », l'« Union des chambres syndicales de l'Est », etc.

Généralement le grand commerce et la grande industrie ont fondé un organisme distinct de celui du petit commerce et de la petite industrie. C'est ainsi qu'à Lyon, l'« Union des chambres syndicales » réunit les syndicats du grand commerce et de la grande industrie et l'« Alliance des chambres syndicales » ceux du petit commerce et de la petite industrie.

Ces unions rendent de grands services sur le terrain régional, elles permettent en confrontant et en ajustant les intérêts des différentes professions d'éviter les réactions fâcheuses que l'action isolée d'un syndicat aurait pu produire. Elles fixent les règles à suivre en cas de grèves, étudient tous les problèmes que pose la détermination du salaire. C'est à elles en particulier qu'est souvent due l'organisation de caisses de compensation, de caisses d'assurances contre les grèves, etc.

Elles jouent depuis une vingtaine d'années un rôle important dans la préparation des élections consulaires, examinant les titres des candidats en présence et recommandant aux suffrages de leurs adhérents ceux qui leur paraissent les plus qualifiés. Ce sont en fait les candidats retenus par elles qui sont toujours élus.

Mais il ne faut pas oublier que ces groupements sont des groupements de syndicats et non d'individus ce qui leur confère un caractère impersonnel que n'ont ni les S. I. ni les A. I. C. A., caractère impersonnel moins marqué cependant que celui des Chambres de commerce. On pourrait dire sans vouloir donner à cette formule un sens rigoureux, qui ne serait pas exact, qu'en tant qu'organes représentatifs ils représentent dans la région les « professions », les Chambres de commerce représentant les « intérêts ».

e) *Groupements primaires professionnels nationaux.* — C'est ici que nous trouverons les groupements patronaux les plus puissants. Leur importance, comme nous l'avons déjà fait remarquer, tient à la façon dont s'est développée en France l'organisation patronale. Ils ont été une des premières manifestations de l'esprit syndicaliste. Actuellement ils s'efforcent assez souvent de regrouper les forces syndicales éparses en constituant à côté d'eux les fédérations professionnelles, dont nous parlerons dans un instant. Citons à cet égard l'action du « Comité des Forges » auquel on doit la création de l'« Union des industries métallurgiques et minières, de la construction mécanique et des industries qui s'y rattachent ».

Il joue d'ailleurs dans cette union un rôle tellement prépondérant que certains auteurs ont pu dire que l'« Union » n'était qu'une façade commode derrière laquelle s'abritait le Comité des forges. Les groupements nationaux sont loin d'avoir tous la même importance. Quelques-uns sont extrêmement spécialisés. Dans l'industrie des métaux par exemple, à côté de syndicats à base large et à compétence étendue tel que le « Comité des Forges de France » pour la grosse métallurgie ou le « Syndicat général des fondeurs de France » pour la petite métallurgie, nous trouvons plus d'une centaine de petits syndicats nationaux qui se cantonnent dans l'étude des seules questions économiques, professionnelles ou techniques intéressant une fabrication bien déterminée. Il en est de même dans l'industrie de la céramique et de la verrerie qui en compte 25, dans l'industrie des cuirs et peaux (5), etc., etc.

f) *Groupements secondaires professionnels nationaux.* — Ces vastes fédérations ont pour but de grouper d'une part les syndicats professionnels locaux et d'autre part les syndicats professionnels nationaux. Tantôt, comme c'est le cas pour la « Fédération des Chambres syndicales de fabricants de chaux et ciments de France » (1), elles ne groupent que les Chambres régionales ; tantôt, comme le « Syndicat général des cuirs et peaux », elles contiennent

(1) La Fédération des Chambres syndicales de fabricants de chaux et ciments groupe 10 chambres régionales.

à la fois les Chambres professionnelles et les Chambres régionales ou locales (1).

Etant donnée leur composition, leur domaine d'action est forcément très vaste, elles se saisissent aussi bien des questions économiques et techniques intéressant la profession (organisation de comptoirs, expansion commerciale, régime douanier, etc.) que des questions ouvrières (législation ouvrière, salaire, apprentissage, etc.). Elles possèdent en général un secrétariat parfaitement organisé qui se charge de réunir sur toutes ces questions une documentation extrêmement abondante obtenue par le dépouillement des journaux et des revues ou encore fournie directement par les industriels intéressés. Cette documentation vise à deux fins : Elle permet tout d'abord de renseigner les adhérents sur toutes les questions concernant l'emploi de procédés nouveaux en matière industrielle et commerciale, de leur indiquer le mode d'application des lois nouvelles, des règlements administratifs, etc. Elle permet ensuite à la fédération d'attirer l'attention des pouvoirs publics ou du législateur sur les dangers ou les avantages de telle ou telle mesure administrative ou législative en soumettant à leur examen des rapports extrêmement étudiés sur les réformes envisagées.

g) *Groupements primaires interprofessionnels nationaux.* — La caractéristique principale de ces groupements est leur extrême souplesse. Fondés dans les formes pré-

(1) Le « Syndicat général des cuirs et peaux » groupe 5 chambres nationales et 24 chambres régionales ou locales.

vues par la loi de 1901 ils s'occupent des objets les plus divers. Nous les classerons pour plus de facilité sous deux rubriques distinctes. Ceux à compétence universelle et ceux à compétence limitée.

Etant donné leur variété nous ne pouvons mieux faire pour donner une idée du rôle et de l'importance de ces groupements que de citer quelques exemples.

Parmi les groupements à compétence universelle nous indiquerons :

La « Fédération des industriels et des commerçants français ». Créée en 1903 elle admet indifféremment comme membres des individus ou des groupements. Elle possède des comités régionaux de façon : « à défendre et à représenter plus réellement et plus directement les intérêts des différentes régions et colonies » (art. 9). Afin de faciliter l'étude des questions dont elle se saisit, elle se divise en plusieurs sections : section du commerce extérieur, section industrielle, etc.

L'« Union des intérêts économiques ». Fondée en 1920 elle intervient chaque fois que les intérêts généraux du patronat sont en jeu. Elle défend la propriété individuelle, lutte contre les monopoles d'Etat. C'est plutôt un groupement de propagande qui agit par tracts, par affiches, et par son journal le « Réveil économique ».

La « Société nationale d'expansion économique ». Fondée en 1915 pour favoriser l'expansion économique de la France sur tous les marchés du monde elle possède un certain nombre de comités régionaux, comme nous aurons l'occasion de le rappeler quand nous parlerons des A. I. G. A.

Parmi les groupements à compétence limitée nous signalerons :

Le « Comité d'études et de défenses fiscales » dont le nom indique suffisamment le but poursuivi et différentes associations telles que : Les Associations de propriétaires d'appareils à vapeur, les Sociétés pour la préservation des accidents de fabrique, etc. ; mais ces derniers groupements qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux ont un caractère tel qu'on ne peut guère les considérer comme faisant partie de l'organisation patronale. Aussi ne les citons-nous ici que pour mémoire.

h) *Groupements secondaires interprofessionnels nationaux*. — Le besoin de confédérer les grands groupements professionnels pour l'étude des questions intéressant l'ensemble du patronat s'était fait sentir depuis longtemps. Mais la réalisation de ce programme s'est heurtée à de telles difficultés que même à l'heure actuelle on ne peut se flatter d'y être parvenu.

Les mêmes causes qui ont contrarié le développement des organismes primaires peuvent être encore invoquées. Signalons en particulier la crainte des syndicats d'aliéner un peu de leur liberté en adhérant à une organisation supérieure. Cette crainte est d'ailleurs justifiée en partie, et nous pourrions citer quelques exemples montrant comment certains petits ou moyens syndicats entraînés dans le sillage de leurs puissants confrères ont vu leurs intérêts méconnus.

Quoi qu'il en soit nous pouvons déjà noter en 1866 un essai de concentration par la création du « Syndicat géné-

ral du commerce et de l'industrie » dont le premier objectif fut la défense de la propriété industrielle contre la contrefaçon indigène. Mais cette union ne comprenait pas les chambres syndicales du bâtiment et c'est ainsi que dès l'année suivante on était amené à créer le « Comité central des chambres syndicales » de la rue de Rennes qui se proposait d'englober toutes les chambres syndicales. L'organisation syndicale étant fort peu développée en province celui-ci ne comprit en fait et ne comprend encore actuellement que très peu de syndicats provinciaux. Il faut donc plutôt ne voir là qu'un groupement parisien dont le rôle consiste à étudier les questions d'ordre général, l'organisation de son secrétariat est d'ailleurs restée assez rudimentaire.

Un groupement analogue au précédent, faisant donc un peu double emploi avec lui, mais plus puissant puisqu'il comprend 130 chambres syndicales au lieu de 50, a été créé en 1896 sous le nom d'« Alliance syndicale du commerce et de l'industrie ». Le nombre plus considérable de ses adhérents lui a permis de créer dans son sein diverses commissions : législation commerciale, transport, etc.

En somme ces groupements ne peuvent être considérés que comme des ébauches de confédération générale. Aucun d'eux ne présente l'organisation logique et méthodique nécessaire pour que l'intérêt de chaque profession puisse être nettement dégagé et examiné en tenant compte de son importance dans la vie économique du pays. C'est cette pièce maîtresse de l'organisation patronale qu'a essayé de réaliser M. Clémentel en créant le 31 juillet 1919 la « Confédération Générale de la Production Française ».

Tenant compte de ce fait que beaucoup de professions n'étaient pas encore organisées et ne possédaient pas de fédérations nationales, il a constitué dans le sein même de la C. G. P. F. un certain nombre de groupements (24) (1) qui doivent recevoir provisoirement les syndicats. Les groupements qui sont autonomes et ont leur bureau et leurs réunions privés sont représentés au conseil central de la confédération.

La Confédération comprend actuellement plus de 1.200 syndicats et peut être considérée comme l'organe vraiment représentatif du patronat français (2). M. Darcy,

(1) Voici la liste de ces groupements :

I. Industries alimentaires. — II. Commerce de l'alimentation. — III. Travaux publics, bâtiment et habitation. — IV. Carrière, industrie de la céramique, de la verrerie, des chaux et ciments, des plâtres. — V. Cuirs et peaux. — VI. Industrie textile (production). — VII. Transformation des tissus, habillement et industries connexes. — VIII. Industrie chimique. — IX. Industrie minière. — X. Grosse métallurgie. — XI. Petite métallurgie. — XII. Construction mécanique, métallique et électrique. — XIII. Produits métallurgiques. — XIV. Electricité et éclairage public. — XV. Industrie maritime et transports fluviaux. — XVI. Aéronautique, automobile, cycle. — XVII. Instruments de précision. — XVIII. Industrie du livre, du papier et des arts graphiques. — XIX. Art et luxe. — XX. Finances. — XXI. Voyage, tourisme, industrie hôtelière. — XXII. Industrie des transports par fer. — XXIII. Assurances. — XXIV. Commerce extérieur et afin de ne laisser en souffrance aucun intérêt on a ajouté récemment un XXVe groupement, celui des associations régionales.

(2) Tel n'est pourtant pas l'avis de M. Danset qui déclarait en 1920 au congrès de « La Semaine sociale de Strasbourg » que : « La réunion mensuelle de la C. G. P. F. paraît bien n'avoir d'autres raisons d'être que de prêter au « Comité intersyndical de la rue de Madrid » l'organe d'un porte-parole accrédité ». Le Comité des Forges aurait ainsi, d'après M. Danset, mis la main sur la C. G. P. F.

président du groupe des industries minières à la C. G. P. F. va même beaucoup plus loin ; n'a-t-il pas déclaré un jour : « Nous sommes la Production nationale, nous sommes les travailleurs qui fabriquons et qui vendons, c'est-à-dire la Nation, à part une petite minorité d'oisifs qui ne comptent pas » (1) ! Nous serions curieux de connaître l'opinion de la C. G. T. sur cette formule qui ressemble un peu trop à celle du Grand Roi. Quant à nous, nous estimons qu'elle fait vraiment bon marché du consommateur et que la Nation n'a pas attendu la création de la C. G. P. F. pour être représentée.

Malgré son origine la C. G. P. F. n'est pas un organe officiel ; elle reste cependant en liaison constante avec les pouvoirs publics qui la consultent chaque fois que se pose un problème intéressant l'économie nationale. C'est ainsi qu'elle a été chargée par le Gouvernement de désigner le délégué patronal au bureau international du travail. Mais indépendamment des renseignements qui lui sont demandés elle donne son avis chaque fois qu'elle le juge nécessaire, sans en avoir été priée elle étudie attentivement les projets de loi, suit les discussions des commissions parlementaires, agit auprès des grandes administrations, etc., etc.

A peu près en même temps que la C. G. P. F. se fondait la « Confédération Nationale des Associations Agricoles » qui joue dans l'agriculture un rôle à peu près semblable à celui de la C. G. P. F. dans l'industrie.

A côté de ces confédérations groupant interprofession-

(1) V. C. R. annuel du 21 mars 1291, p. 18.

nellement des groupements professionnels, il en est d'autres qui groupent des associations interprofessionnelles, comme par exemple la « Fédération des associations régionales » qui a son siège à l'A. N. E. E. ou l'Union des Sociétés Industrielles de France. Cette dernière présente d'ailleurs ce caractère particulier de ne pas être un organisme permanent. Elle se borne à établir des contacts réguliers entre les présidents des différentes sociétés industrielles et à organiser des congrès bisannuels.

Nous possédons maintenant des éléments suffisants pour jeter un coup d'œil d'ensemble sur l'organisation patronale et nous y remarquerons tout de suite deux systèmes distincts vivant côte à côte.

L'un que nous appellerons l'organisation patronale syndicaliste parce qu'il a pour base essentielle le syndicat, la profession.

L'autre que nous appellerons l'organisation patronale régionaliste qui a pour base l'association régionale et au sommet de laquelle on trouve la Fédération des associations régionales.

Le premier système comprend en général trois séries d'organes principaux : Le syndicat local, le syndicat national, la fédération professionnelle nationale groupant les deux premières séries et enfin au-dessus la confédération interprofessionnelle.

Prenons en effet comme exemple deux industries qui par suite de leur importance possèdent une organisation syndicale très développée : le bâtiment et l'industrie des métaux.

Dans le bâtiment qui emploie plus de 700.000 ouvriers

nous avons à la base 188 chambres syndicales plus ou moins spécialisées. Ces chambres sont groupées en fédérations régionales au nombre de 11, ou plutôt 12 si on ajoute une union de syndicats des régions dévastées qui n'est d'ailleurs que temporaire. Nous avons ensuite une chambre nationale « le Syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux publics de France » et enfin comme organe supérieur une « Fédération Nationale du bâtiment et des travaux publics » qui groupe tous les syndicats précédents et représente environ 20.000 établissements.

Dans l'industrie des métaux où travaillent plus de 800.000 ouvriers, même organisation bien qu'un peu plus complexe car à chaque étage vivent côte à côte des syndicats à compétence étendue et des syndicats plus spécialisés. Il existe une centaine de syndicats locaux et environ 125 syndicats nationaux parmi lesquels quelques-uns de très actifs et de très importants comme le « Comité des Forges de France », le « Syndicat général des fondeurs de France », la « Chambre des industries mécaniques », la « Chambre syndicale des fabricants et constructeurs d'appareils de chemin de fer », etc. Enfin à l'étage supérieur nous trouvons une fédération extrêmement puissante « L'Union des industries métallurgiques et minières, de la construction mécanique et des industries qui s'y rattachent » qui se saisit de toutes les questions concernant la législation du travail et joue un rôle prépondérant quand éclatent des grèves qui intéressent la métallurgie. Les questions économiques et professionnelles sont abandonnées à une série de grandes fédérations spécialisées par groupe d'industries comme la « Fédération des syndicats

de la petite métallurgie », la « Fédération des syndicats de la construction mécanique », etc.

Ce qui fait la caractéristique de l'organisation de l'industrie des métaux c'est son extrême centralisation. Les groupements locaux n'ont la plupart du temps qu'une vie très ralentie tandis que les organes nationaux sont particulièrement actifs. L'industriel est d'ailleurs obligé par les règlements syndicaux de faire à la fois partie d'un syndicat régional et d'au moins un syndicat national (1). Ce système assure une coordination parfaite des différents organes et permet à l'« Union » de faire sentir son autorité dans toutes les régions où existe une usine métallurgique. Dans l'Union chaque groupe garde en principe son autonomie complète, il a son conseil d'administration et son budget séparé, mais en fait c'est le « Comité des forges » qui inspire toutes les directives. Le secrétaire général n'est autre que le président de ce puissant syndicat et jusqu'à présent les intérêts des Transformateurs (construction mécanique, automobiles, etc.) ont toujours été sacrifiés à ceux des Producteurs.

L'organisation patronale pouvant être, comme on vient de le voir, réalisée complètement sous le régime syndicaliste on en arrive à se demander à quel besoin répond le deuxième type d'organisation que nous avons qualifié de régionaliste, c'est ce que nous allons étudier dans le chapitre suivant.

(1) En fait il fera partie de tous les syndicats nationaux intéressant ses différentes productions.

CHAPITRE II

Origine des associations régionales. — Sociétés Industrielles (S. I.). — Associations Industrielles commerciales et agricoles (A. I. C. A.). — Leurs places dans l'organisation patronale. — Leur rapport avec l'idée régionaliste. — Positions respectives dans le cadre régional des A. I. C. A., des Unions intersyndicales et des Régions économiques. — L'avenir des Sociétés industrielles et des Associations industrielles, commerciales et agricoles.

Les Associations régionales que nous avons à examiner peuvent se diviser en deux catégories. D'une part les Sociétés Industrielles du type de la S. I. de Mulhouse et d'autre part les Associations régionales d'origine récente semblables à l'A. I. C. A. lyonnaise.

Les Sociétés Industrielles qui sont en général des créations d'avant-guerre (1) ont toutes pris pour modèle la vieille Société mulhousienne fondée en 1825 par un certain nombre d'industriels de la région. Leur but est de défendre l'industrie régionale, de favoriser son expansion et en même temps de propager dans la classe ouvrière le bien-être et l'instruction. Mais cette formule bien vague ne

(1) Sauf la S. I. de Strasbourg.

donnerait qu'une idée très incomplète des Sociétés Industrielles, si nous n'ajoutions qu'elles ne sont mues par aucune arrière-pensée politique. Ce sont des associations régionales, ce ne sont pas des associations régionalistes, elles ne se considèrent nullement comme les cellules d'une organisation d'ensemble destinée à essaimer sur tout le territoire, en un mot elles sont individualistes. Dans tous les problèmes qui retiennent leur attention elles n'envisagent pas les intérêts particuliers de chacun de leurs membres mais l'intérêt général de la collectivité. Recrutant leurs adhérents aussi bien parmi les intellectuels que parmi les commerçants et les industriels elles groupent l'élite de la région et peuvent apporter dans l'étude des problèmes économiques, sociaux ou techniques toute la largeur de vue désirable. Elles ne cherchent pas à s'imposer aux pouvoirs publics, pas plus qu'elles n'entendent apporter une restriction quelconque à la liberté de leurs adhérents, ce qu'elles désirent c'est prêter leur concours chaque fois qu'il y a uné œuvre utile à réaliser.

Nous ne pouvons mieux faire pour définir leur rôle que de citer les paroles prononcées par M. Villain, président de la Société industrielle de l'Est à l'assemblée générale de cette Société en 1919 :

« Là où l'effort individuel devient impuissant le groupement intervient et voici les problèmes auxquels il voue ses forces :

Faut-il améliorer les conditions d'hygiène, du travail et de l'habitation pour combattre la maladie et la misère ? Vite favorisons la construction d'habitations à bon marché, de cités jardins, de Sociétés mutuelles, d'Ecole ménagère.

Faut-il perfectionner les méthodes de travail ? Créons des cours d'apprentissage.

Faut-il vulgariser les découvertes scientifiques ? Agissons par des conférences et des publications.

Faut-il favoriser les transactions commerciales ? Créons des bourses d'affaires, des réunions périodiques.

Faut-il apporter aux assemblées délibérantes, aux pouvoirs publics nos idées, nos observations sur les projets de législation douanière, commerciale et industrielle ? Réunissons nos conseils et mettons à même chaque compétence de nous apporter le fruit de ses réflexions et le concours de son expérience ».

Il suffit de parcourir leur bulletin pour voir quelle place a tenu dans l'activité des Sociétés Industrielles la solution de questions purement techniques et la somme considérable de travaux scientifiques qu'elles ont fournis, et à ce point de vue elles peuvent être considérées plutôt comme des Sociétés savantes que comme un des éléments de l'organisation patronale. A côté des études techniques on note également le souci constant d'améliorer le sort de toutes les classes laborieuses de la population. Dès 1827, c'est-à-dire un an après sa fondation, la S. I. de Mulhouse demandait aux Chambres par la voix de son Comité d'utilité publique, la suppression de loteries qui absorbaient une grande partie du salaire des ouvriers, peu après elle insistait pour que l'âge d'admission dans les manufactures soit fixé par une loi, la journée de travail des enfants réduite et le travail de nuit supprimé pour les adultes ; elle réclamait aussi l'introduction en France de l'instruction obligatoire. Cette attitude n'a jamais été modifiée par

les luttes que le patronat eut à soutenir avant la guerre, contre les coalitions ouvrières. Pour s'en rendre compte il suffit de relire les paroles que prononçait M. Boch, vice-président de la Société industrielle de Mulhouse à une réception donnée en son honneur, par la S. I. de l'Est :

« Nous considérons, disait-il, qu'il est de notre devoir le plus impérieux de nous efforcer de rendre la vie des travailleurs plus douce, le travail plus facile, l'habitation plus saine et plus gaie, de prévenir les causes d'accident dans l'exercice de leur travail, de les assurer contre l'invalidité et la vieillesse et surtout d'élever par l'instruction et par l'exemple leur condition d'homme et de citoyen... »

Nous espérons avoir bien fait saisir le caractère des Sociétés industrielles, associations scientifiques se consacrant à l'étude des problèmes techniques, économiques et sociaux.

Nous allons voir maintenant que les associations régionales du type de l'A. I. C. A. lyonnaise, quoique semblant par leurs statuts poursuivre des buts analogues et quoique évoluant dans un cadre sensiblement identique sont animées d'un esprit totalement différent.

Si les Sociétés industrielles peuvent être considérées un peu comme des Sociétés savantes, les A. I. C. A. par contre font nettement partie de l'organisation patronale, active, combattante.

Comment se fait-il que l'A. I. C. A. lyonnaise, par exemple, créée par M. Keller-Dorian sur le modèle de la S. I. de Mulhouse ait ainsi changé presque instantanément de caractère ?

Nous voyons trois raisons qui permettent d'expliquer

cette évolution. La première est une raison psychologique. L'esprit de l'industriel lyonnais ne ressemble pas du tout à celui de l'industriel mulhousien. Sans insister sur cette question nous rappellerons qu'il existe peu de villes en France qui peuvent se vanter d'avoir donné le jour à des personnalités comme les Dolfus et les Kœchlin. La deuxième raison tient à l'époque même où s'est créée l'A. I. C. A. Il est clair qu'à l'heure actuelle les problèmes économiques ont une importance bien plus considérable que les problèmes techniques, à l'inverse de la période précédente et que la nature des difficultés dans lesquelles se débat l'industrie devait avoir une influence profonde sur l'orientation prise par les nouvelles Sociétés. Quant à la troisième raison qui paraît bien d'ailleurs devoir être la plus importante on doit la trouver dans le développement de l'esprit régionaliste.

Le régionalisme n'est certes pas une invention récente.

Dès 1869 les républicains en avaient résumé la doctrine en cette formule célèbre : « ce qui est communal à la commune, ce qui est régional à la région, ce qui est national à l'Etat ». Mais la guerre l'a remis à la mode.

On estime en général en province que la capitale occupe dans la direction des affaires publiques, une place prépondérante qui est beaucoup trop importante et qu'une réforme administrative conçue dans l'esprit régionaliste est indispensable pour favoriser le développement de la puissance productrice de la France et l'aider à relever ses ruines. Une décentralisation sérieuse offrant en outre l'avantage de réaliser une économie considérable de fonctionnaires permettrait de donner aux affaires une solution

rapide, par suite de la suppression des intermédiaires et logique puisque leurs études seraient confiées à des gens compétents et intéressés à les faire aboutir.

Certains régionalistes vont même très loin dans cette voie. Ils voudraient voir le parlement se borner à légiférer d'une manière extrêmement générale, à donner en quelque sorte les directives des lois et laisser aux assemblées provinciales le soin de fixer leurs règles d'application. Ainsi le mot régionaliste ne désigne plus actuellement quelque chose de très précis puisque cette étiquette recouvre aussi bien les partisans d'une simple déconcentration administrative que ceux qui désirent une transformation radicale de l'administration française.

A notre point de vue on doit distinguer deux régionalismes : le régionalisme politique et administratif et le régionalisme économique. Nous estimons que la mise en œuvre du premier présenterait les plus graves inconvénients pour l'unité du pays et même pour son avenir aussi bien économique qu'intellectuel. Il n'est pas de questions politiques qui n'intéressent toute la collectivité. Quant aux questions administratives elles peuvent être dès à présent discutées suivant le cas par les conseils généraux ou par les commissions interdépartementales.

Reste donc le régionalisme économique. Le cadre départemental ne correspond plus ni au développement actuel de l'industrie ni à celui des moyens de communication, la tutelle administrative est souvent un obstacle aux initiatives locales, il faut donc diviser la France en un certain nombre de grandes régions économiques et les doter d'une certaine autonomie. Mais ce problème une

fois posé on se trouve en présence d'une infinité de solutions :

1° Cette division de la France viendra-t-elle se superposer aux divisions déjà existantes, aux 17 provinces ecclésiastiques, aux 26 divisions judiciaires, aux 16 académies, aux 21 régions de corps d'armée, aux 14 arrondissements minéralogiques, etc. ou réalisera-t-on une unité régionale pourvue de tous ces organes administratifs ?

2° Comment déterminera-t-on le cadre de la nouvelle région ? L'idée de ressusciter les anciennes provinces ne mérite même pas d'être retenue. Non seulement l'idée de province telle que la majorité du public la conçoit ne correspond pas du tout à ce qui existait sous l'ancien régime, mais cette division était tout ce qu'il y a de plus arbitraire. Ne l'eut-elle pas été qu'il n'y aurait aucune raison pour qu'elle corresponde au développement économique actuel du pays. Elle aurait en outre le grave défaut de fortifier l'esprit provincial au détriment, quoiqu'on ait pu dire, de l'esprit national. La seule manière logique de déterminer les limites de la région est de le faire en tenant compte de tous les intérêts industriels, commerciaux et agricoles des différentes parties du territoire. Comme il existe en France une vingtaine de villes présentant le caractère de villes régionales, c'est-à-dire de : « nœuds vitaux d'où partent vers chaque province l'affluence des énergies, la coordination des efforts (1) », on devra avoir une vingtaine de régions économiques. Il semble que les limites de celles-ci puissent être assez facilement définies

(1) Maurette, *Les agglomérations urbaines*.

comme étant le lieu des points pour lesquels les pouvoirs d'attraction de deux villes régionales voisines sont égaux. Mais ce tracé même est susceptible de plusieurs solutions suivant les personnes intéressées : agriculteurs, métallurgistes, mineurs, filateurs, etc. et alors se pose la question : à qui devra-t-on confier le soin de fixer ce tracé : aux pouvoirs publics ou à l'initiative privée ?

L'opinion des dirigeants de l'A. I. C. A. lyonnaise est très nette :

« Si à l'A. I. C. A., disait M. Weitz au congrès de Lyon, « nous sommes partisans convaincus et déterminés de la « décentralisation, nous sommes par contre peu enclin à « la voir s'opérer par voie législative. Il vaut mieux selon « nous que les initiatives privées encore parfois un peu « hésitantes et éparées s'affirment et se cristallisent tout « d'abord. Si la réforme administrative n'a pas en effet « comme substratum une décentralisation économique « réalisée, elle risque de constituer un organisme politique « supplémentaire dont l'action sera sans pénétration et « partant néfaste.

« Il semble qu'il faut commencer par l'extension de la « capacité départementale et communale pour permettre « de dégager ces organismes des entraves dans lesquelles « les les emprisonnent des règles archaïques ».

Ainsi l'A. I. C. A. lyonnaise demande pour la région, constituée par la région, une autonomie administrative étendue. Par la suite une assemblée, un « sénat professionnel », dans lequel les Associations régionales occuperaient une place importante à côté des syndicats professionnels et des groupements corporatifs, serait constituée. Ce

conseil serait doté non seulement d'un pouvoir consultatif mais serait une assemblée délibérante qui aurait le droit d'établir des règlements régionaux et de mettre au point certains décrets et certaines lois.

On voit que le programme de l'A. I. C. A. a une nuance politique très prononcée. Son régionalisme est tel qu'à notre avis il conduirait rapidement au fédéralisme. Il est peu probable en effet que toutes les régions se trouvent d'accord sur les problèmes fiscaux (régime de l'alcool, privilège des bouilleurs de cru, par ex.) ou douaniers. Les viticulteurs du midi peuvent, comme cela s'est vu récemment, réclamer une augmentation de droit d'entrée sur les vins contre laquelle par crainte de représailles douanières protesteront les industriels du Nord et de l'Est. Or les assemblées régionales sentant derrière elles toute l'opinion publique de la région auront une tendance à se montrer intransigeantes. Il pourra en résulter des conflits violents entre les différentes régions, conflits qu'il sera très difficile d'apaiser.

En somme, tout en se défendant de faire de la politique, l'A. I. C. A. lyonnaise demande une réforme qui n'aboutit à rien moins qu'à la transformation complète du régime administratif du pays. Ceci les différencie déjà profondément des sociétés industrielles.

Il ne faudrait pas y voir non plus, comme le fait M. Villey (1), des organes semblables aux Unions inter-syndicales. M. Fougère, président de l'A. I. C. A. lyon-

(1) Cf. *L'organisation professionnelle des employeurs dans l'Industrie française*.

naise a d'ailleurs essayé de préciser la position respective de ces deux groupements dans le rapport qu'il a présenté au Congrès des associations régionales qui s'est tenu à Lyon en mars 1921.

Pour lui le rôle du syndicat est d'étudier tout ce qui touche : « au patrimoine de la profession, à sa protection douanière, à la formation technique du personnel, à l'application des lois sociales, à la création des institutions capables d'améliorer les rapports entre les différents facteurs de la production ». Ce rôle ne peut être rempli que si les syndicats s'associent régionalement afin d'étudier en commun les problèmes communs. Mais le caractère impersonnel des Unions intersyndicales ne favorise pas toutes les initiatives, notamment : « celles qui intéressent le développement de la production et du commerce, la recherche des matières premières, l'amélioration des produits » et qui ne peuvent être que le fait d'associations à recrutement individuel fonctionnant dans le cadre régional. Cette distinction entre l'activité réservée aux Unions intersyndicales et celle réservée aux Associations régionales nous semble assez subtile. Nous ne voyons pas en quoi sa forme syndicale a empêché le Comité des Forges de s'occuper d'une infinité de questions intéressant le développement de la production. Quand il a désiré ne pas agir par lui-même rien ne l'a empêché de créer des organes satellites. N'est-ce pas d'ailleurs à son initiative qu'est due la création du « Comité d'Etudes et d'Informations économiques » du boulevard Saint-Germain ? On nous objectera peut-être que le Comité de Forges n'est pas une Union de syndicats, mais un syndicat. Mais l'Union de

syndicats possède les mêmes pouvoirs que le syndicat et ceux-ci sont très supérieurs à ceux d'une simple association.

Il y a pourtant une différence essentielle entre l'A. I. C. A. lyonnaise et les unions intersyndicales de la région. L'esprit qui les anime en effet est tout autre. Les membres de l'A. I. C. A. se recrutent par agrégation et cooptation. Il en résulte que si elles sont toutes deux représentatives d'intérêts régionaux elles ne le sont pas au même titre et si les Unions intersyndicales représentent les professions les A. I. C. A. feraient plutôt figure d'assemblées politiques. L'A. I. C. A. admet de plus dans son sein, outre les industriels et les commerçants, quelques représentants des professions libérales, en petit nombre il est vrai. Afin d'intéresser leurs membres à faire partie de l'Association elles s'efforcent de rester en contact intime, direct, permanent avec eux, de leur rendre des services personnels, soit en soutenant leurs revendications auprès des grandes administrations soit en créant des coopératives, des laboratoires, etc., etc. Elles ont de plus un caractère combatif que n'ont ni les Sociétés industrielles ni les Unions intersyndicales. « Fondées pour l'action elles veulent réaliser « l'Union des industriels, des commerçants et des agriculteurs, les grouper dans un esprit de discipline et les « entraîner individuellement à l'étude des questions qui « intéressent la production et la vie économique » (1).

On a donné encore une raison (2) pour expliquer le

(1) Irart.

(2) Cf. Danset, Semaine sociale de Strasbourg.

développement des A. I. C. A., c'est le désir de l'industriel moyen de créer à côté de l'organisation syndicale proprement dite qui par suite de sa concentration est presque entièrement sous la coupe de la grande industrie, une organisation sinon rivale, du moins indépendante et qui ait un caractère essentiellement fédéraliste. Il espère par ce moyen défendre ses intérêts lui-même et ne pas les voir sacrifier à ceux des grandes sociétés. Il se méfie d'ailleurs de l'intervention de l'Etat et considère parfois avec une certaine appréhension l'organisation des régions économiques dues à l'initiative de M. Clémentel. M. Danset qui s'est fait l'avocat de la formule fédéraliste semble dans sa conférence à la Semaine sociale de Strasbourg entermer joyeusement les Régions Economiques prétendant que seules ont pu survivre celles qui n'ont pas trouvé sur leur chemin la concurrence des A. I. C. A. Nous ne partageons pas cette joie, nous estimons que les nouvelles régions ont un rôle extrêmement utile à remplir.

Délivrées du souci de ménager les intérêts individuels elles peuvent envisager avec une plus grande indépendance que les A. I. C. A. les améliorations à apporter dans l'exploitation des ressources de la région.

Le 5 mai 1923, à un banquet donné en son honneur, M. Clémentel dédaignant les discussions théoriques s'efforçait de montrer par des exemples quelle pouvait être l'œuvre des Régions Economiques.

La 17^e région, faisait-il remarquer, groupant le Puy-de-Dôme, l'Allier, le Cantal, la Corrèze et la Haute-Loire, a créé une magnifique école supérieure de commerce, une chambre des métiers régionale, une caisse de com-

pensation, une banque populaire, un musée d'échantillons pour tous les produits de la région, un office régional des forces hydrauliques qui obtenait le dépôt devant la Chambre d'un projet de concession des forces hydrauliques de la deuxième section de la Dordogne.

Ce serait donc de la part des industriels montrer une méconnaissance certaine de leurs intérêts que de marchander leur concours à ces organisations sous le fallacieux prétexte que, créées par le Gouvernement, « elles gardent de leur origine à la fois leur grandeur et leurs imperfections » (1).

Ce qu'on a reproché, avec plus de raison, au conseil économique des régions constituées par M. Clémentel, c'est de ne pas représenter suffisamment les forces vives de la région par suite de l'étroitesse de leur recrutement.

Le congrès des S. I. de Rouen saisi de la question a, à la suite d'un rapport de M. Hollande, secrétaire de la S. I. de Reims, émis le vœu :

« Que du fait des initiatives privées s'exerçant d'accord
« avec l'initiative officielle et particulièrement avec le
« ministère du commerce, les groupements régionaux
« actuellement existants soient élargis et qu'il soit notam-
« ment fait appel au concours des sociétés industrielles et
« des associations professionnelles ou corporatives de
« plus en plus nombreuses dans chaque région ».

Mais cette lacune M. Clémentel l'avait, dès l'origine, reconnue. Seulement, agissant dans les limites de sa compétence il a voulu avant tout réaliser un certain régiona-

(1) Weitz, Congrès de Lyon, mars 1921.

lisme économique et dans le but d'opérer plus rapidement il s'est décidé à se passer du concours du parlement. Il s'est donc borné à utiliser les dispositions contenues dans les articles 18 et 24 de la loi de 1898 sur les Chambres de commerce ; mais il n'a jamais cru faire là une œuvre définitive, et comme le dit M. Hauser, il a pensé :

« Que les conseils régionaux des Chambres de commerce seraient un noyau et qu'autour de ce noyau d'autres forces viendraient s'agglomérer » (1). Ces autres forces peuvent être les associations régionales, et si elles consentent à collaborer avec les conseils régionaux dans l'étude de toutes les questions économiques intéressant la région elles pourront avoir une influence décisive sur son développement.

On peut maintenant se rendre compte de la place tenue par les A. I. C. A. dans l'organisation patronale et des différences qu'elles présentent avec les Sociétés Industrielles. Ces différences sont telles qu'on peut même se demander s'il y avait lieu de les faire entrer dans le cadre d'une même étude.

Nous avons pensé qu'il était intéressant de le faire parce que d'une part les S. I. et les A. I. C. A. possédant des statuts analogues poursuivent théoriquement les mêmes buts dans un cadre assez semblable, et que d'ailleurs certaines S. I. (2) occupent une position intermé-

(1) Hanser, « Les Régions économiques » dans *Le fait de la Semaine* du 9 novembre 1918.

(2) La S. I. de Roubaix, par ex. Quant à la S. I., de Tourcoing, elle s'est transformée en 1913 en « Union des Syndicats des Industries textiles et annexes » mais n'en continue pas moins à faire par-

diaire entre ces deux types de Société et parce que d'autre part les A. I. C. A. mènent une vive campagne pour entraîner les S. I. dans leur sillage. Elles voudraient que ces organisations suivent leur exemple, fassent ce qu'elles appellent une politique régionale active et : « col-
« laborent d'une manière permanente de façon à se tenir
« réciproquement au courant de leur activité, des résul-
« tats obtenus et manifestent en toute occasion une unité
« de doctrine aussi complète que possible » (1).

Quelques S. I., celle de Lille, celle de Reims en particulier, sont assez tentées d'entrer dans cette voie et c'est pourquoi nous nous sommes décidés à étudier l'une et l'autre de ces organisations.

Les Sociétés Industrielles feront donc l'objet de la deuxième partie de ce travail et les A. I. C. A. celui de la troisième.

Avant pourtant de commencer leur étude détaillée nous tenons à dire que nous verrions avec regret les S. I. abandonner leurs traditions et suivre l'exemple des A. I. C. A. Elles peuvent parfaitement vivre côte à côte sans se gêner et poursuivre chacune avec la méthode qui lui est propre l'œuvre de développement régional qu'elles se sont proposé.

Telle est d'ailleurs la volonté de la S. I. de Mulhouse, qui après le magnifique exemple de vitalité et d'indépendance qu'elle a donné ne peut être accusée de manquer

tie de l'Union des S. I. et à assister à ses congrès. On voit combien sont souvent peu précises les limites de ces différents groupements.

(1) Voir C. R. du congrès des S. I. à Mulhouse en 1921 le vœu déposé par le directeur de l'A. I. C. A. lyonnaise.

d'audace et de largeur de vue : « Dans la tourmente que
 « nous traversons, disait son rapporteur en janvier 1922,
 « dans la tourmente que nous traversons quel est le rôle
 « de notre compagnie. Certains de nos collègues nous ont
 « fait amicalement le reproche de ne pas nous jeter dans
 « la lutte avec assez d'élan. Ils nous ont cité en exemple
 « le magnifique essor d'une institution lyonnaise. Il faut
 « être heureux de ces critiques qui peuvent avoir un effet
 « stimulant, nécessaire peut-être. Mais sont-elles tout à
 « fait justifiées ?

« Mulhouse possède à côté de la S. I. deux institutions :
 « la chambre de commerce et le syndicat industriel alsacien
 « qui sont plus étroitement liés à la vie économique
 « que notre compagnie. La défense des intérêts régionaux
 « est de leur ressort. Elles sont les mandataires officiels
 « du commerce et de l'industrie.

« Notre rôle n'est pas d'empiéter sur les attributions de
 « ces deux grandes corporations. Notre cadre est assez
 « vaste pour que notre ambition se borne à le remplir
 « utilement.

« Nous avons à veiller au développement de nos
 « écoles... qui contribuent à assurer à Mulhouse sa place
 « comme grand centre de la filature et du tissage et comme
 « centre mondial de l'impression sur tissus.

« Nous avons à suivre l'évolution des institutions que
 « nous avons créées : Association alsacienne des propriétaires
 « d'appareils à vapeur, office des transports... à
 « créer un office d'expansion colonial.

« Nous devons étudier dans nos comités les questions
 « essentielles qui touchent au domaine dans lequel s'exerce
 « notre activité ».

DEUXIÈME PARTIE

LES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

CHAPITRE PREMIER

Le type des Sociétés Industrielles, la S. I. de Mulhouse. —

Les autres Sociétés Industrielles, leurs principales caractéristiques. — Les ressources des S. I. (dons, subventions, cotisations). — L'organisation intérieure des S. I. (bureau, conseil d'administration, assemblées générales, comités).

La Société Industrielle de Mulhouse est la première en date des institutions de ce genre, c'est elle qui a servi de modèle à toutes celles qui ont été créées par la suite. Mais la place prépondérante qu'elle va occuper dans cette étude ne tient pas tant à son ancienneté qu'à l'importance des établissements qu'elle a subventionnés ou créés et au dévouement et à la générosité dont elle a fait preuve pour améliorer par tous les moyens le sort de la classe ouvrière.

A l'époque où elle fut fondée, en 1827, l'industrie mul-

housienne traversait une crise des plus sérieuses. La situation géographique de Mulhouse la mettait dans une infériorité manifeste vis-à-vis de concurrents plus favorisés comme Rouen ou Manchester. Privée de moyens de communications avec Paris et les ports de mer puisque les chemins de fer n'existaient pas encore et que le canal du Rhône au Rhin n'était pas achevé elle voyait ses matières premières et ses produits fabriqués grevés de frais de transport considérables. Au lieu de faire appel à la toute puissance de l'Etat ou d'obtenir par un abaissement des salaires une diminution de leurs prix de revient, deux procédés qu'on a malheureusement l'habitude de voir employer en pareil cas, les industriels mulhousiens estimèrent que c'était à la science seule qu'ils devaient s'adresser. Convaincus que c'était par la supériorité de leur outillage, par le fini de fabrication de leur indienne, la plus vieille industrie du pays, qu'ils pourraient conserver leurs débouchés, vingt-deux mulhousiens résolurent de mettre en commun leur activité et décidèrent de fonder une association.

Afin de bien définir sa mission ils lui donnèrent le nom de « Société Industrielle », voulant ainsi marquer son caractère principal qui était de réaliser l'union intime de la Science et de l'Industrie. Toutes les questions, tous les problèmes scientifiques et économiques dont la solution était susceptible de faire faire quelques progrès à l'industrie devaient être l'objet de leur préoccupation.

Les débuts de la jeune Société furent pénibles, mais le zèle ardent de ses fondateurs qui n'épagnèrent ni leur peine, ni leur argent permit de triompher de toutes les

difficultés. La S. I. eut non seulement la chance de trouver parmi eux des administrateurs actifs et dévoués, mais elle sut encore les conserver dans leurs fonctions pendant de longues années.

Il suffit de parcourir les bulletins de la S. I. de Mulhouse pour se rendre compte du labeur considérable que représentent les travaux de ses comités et de l'abnégation de ses membres qui n'hésitaient pas à exposer leurs recherches, leurs découvertes même à leurs collègues quand ils estimaient que la prospérité de l'industrie mulhousienne y était intéressée. Mais, comme nous l'avons dit, ils n'auraient jamais admis que cette prospérité put avoir lieu aux dépens de leurs collaborateurs et ils mettaient au premier rang de leur souci le bien-être de la classe ouvrière.

L'article 1^{er} de ses statuts indique d'ailleurs on ne peut plus nettement les buts poursuivis par la Société.

Art. 1^{er} : « La Société Industrielle a pour but l'avancement et la propagation de l'industrie par la réunion en
« un point central d'un grand nombre d'éléments d'instruction, par la communication des découvertes et des
« faits remarquables ainsi que des observations qu'ils
« auront fait naître et par tous les moyens qui seront suggérés par le zèle des membres de l'Association pour
« en assurer le succès.

« Elle s'occupe aussi de tout ce qui est de nature à progresser et à consolider dans la classe ouvrière le bien-être, l'hygiène, l'amour du travail et de l'économie ».

Ce bel exemple de solidarité scientifique et sociale ne devait pas tarder à être imité, et peu à peu des Sociétés

analogues se créaient en France : en 1830, à Nantes ; en 1853 à Reims ; en 1859 à Elbeuf ; en 1861 à Amiens où les industries textiles se trouvaient particulièrement menacées à la suite du traité de commerce franco-anglais de 1860 ; en 1871, à Sainte-Marie-aux-Mines ; en 1872 à Rouen où, après l'annexion, s'étaient réfugiés de nombreux alsaciens qui figuraient d'ailleurs pour plus d'un quart parmi les membres fondateurs ; en 1874, à Lille, où la Chambre de commerce avait elle-même pris cette initiative ; en 1874 à Fournies ; en 1883 à Nancy, et enfin dernièrement à Strasbourg.

Toutes ces Sociétés ont adopté le programme de Mulhouse. Les unes, comme la S. I. de l'Est, sous une forme un peu plus brève : « La S. I. de l'Est a pour but le développement et la prospérité de l'industrie et du commerce dans la région de l'Est. » (Art. 1^{er} des statuts), les autres reproduisant presque intégralement les statuts de la célèbre société (1).

Mais il ne suffisait pas d'adopter ses règlements, encore fallait-il s'en assimiler l'esprit et pour se rendre compte des splendides réalisations obtenues, de nombreux membres des autres sociétés firent le pèlerinage de Mulhouse. C'est ainsi qu'en 1881 M. Mathias, avant d'accepter la présidence de la S. I. du Nord jugeait nécessaire de se rendre à Mulhouse et en revenait émerveillé.

L'extrême souplesse de ces Sociétés leur permet d'envisager des problèmes différents suivant les régions. Ce sont, comme l'a fort bien dit M. Villain, des groupements

(1) Nous les donnons d'ailleurs en annexe à titre d'exemple.

de volontés de toutes sortes prêts à agir quand on a besoin d'eux. C'est ainsi qu'à Elbeuf, Amiens, Fourmies et Reims, elles se sont consacrées plus spécialement au développement de l'enseignement technique. A Nancy, cet enseignement existant, la S. I. de l'Est s'est contentée de le subventionner et à côté de quelques cours du soir elle a créé des écoles ménagères, des œuvres sociales. A Rouen on a étudié des problèmes techniques, des méthodes de fabrication, à Lille, on a fondé des prix, des récompenses pour les travaux originaux. Seule, Mulhouse a exécuté magistralement, et d'une façon complète, la tâche qu'elle s'était de prime abord assignée. Elle a créé des écoles, des musées, des cercles ouvriers, favorisé la construction d'habitations ouvrières, etc., etc., et a en outre apporté à la science appliquée une contribution extrêmement importante par l'étude des problèmes techniques concernant la teinture, l'impression, l'emploi de la vapeur, etc.

Dans la nomenclature des Sociétés industrielles que nous avons donnée tout à l'heure, nous en avons omis deux à dessein. Ce sont les S. I. de Roubaix, créée en 1892 et de Tourcoing, créée en 1904.

Ces Sociétés, bien que faisant partie de l'« Union des Sociétés industrielles de France » n'ont pas, en effet, été conçues sur le modèle de Mulhouse et sont loin d'avoir les mêmes tendances et le même esprit. Elles se rapprochent beaucoup plus par les buts et les moyens d'action qu'elles envisagent, des associations dont le type est l'A. I. C. A. lyonnaise.

La Société industrielle de Roubaix, par exemple, a été

constituée lors de la dissolution du « Comité lainier » dont elle a pris la suite.

Son rôle consiste : « à grouper et solidariser les industriels et les négociants qui représentent l'industrie dominante et les industries annexes dans la circonscription ci-devant indiquée (canton de Roubaix et de Lanoy) à créer entre eux des rapports et des liens de confraternité et d'entente mutuelle. A se mettre et à se tenir en relation avec les autres groupes constitués de manière à pouvoir exercer une action commune toutes les fois que cela sera jugé profitable à la protection des intérêts communs du commerce et de l'industrie ; à demeurer en communication avec les pouvoirs publics, les administrations locales, départementales ou centrales et le Parlement, afin d'être constamment en mesure soit de formuler telles doléances ou réclamations que comporteraient les circonstances, soit de fournir en temps opportun les documents nécessaires à la solution pratique et équitable des questions économiques ».

Les statuts de la Société industrielle de Tourcoing sont analogues, d'ailleurs, le 17 juillet 1913, elle se transformait en « Union des syndicats des industries textiles et annexes » (1) sous le couvert de la loi du 21 mars 1884.

(1) Les divers syndicats patronaux qui composent la S. I. de Tourcoing sont :

1^o Le syndicat des peigneurs de laine de Tourcoing ; 2^o le syndicat des filateurs de laine peignée de Tourcoing ; 3^o le syndicat des retordeurs de Roubaix-Tourcoing ; 4^o l'Union des filateurs français en fils de laine peignée pour draperies et robes ; 5^o l'Union des filateurs et négociants en fils de laine bonneterie ; 6^o le syndicat des fabricants de tapis de Tourcoing ; 7^o l'Union des transporteurs

On ne peut donc pas dire que ces deux Sociétés soient, à proprement parler, des Sociétés Industrielles. Elles ont des services communs et publient un bulletin commun.

Les ressources dont peuvent disposer les Sociétés industrielles par l'exécution de leur programme consistent dans les donations des particuliers, les revenus de leurs immeubles ou de leur portefeuille, les subventions de l'Etat, des départements ou des communes et enfin les cotisations de leurs adhérents.

La *S. I. de Mulhouse* est de beaucoup la plus riche et la plus puissante. Elle doit cette prospérité à la générosité de ses membres et à celle des représentants de la haute bourgeoisie mulhousienne. Le total des legs, donations ou souscriptions qu'elle a pu recueillir atteint en effet aujourd'hui plusieurs millions et lui a permis d'être non seulement propriétaire du magnifique immeuble qu'elle occupe actuellement, mais encore des bâtiments du nouveau musée et de ceux de son Ecole de Chimie.

En 1829, M. Nicolas Kœchlin lui avait fait don d'un vaste bâtiment d'aspect imposant construit, 10, rue de la Bourse, sans but défini. La Société s'installa au premier étage, louant le rez-de-chaussée à la Chambre de commerce et s'assurant ainsi une source précieuse de revenus. En 1839, elle procédait à certains agrandissements afin de pouvoir loger les collections de son musée d'histoire naturelle et d'augmenter les locaux loués à la Chambre de

(annexe des industries textiles de Tourcoing); 8^o le syndicat des fabricants de tissus de Tourcoing; 9^o le syndicat des filateurs de coton de Tourcoing.

commerce. En 1873, le « Syndicat industriel du Haut-Rhin » dissous abandonnait à la S. I. un capital de 100.000 francs. Ce syndicat avait été constitué au moment de l'annexion pour délivrer des certificats d'origine aux marchandises entrant en France avec exonération des droits de douane ou paiement de demi-droits.

En 1875, elle recevait des héritiers de M. Dolfus une somme de 200.000 francs, ce qui lui permettait d'acheter aux héritiers de M. Kœchlin qui devaient quitter l'Alsace, un immeuble à des conditions particulièrement avantageuses et de construire, en 1878, rue des Fossés, un nouveau bâtiment pour y loger son Ecole de chimie trop à l'étroit dans le local qu'elle occupait alors. En 1883, elle inaugurait son musée des Beaux-Arts qui avait coûté 465.000 francs, produit d'une souscription à laquelle les membres de la Société avaient participé pour plus de 180.000 francs. En 1887, son patrimoine s'accroissait encore par le don d'un immeuble qu'avait habité M. Jean Dolfus, 12, rue de la Bourse. Ses services augmentant de plus en plus, la S. I. de Mulhouse fut obligée, en 1909, de faire élever de nouveaux bâtiments. Elle en profita pour centraliser et concentrer place de la Bourse, outre ses bureaux et sa salle de conférence, son école de dessin, son musée industriel, son musée d'Histoire naturelle, ses collections géologiques, son musée ethnographique, sa bibliothèque, etc.

On voit par cette rapide énumération quelle aide la générosité privée a apporté à cette œuvre essentiellement régionale qu'était la Société Industrielle de Mulhouse. Chose remarquable, aucune subvention n'a été demandée

aux pouvoirs publics. Ceux-ci ne s'y seraient très probablement pas refusés, mais la Société tenant à sauvegarder son indépendance avait pris l'engagement de ne rien accepter et cet engagement, elle l'a tenu.

Les autres Sociétés n'ont pas montré une semblable intransigeance et se sont parfaitement accommodées des subventions qui leur étaient allouées. Il faut bien dire d'ailleurs que leur budget était infiniment plus modeste. Nous allons donner très succinctement quelques indications sur des dons et des subventions qui leur furent accordées.

La *Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure* outre divers dons destinés à la création de prix dont nous parlerons plus tard, a reçu de M. Narcisse Cartier un legs de plus de un million qui lui a permis de compléter l'enseignement donné dans ses cours publics.

La *Société Industrielle de Nantes* reçoit des subventions de la ville, de la Chambre de commerce, du département et de l'Etat, des subventions dont le total s'élève à environ 6.000 francs par an. Quelques donations, mais en petit nombre, ont également été reçues par elle.

La *Société industrielle de Reims* qui, à l'inverse des autres Sociétés a un caractère tout à fait local, recevait avant la guerre 5.800 francs de la ville et 3.800 francs de l'Etat. Ces sommes ont été depuis, réduites respectivement à 5.400 francs et 3.500 francs.

La *Société Industrielle d'Elbeuf* qui occupe des locaux mis gracieusement par la ville à sa disposition, reçoit en outre annuellement 3.000 francs du Ministère du Commerce, 1.000 francs du Ministère des Beaux-Arts, 3.000

francs du département, 1.500 francs de la ville d'Elbeuf et 500 francs de la Chambre de commerce pour l'entretien du Musée commercial, soit en tout 9.000 francs.

La *Société Industrielle d'Amiens* reçoit de l'Etat, du département et de la ville, diverses subventions dont le total s'élève à 60.000 francs.

La *Société Industrielle de Rouen*, dont les services sont installés dans le charmant hôtel du Bureau des Finances, en face de la cathédrale, a bénéficié, à différentes reprises, de subventions du Ministère du commerce, dont le total ne s'élève d'ailleurs qu'à 16.000 francs. Elle a reçu, en outre, un certain nombre de legs. De M. Houzeau, 20.000 francs, plus un ensemble d'immeubles assez important, de M. Besselièvre, 10.000 francs. De plus, une souscription lui permit de recueillir une somme de 15.000 francs. Le Département lui accorde, depuis 1899, une subvention annuelle de 1.500 francs.

La *Société Industrielle de Lille*, propriétaire d'un riche immeuble rue de L'Hôpital Militaire, comprenant bureaux, bibliothèque, salle de conférence, reçoit 2.000 francs de la Chambre de commerce et peut distribuer de nombreux prix grâce aux libéralités de ses membres : M. Kühlmann (50.000 francs), Descamp Crespel (15.000 francs), Agade (95.000 francs), Lanel (10.000 francs), Faucheux (15.000 francs), Bigot-Danel (25.000 francs), Scrive-Layer (20.000 francs), etc.

La *Société Industrielle de Fourmies* reçoit quelques petites subventions : 2.000 francs du Ministère du commerce ; 1.000 francs de la condition publique de Fourmies ; 1.000 francs de la Chambre de commerce d'Aves-

nes ; 150 francs de celle de Wignehies. En 1885, une souscription pour la création de cours techniques de filature et tissage lui permit de recueillir une somme de 40.000 francs.

La *Société Industrielle de l'Est*, installée dans les locaux de la Chambre de commerce, ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics. Chaque fois qu'elle l'a jugé utile, elle a ouvert parmi ses membres des souscriptions, dans des buts bien déterminés, dotation de laboratoires, d'Ecoles, etc.

Les Sociétés Industrielles de Roubaix et de Tourcoing ne touchent également aucune subvention, mais cela s'explique par leur caractère très spécial que nous avons signalé tout à l'heure.

Outre ces sources de revenus plus ou moins aléatoires et les revenus de leurs immeubles ou de leurs valeurs mobilières, le budget des Sociétés industrielles est alimenté par les droits d'entrée des membres, les rachats de cotisation et les cotisations elles-mêmes. Les cotisations personnelles varient de 30 à 60 francs suivant les Sociétés industrielles et suivant la qualité des membres (1) (membres honoraires, correspondants et ordinaires).

Il existe, de plus, dans certaines S. I., des cotisations

(1) C'est ainsi qu'à Mulhouse elle est de 60 francs pour les membres ordinaires et de 30 francs pour les membres correspondants ; à Amiens, de 70 francs pour les membres titulaires, 45 francs pour leurs associés, 36 francs pour les personnes n'habitant pas Amiens ; à Fourmies, de 40 francs pour les membres ordinaires et de 10 francs pour les membres honoraires ; à Nancy, de 50 francs pour les membres ordinaires ; les membres correspondants ou honoraires ne

spéciales qui doivent être versées par les industriels ou les firmes adhérentes et qui sont fixées en tenant compte de leur outillage ou des salaires payés à leurs ouvriers.

C'est ainsi qu'à Fourmies avant la guerre en vue d'entretenir ses cours techniques la S. I. percevait un droit de 4 francs par 1.000 broches de 0 fr. 20 par métier à tisser, de 1 fr. 60 par peigneuse. Actuellement outre un droit fixe de 100 francs, 30 francs ou 30 francs suivant le nombre d'ouvriers elle perçoit un droit proportionnel égal à 1 pour mille des salaires payés. A Roubaix et à Tourcoing les cotisations des syndicats faisant partie de la S. I. sont fixées chaque année par l'Association et basées sur l'importance industrielle du groupe. Voilà qui modifie profondément la nature de la Société car elle se trouve en somme tenue de rendre à ses membres des services proportionnés aux sacrifices qu'ils font pour elle.

Nous avons donné tout à l'heure la liste des Sociétés industrielles classées d'après leur ancienneté, nous venons de donner un aperçu de leur fortune respective, mais un point reste à fixer qui permettra de se rendre compte de l'influence qu'elles peuvent exercer. Nous voulons parler du nombre de leurs adhérents.

Ici encore Mulhouse tient la tête avec 917 membres (dont 820 membres ordinaires, 70 raisons sociales, 14 correspondants, 13 membres honoraires) puis Nancy avec 909 membres (dont 68 membres correspondants), Lille (600 membres), Rouen (500 membres), Amiens (317 mem-

payent pas de cotisations; à Tourcoing, Roubaix et Elbeuf, de 50 francs, etc., etc.

bres), Roubaix (200 membres), Nantes (120 membres), Elbeuf (100 membres), Tourcoing (80 membres plus 8 groupements ou syndicats), Fourmies (70 membres).



L'organisation intérieure des Sociétés industrielles n'offre rien de bien spécial. Les conditions d'admission sont à peu près les mêmes partout, il suffit d'être présenté par un ou plusieurs membres suivant le cas et d'être élus par le bureau ou l'Assemblée générale. Les Sociétés comprennent en général des membres ordinaires, des membres perpétuels, des membres correspondants et des membres honoraires. Seuls les membres ordinaires paient la cotisation entière. Pourtant une Société, celle de Lille, prévoit l'admission comme membres ordinaires avec exonération de la cotisation de contre-maitres, ouvriers ou employés qui auraient rendu de grands services à l'industrie ou au commerce.

La Société est administrée par un bureau ou un conseil d'administration (1) formé de membres élus en général pour deux ans par l'Assemblée générale, renouvelable par moitié et composé d'un président, de vice-présidents, de secrétaires, trésoriers, économe, bibliothécaire, secrétaires ou présidents de comités, etc. en tout une vingtaine de membres. Aucune de ces fonctions n'est rétribuée.

Dans certains cas très rares, à Roubaix par exemple,

(1) A Amiens, la Société est administrée par un conseil de 22 membres dont 8 forment le bureau.

la Société qui s'efforce de représenter le commerce et l'industrie de la région réunit dans son conseil d'administration des délégués des différentes branches de l'industrie roubaisienne (1). Il en est de même à Tourcoing.

Quelquefois à l'inverse des autres membres du bureau le Président n'est pas indéfiniment rééligible, c'est ainsi qu'à Nancy la durée de son mandat ne peut excéder 4 ans. Il est aisé d'en comprendre la raison, on peut toutefois se demander si le système inverse ne présente pas plus d'avantages. Mulhouse qui l'a adopté et a pu conserver ainsi de longues années les mêmes présidents n'a pas eu à s'en repentir.

Les attributions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale sont connus, il n'y a pas lieu d'y insister ici. On pourra d'ailleurs en se reportant à l'annexe I avoir toutes les précisions possibles sur ce qui se fait à Mulhouse et par suite dans toutes les autres sociétés car à part des modifications de détail leurs statuts sont tous sur ce point à peu près semblables.

Pour étudier des questions aussi variées que celles dont s'occupent les Sociétés industrielles il leur était indispensable de posséder des organes de travail multiples et spécialisés. Des comités ont donc été créés dans chaque société et sont chargés d'examiner les problèmes à résou-

(1) C'est-à-dire : le commerce des matières premières, celui des tissus, le peignage, la filature de laine peignée, la filature de laine cardée, la filature de coton, le tissage, la teinture et l'apprêt, les industries et commerces annexes (transport, construction, banque, etc.).

dre avant qu'ils ne soient soumis à l'Assemblée générale. A titre d'exemple nous allons indiquer comment la S. I. de l'Est comprend le travail de ses comités ; ils sont chargés de :

« 1° L'étude et la discussion de toute question d'intérêt général concernant leur spécialité.

« 2° La communication ou la lecture des travaux inscrits pour être présentés au comité.

« 3° La correspondance spéciale transmise par le bureau.

« 4° Les notices bibliographiques et l'examen des ouvrages acquis ou reçus par la Société.

« 5° La réception et l'ouverture des plis cachetés déposés à la Société.

« 6° La rédaction de notes, l'émission de vœux, préparation d'enquêtes relatives aux questions concernant ces vœux, enquêtes, etc., sont transmises au bureau qui statue sur la suite à donner.

« 7° L'étude et l'initiative de projets de lois.

« 8° Toute question transmise par le bureau de la Société Industrielle. »

La répartition du travail entre les comités est faite évidemment de façon différente suivant les Sociétés industrielles. Telle région sera plus spécialement intéressée aux questions minières ou sidérurgiques, telle autre à tout ce qui concerne la teinture, l'apprêt, le tissage, etc. C'est ainsi qu'à Mulhouse le Comité de chimie occupera une place prépondérante alors qu'il sera inexistant à Fourmies où nous trouverons au contraire toute une série de comités pour étudier le problème textile : Comité de

peignage, Comité de filature, Comité de filature à façon, Comité de tissage, etc. Il nous paraît donc intéressant de donner ici la liste des comités créés par les Sociétés industrielles, on aura ainsi une idée d'ensemble de leur champ d'activité.

Mulhouse possède un Comité de chimie, un Comité de mécanique, un Comité d'histoire naturelle, un Comité du commerce, un Comité d'utilité publique, un Comité des beaux-arts, un Comité des mines. Le nombre de leurs membres est illimité mais varie en général de soixante pour le Comité de chimie, le plus important, à vingt pour le Comité du commerce. Il existe de plus un certain nombre de membres correspondants dans chaque comité. Les comités se complètent par cooptation. Les principaux, ceux de chimie et de mécanique, se réunissent une fois par mois, les autres une fois tous les deux mois ou quand le besoin s'en fait sentir.

La *Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure* est divisée en quatre sections : Sciences physiques et naturelles, lettres et arts, économie et commerce, mécanique et industrie qui se réunissent une fois par mois.

Nantes ne possède pas de comités.

Reims a formé un Comité de fabrication, un Comité du commerce, un Comité de mécanique, un Comité des arts chimiques, un Comité de l'enseignement.

Elbeuf se consacrant tout particulièrement à l'enseignement a constitué dix commissions composées de cinq membres et présidées par le président ou le vice-président qui sont chargées de visiter fréquemment les cours et

de s'assurer que les programmes y sont bien appliqués.

Amiens possède un Comité des fils, un Comité des tissus et confections, un Comité de chimie, physique et agriculture, un Comité des arts mécaniques, un Comité du commerce et d'économie politique, sociale et coloniale. Ces comités sont ouverts à tous les membres qui désirent s'y faire inscrire suivant leur compétence ou le but de leurs études personnelles.

Rouen a créé un Comité de chimie, un Comité de mécanique et métallurgie, un Comité d'industries textiles, un Comité du commerce, un Comité des beaux-arts, un Comité d'histoire naturelle et d'hygiène, un Comité d'utilité publique. Chacun d'eux est composé de dix membres désignés par l'Assemblée générale et ces dix membres à leur tour s'adjoignent ceux de leurs collègues dont le concours leur paraît désirable. A ces comités s'ajoutent des commissions qui n'ont qu'une durée éphémère et qui disparaissent quand le but qu'elles s'étaient proposé est atteint.

Lille a fondé un Comité du génie civil, arts mécaniques et construction, un Comité de filature et tissage, un Comité d'arts chimiques et agronomiques, un Comité du commerce et d'utilité publique. Ces comités se réunissent une fois par mois, tous les membres de la Société peuvent s'y faire inscrire à volonté et dans plusieurs comités s'ils le désirent.

Fourmies possède un Comité de peignage, un Comité de filature, un Comité de filature à façon, un Comité de tissage, un Comité du commerce, un Comité d'enseignement.

On voit l'importance que prennent à Fourmies les questions de filature et de tissage, ce qui n'est pas surprenant si on songe qu'avant la guerre il y avait dans la région 15.000 métiers et 912.000 broches. A la suite des destructions allemandes tout cet outillage avait disparu, mais grâce au labeur acharné des industriels du Nord il se reconstitue rapidement et comprend aujourd'hui plus de 9.000 métiers et de 550.000 broches.

Nancy a formé : un Comité de législation industrielle et d'économie sociale, un Comité des industries diverses et sciences appliquées, un Comité des mines et métallurgie, un Comité de mécanique et d'électricité, un Conseil du commerce extérieur et intérieur, un Conseil des transports. Ces comités se réunissent en principe une fois par mois, leurs membres sont nommés par le bureau et varient de 25 à 50, mais tout membre de la Société peut assister à leurs réunions. Pour maintenir l'unité de vue et éviter les doubles emplois dans l'ordre du jour des comités, un membre du bureau y est spécialement délégué; d'ailleurs d'une façon générale les membres du bureau font de droit partie de tous les comités.

Roubaix et *Tourcoing* ne possèdent pas de comités.

Comme on vient de le voir, le mode de recrutement des membres des comités est extrêmement variable. Tantôt liberté complète est laissée aux membres de la Société pour s'y inscrire, tantôt on a recours à l'élection, à la cooptation, etc. Nous préférons ce dernier mode qui permet de réaliser des commissions peu nombreuses, plus homogènes, qui formées d'hommes du métier désireux de justifier la confiance de leurs collègues adoptent en général

une méthode de travail productive et ne perdent pas leur temps dans des discussions stériles.

Les fonctions de membres de comité ne sont pas rétribuées, cependant dans quelques sociétés, à Lille, à Elbeuf par exemple des jetons de présence ou de lecture sont distribués. Cette manière de faire est très peu généralisée.

CHAPITRE II

Les travaux des Sociétés industrielles.

Résumé de ceux de Mulhouse, Rouen, Nancy et Lille.

Les conférences.

Les travaux scientifiques ou économiques des Sociétés industrielles sont reproduits dans leur bulletin, il serait fastidieux et impossible d'ailleurs de les énumérer, mais afin de donner une idée de la variété des questions qu'ils ont examinées nous allons faire très rapidement l'analyse des travaux de quelques-unes d'entre elles choisies parmi les plus actives : Mulhouse, Rouen, Nancy et Lille.

Mulhouse. — Le *Bulletin de la S. I. de Mulhouse* qui paraît depuis 1850 se compose aujourd'hui de près de cent volumes *in-octavo* et forme une collection très intéressante à consulter pour ceux qui désireraient faire l'histoire de l'industrie mulhousienne depuis un siècle. Ville de drapiers dès le *xvii^e* siècle, Mulhouse s'est une des premières consacrée à la filature et au tissage du coton et ne tarda pas à devenir le centre de l'industrie des toiles peintes.

Ainsi que nous l'avons indiqué au début c'est surtout dans le but de perfectionner la fabrication des indiennes que la S. I. avait été créée. Il n'est dès lors pas étonnant

qu'elle se soit tout particulièrement intéressée à l'étude des colorants et de l'impression sur étoffe et que les travaux de son *Comité de chimie* occupent la place la plus importante dans son bulletin. La Société industrielle peut s'enorgueillir d'avoir dans ce domaine fait faire à la science industrielle des progrès considérables. Daniel Kœchlin l'un des chimistes les plus en vue de cette époque où tout était à inventer dans l'art de l'impression, faisait paraître en 1828 des études extrêmement intéressantes sur une nouvelle application du chromate de potasse et inventait peu après le genre mérinos sur rouge turc. Plus de soixante mémoires étaient également présentés sur la garance et ses dérivés. Citons parmi les plus importants ceux de Camille Kœchlin qui en 1848 trouvait le moyen d'extraire de la racine tinctoriale la matière colorante proprement dite. Le docteur Penot, Edouard et Gustave Schwartz, Henri Schlumberger faisaient de leur côté des recherches sur le blanchiment du coton. Des études sur l'indigo, les bois de teinture, le vert de Schweinfurt, les divers épaississants huile d'olive, acide oléique, gomme sénégal permettaient l'emploi plus rationnel des matières colorantes et produits chimiques d'alors.

En 1850 s'ouvre une période de profonde transformation dans la chimie tinctoriale, on substitue peu à peu l'extract de garance à la garance proprement dite, puis en 1860 l'apparition des premières couleurs d'aniline, rouge, fuchsine et violet amène une révolution complète dans l'industrie des toiles peintes et finalement en 1863 on découvrait le moyen d'appliquer industriellement le noir

d'aniline, colorant qui joue encore à l'heure actuelle un rôle capital dans l'impression.

La technique des couleurs à base de garance était également perfectionnée par Paul Schützenberger et Horace Kœchlin qui découvraient de nouveaux mordants. Le premier étudiait en outre la graine de Perse, la falsification des corps gras, l'action de l'ammoniaque sur les matières colorantes; Oscar Wilm les dérivés colorés de l'aniline, Cailletet l'action du brome sur les corps gras neutres, Scheurer Kestner la constitution du vert Guignet. Rosenstiel analysait le rôle du cuivre dans la formation du noir d'aniline et le rouge rosaniline, Charles Depouilly décrivait la fabrication des acides phtaliques et benzoïques. A partir de 1871 et malgré l'annexion la Société poursuit sa marche ascendante (1), sa renommée est devenue mondiale. Le Comité de chimie est chargé de procéder à la réorganisation de l'Ecole de chimie fondée en 1822 au collège municipal de Mulhouse; son activité dans le domaine scientifique ne fait que croître comme le montrent les travaux publiés dans le bulletin. L'emploi des matières colorantes artificielles faisait abandonner peu à peu celui des matières colorantes naturelles et mettait les chimistes en face de problèmes toujours nouveaux. Les recherches de laboratoire prenaient une importance croissante et exigeaient de nouveaux efforts de la part des chimistes de la nouvelle génération, des Schlumberger, Scheurer, Prudhomme, Freyss, Binder, Schmid, Favre, Battegay,

(1) Elle comptait 512 membres c'est-à-dire deux fois plus qu'en 1850.

mais ceux-ci étaient couronnés de succès et l'industrie des toiles peintes atteignait à Mulhouse un degré de fini et de distinction incomparable.

Les travaux du *Comité de mécanique* pour être moins nombreux n'en sont pas moins remarquables. Citons seulement ici les études fameuses de Hirn sur la machine à vapeur et sa théorie mathématique des ventilateurs, celles de Emile Kœchlin sur la machine à vapeur, de André Kœchlin sur la turbine à action et à réaction, et les rapports si documentés sur la combustion de la houille, la production de la vapeur et de la force motrice de Brunat, Grosseteste, Hallauer, Scheurer-Kestner, Walther-Meunier, Meunier-Dollfus, Kammerer, etc. Ces questions ont particulièrement préoccupé les industriels dans la deuxième moitié du xix^e siècle. Jamais l'évolution de l'outillage n'avait été aussi rapide. Les anciennes chaudières à bouilleurs étaient abandonnées pour les chaudières à foyer intérieur, semi-tubulaires ou tubulaires ; l'électricité s'imposait dans tous les domaines bouleversant l'agencement des ateliers et rénovant les méthodes de fabrication.

Dollfus, Thierry, Saladin, etc. faisaient également subir d'importantes transformations aux machines de filature, de tissage et d'impression. Toutes ces questions sont examinées et discutées par les membres du Comité de mécanique qui ne demandent qu'à faire bénéficier toute la collectivité des fruits de leur expérience.

Les Comités de chimie et de mécanique ont collaboré en outre en 1912 à un travail important sur les mines de potasse en Haute-Alsace, étude particulièrement intéres-

sante à l'heure actuelle en raison du rattachement de l'Alsace à la France. Aussi ce travail va-t-il être repris avec plus d'ampleur. La création d'un Comité des mines en 1919 va permettre la mise au point d'un ouvrage considérable traitant des mines de potasse aux points de vue financier, juridique et technique, recherchant les meilleures méthodes d'exploitation et étudiant les problèmes posés par le transport et l'emploi des sels. Cette œuvre viendra compléter la magistrale *Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au XIX^e siècle* à laquelle la S. I. a travaillé de 1896 à 1902.

Le *Comité d'histoire naturelle* a également manifesté une grande activité publiant de nombreux mémoires sur la culture du coton en Chine et en Algérie, la nutrition des plantes, les machines à moudre le blé, les maladies du bétail, etc. et dans le domaine de la géologie un aperçu géologique du canton de Guebwiller par Kœchlin, une esquisse géologique et minérale du département du Haut-Rhin par Delbos et Kœchlin. Le comité s'occupait en outre de la conservation et de l'augmentation du musée d'histoire naturelle qui fut complètement remanié un peu avant la guerre.

Le *Comité du commerce* avait inauguré ses travaux en 1845 en étudiant le commerce avec la Chine et la situation du coton en Amérique. Mais son rôle grandissait après l'annexion et devenait particulièrement lourd. Il avait en effet à s'occuper de toutes les questions soulevées par l'incorporation de l'Alsace à l'Allemagne, admissions temporaires, recherches de débouchés, méthodes nouvelles de vente et de crédit. En 1925 des questions de même ordre

vont être encore à résoudre, puisqu'à cette date va prendre fin la période pendant laquelle en vertu du traité de paix les produits alsaciens entrent en franchise en Allemagne et si aucune prolongation du délai n'est obtenue d'ici là il devra chercher le moyen d'écouler l'excédent de la production mulhousienne. Tout ce qui concerne les transports par voie ferrée, par voie d'eau, la percée des Vosges, la législation commerciale est encore du ressort du Comité du commerce, et c'est ainsi que tout dernièrement il réclamait l'unification des tarifs sur les réseaux français et alsaciens, la suppression du chevauchement des deux législations commerciales en Alsace. Enfin en 1922, il demandait à la S. I. de soutenir pécuniairement l'Association cotonnière coloniale et l'Ecole nationale supérieure d'agriculture coloniale pour lui permettre d'intensifier les efforts faits en vue de l'introduction et de l'extension de la culture du coton dans les colonies françaises.

Le *Comité d'histoire et de statistique* dont les membres ont à assurer la conservation du musée historique, a fait paraître dans le bulletin de la S. I. quelques études fort intéressantes sur l'histoire de Mulhouse, l'archéologie, la préhistoire, etc.

Quant au *Comité des Beaux-Arts*, il apportait tous ses soins à l'enrichissement du musée des Beaux-Arts et à la conservation de ses belles collections qui contient des toiles de Van Gazeu, Ruezsdæil, etc. Grâce à la fondation de la Société des arts, et aux bénéfices que lui rapporte des expositions triennales, il peut mener cette œuvre à bien à la satisfaction générale.

Au *Comité d'utilité publique* dont les secrétaires furent

tour à tour Engel-Dollfus, Ivan Zuber, C. de Lacroix, A. de Glehn, on étudiait les grandes questions économiques et sociales telles que l'emploi des enfants dans les manufactures, le travail des femmes, le travail de nuit, la création de caisses de secours et de retraite, le moyen d'éviter les accidents de fabrique, l'organisation de cours du soir, la création de cercles ouvriers, de crèches, de dispensaires, de caisses de compensation, de magasins coopératifs, la construction d'habitations ouvrières. Mais toutes ces œuvres, toutes ces fondations que nous ne faisons qu'énumérer en ce moment, nous nous proposons d'y revenir par la suite et de les étudier en détail.

Rouen. — Rouen est comme Mulhouse une ville réputée pour ses usines de filature, de tissage, et d'impression. Il semble qu'on puisse y faire remonter le travail du coton au règne de François I^{er} et que le travail de la laine remonte à une époque plus reculée encore. Aussi la Société Industrielle de Rouen crée-t-elle des comités analogues à ceux de Mulhouse. Leurs travaux sont, s'il y a lieu, publiés dans le bulletin qui, bisannuel, puis trimestriel, paraît tous les deux mois depuis 1876.

Comme à Mulhouse, le *Comité de chimie* poursuit l'étude des couleurs d'aniline, en particulier du noir d'aniline ; à ces études participent MM. Besselièvre, Depierre, Benner, Châtel, Lamez, Witz. Ce dernier étudie également l'oxycellulose et ses travaux remarquables permettent d'expliquer la véritable cause des insuccès que l'on rencontrait dans le tissage, la teinture et l'impression. L'emploi de l'alizarine artificiel en teinture fait l'objet de

compte-rendus de la part de M. Reber, tandis que M. Blondel étudie les huiles de graissage, M. Dubosc la décoloration des vins, etc.

Au *Comité de mécanique*, M. Bonfain fait des communications très intéressantes sur les fours à gaz Müller, M. Deletang sur les appareils de chauffage. On y poursuit, en résumé, l'étude de tout ce qui concerne les combustibles, les générateurs, des moteurs à vapeur et électriques et on y met en train la formation d'une association entre les propriétaires d'appareils à vapeur de Normandie.

Devant l'abondance des matières qu'il a à examiner, puisque tout ce qui intéresse l'industrie textile est de sa compétence, le Comité de mécanique décide de se doubler et donne naissance à un *Comité des industries textiles*. Parmi les questions traitées par ce dernier comité, signalons les études sur les grands étirages de l'état hygrométrique du coton.

Le *Comité du commerce et de statistique* étudie les problèmes de transport par voie ferrée et par voie d'eau, notamment les travaux du port de Rouen, le doublement de la ligne de Paris au Havre. De nombreux rapports y sont déposés sur la législation commerciale et maritime, les octrois, les douanes, la culture du coton en Algérie, la condition des étrangers, la concurrence que peuvent nous faire l'Allemagne et l'Autriche sur notre marché intérieur par suite de la baisse de leurs devises, les grandes foires nationales. Partisan d'une foire unique et de la concentration des efforts le comité voudrait que seule la foire de Lyon fut reconnue comme foire nationale.

Au *Comité d'histoire naturelle et d'hygiène*, outre les problèmes que posent la culture du coton, l'emploi des engrais, la désinfection, on étudie les moyens d'enrayer la tuberculose, l'alcoolisme, de développer l'hygiène des villes et des logements ouvriers. Mais comme à toutes ces questions s'en trouvaient liées d'autres qui n'avaient plus aucun rapport avec l'hygiène, on se décidait en 1879 à créer un *Comité d'utilité publique* à l'instar de Mulhouse. Ce comité s'orientait rapidement vers l'étude des questions sociales. Des discussions courtoises mais ardentes s'y engagèrent entre interventionnistes et non-interventionnistes, entre ceux qui réclamaient l'intervention de l'Etat pour la réglementation de la durée du travail, l'établissement de retraites ouvrières, d'assurances contre les accidents, et ceux qui la repoussaient au nom des principes de l'Ecole libérale. Il mettait également à l'étude la création d'habitations ouvrières, celle d'une coopérative, d'une caisse d'allocations familiales, etc.

Au point de vue financier il examine les effets de la politique fiscale de guerre et d'après-guerre et édite des brochures explicatives pour expliquer aux intéressés les lois récentes sur les taxes nouvelles, la contribution sur les bénéfices de guerre, l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Le but essentiel du *Comité d'art industriel* a été de créer un musée industriel en réunissant une collection d'échantillons textiles de toute nature qui puisse non seulement retracer l'histoire particulièrement intéressante de l'industrie des toiles teintes, mais encore former le goût de jeunes générations. Ce musée autonome de 1875 à 1880,

avec son budget propre, est administré depuis 1881 par le Comité d'art industriel.

A côté du travail accompli par ces comités permanents, il faut encore citer celui de certaines commissions comme celle qui, en 1879, posait les bases de la société pour prévenir les accidents du travail, celles des douanes, des chemins de fer, du port de Rouen qui eut à examiner les travaux projetés dans la Basse-Seine, etc.

Nancy. — La Société industrielle de l'Est avait été fondée en 1883 mais jusqu'en 1903 le besoin des conseils ou des comités ne se fit pas sentir. Le bureau assurait à lui seul la marche des affaires courantes, l'examen des projets de lois et l'étude des questions économiques ou techniques qu'il jugeait intéressantes.

Dès 1884 il envoyait un long rapport en réponse à une enquête ministérielle sur la situation des ouvriers en France, puis examinait les lois, alors en discussion, sur les accidents du travail, sur les économats, les règlements d'ateliers, la paye par quinzaine, critiquait et demandait la modification de la loi de 1892 sur le travail des enfants dans les ateliers, et d'une manière générale combattait l'intervention de l'Etat dans tous ces domaines qu'il estimait être du ressort de l'initiative privée. Cette manière de voir assez générale à cette époque ne l'empêchait pas de désirer l'amélioration du sort de l'ouvrier, mais il estimait que c'était là le devoir du patronat et qu'il devait être laissé libre du choix des voies et moyens. Dans ce but il faisait de nombreuses enquêtes sur les habitations ouvrières à l'étranger, en France et particulièrement dans

l'Est, étudiait la question des locaux insalubres, de l'assainissement des villes, etc.

Les problèmes de transport et d'expansion commerciale préoccupaient aussi la Société industrielle ; il suffit pour s'en convaincre de voir les nombreux rapports parus dans son bulletin sur le chômage des ports et des canaux et les pertes qui en résultent pour la région de l'Est, sur les chemins de fer à voie étroite, les chemins de fer forestiers, sur le projet de création d'un syndicat d'exportation ayant pour but la recherche à l'étranger de nouveaux débouchés pour les produits de la région de l'Est, projet qui ne put malheureusement aboutir parce qu'on ne put pas se mettre d'accord sur la nature du syndicat et la base qu'il convenait de lui donner.

Les études techniques occupent à juste titre une place importante dans le bulletin, notes sur l'éclairage électrique, sur l'application de l'électricité dans l'agriculture, la houille au Zambèze, le pouvoir calorifique des houilles, les générateurs tubulaires, les machines Compound, les machines-outils, les transports par câbles, la fabrication de la soude, etc.

Mais toute cette activité ne satisfaisait pas complètement le président de la Société qui était alors M. Rogé, il aurait voulu que les communications portassent sur les procédés de fabrication, de manutention, les opérations de chargement ou de déchargement, les moyens d'éviter les accidents causés par les transmissions ou les opérations de graissage, etc. On gagnerait, disait-il, à sortir du domaine économique pour se rapprocher du domaine technique. C'était pour lui le meilleur moyen d'abaisser le

prix de revient des objets fabriqués et de sortir ainsi de la crise de surproduction qui sévissait alors, tout en améliorant le sort de l'ouvrier : « Améliorer le sort de l'ouvrier cela paraît fort simple à beaucoup de publicistes. « Il ne manque pas de panacées, chacun a sa formule, « mais on n'a guère trouvé de plus efficace jusqu'alors « que de lui procurer du travail convenablement rétribué. « Ce dernier moyen n'est pas toujours d'accord avec le « prix de revient abaissé... Chacun de nous voit dans son « établissement de grosses difficultés résultant de cet état « de choses : ce sont ces difficultés que nos communications peuvent à mon sens amoindrir. Nous connaissons « tous une foule de cas où l'application d'un procédé d'un « engin a permis de faire produire à l'ouvrier une bien « plus grande somme de travail, dans un même temps « sans plus d'efforts et par suite de diminuer la quantité « de la main-d'œuvre dans le prix de revient sans avoir « amoindri au contraire le salaire journalier de l'ouvrier.

« Ce sont ces engins, ces procédés qu'il serait précieux « de faire connaître. »

Il y aurait beaucoup à dire sur cette manière de résoudre les crises de surproduction et d'augmenter le salaire de l'ouvrier. Quoi qu'il en soit, la S. I. de l'Est ne suivit pas le conseil et s'orienta franchement, sous la présidence de M. Villain, vers la création d'œuvres sociales et le développement de l'instruction.

« Il est de toute nécessité, disait M. Villain en 1913 en « quittant la présidence de la S. I., de trouver pour les « membres de la Société un terrain sur lequel les intérêts

« de tous soient concordants. Or l'extrême division des inté-
 « rêts qui sont représentés dans notre Association (et c'est
 « cette division qui fait notre force et notre puissance)
 « rend extrêmement délicat le côté technique de notre
 « gestion. Il n'est pas possible de fournir aux industries si
 « variées que nous réunissons des éléments d'information
 « technique ou économique qui leur soient propres et leur
 « permettent de tirer grand profit de notre œuvre com-
 « mune en se plaçant exclusivement à leur point de vue
 « particulier (1). Nous avons donc cherché à ne retenir
 « que les intérêts communs de tous nos adhérents. C'est à
 « ce titre que les initiatives prises par nos prédécesseurs
 « ont été maintenues. J'entends par là les communications
 « techniques, les conférences de vulgarisation, les subven-
 « tions aux établissements universitaires, les cours publics
 « et la distribution de récompenses aux collaborateurs du
 « commerce et de l'industrie... Mais la question princi-
 « pale qui a retenu notre attention c'est la main-d'œu-
 « vre... Dans cet ordre d'idée deux points particuliers ont
 « fait l'objet de nos travaux :

« 1° L'amélioration dans la mesure du possible des
 « conditions de logement de la famille ouvrière (Exposi-
 « tion de la cité moderne) ;

« 2° L'amélioration progressive de la tenue des ména-
 « ges ouvriers par la création d'une École ménagère (2).

« La Société industrielle a tout intérêt à persévérer
 « dans cette voie. » La guerre allait malheureusement

(1) La situation n'était pas tout à fait la même à Mulhouse où la fabrication d'indiennes occupe une place très importante.

(2) Nous l'étudierons plus loin.

empêcher ou retarder en partie la réalisation de ce beau programme.

Le nombre des questions étudiées par la Société était devenu tel qu'en 1903, afin de diminuer la tâche du bureau, on procéda à une sérieuse décentralisation en créant quelques conseils.

Le *conseil des transports* eut à examiner les améliorations susceptibles d'être apportées au service des colis postaux, le problème du halage mécanique sur le canal de la Marne au Rhin, les projets de voies d'accès au Simplon, etc.

Le *conseil de législation industrielle et commerciale* pria un de ses membres, M. Boucart, professeur à la Faculté de droit de Nancy, de faire un rapport sur la loi concernant les actions de priorité dans les sociétés par actions. Un autre, M. Daum, était chargé de l'examen du projet de loi sur les élections au tribunal et à la chambre de commerce (1). M. Laffite faisait un rapport sur l'apprentissage, etc.

Au *conseil du commerce intérieur et extérieur* on entendait les études de M. L. Huillier sur les zones franches, de M. Gain sur les consulats français à l'étranger, rapport très documenté qui fut envoyé au ministère des Affaires étrangères, à celui des Colonies, du Commerce,

(1) M. Daum terminait son rapport en demandant les réformes suivantes :

« Déclaration préalable des candidatures, suppression du scrutin en cas de candidature unique, vote par correspondance, suffrage universel des patentés ». Il espérait ainsi intéresser plus que par le passé les commerçants à ces élections.

aux commissions parlementaires, aux chambres de commerce, etc.

Le *conseil d'économie, d'assurance et de prévoyance sociales* où avaient été discutés les rapports de M. Marc sur la semaine de soixante heures, de M. Daum sur la main-d'œuvre étrangère, de M. Boucart sur le projet de loi des habitations à bon marché, etc., avait eu, en 1919, à préparer l'exposition des Ecoles ménagères.

Enfin le *conseil des sciences*, créé en 1907, était spécialement chargé d'examiner les conférences publiques proposées pour l'année suivante.

En 1909 on avait cru bon d'ajouter à ces conseils des sections d'études qui avaient pour but de rapprocher les membres s'intéressant à des questions de même nature pour leur permettre d'échanger leurs vues. Les séances avaient lieu le soir après dîner, tous les membres pouvaient y assister et y prendre la parole. Les comptes rendus étaient publiés dans le bulletin. Mais ces « sections d'études » (1), dont les causeries ressemblaient un peu trop à des conférences n'eurent pas le succès escompté et en 1911 on les remplaçait par des comités analogues à ceux de la S. I. de Mulhouse.

La liste de leurs membres était arrêtée par le bureau et chacun était administré par un président, un vice-président et un secrétaire élus pour deux ans.

Voici, afin de montrer le domaine de leur activité, quelques-unes des questions qui y ont été traitées.

(1) Il y en avait trois : Mécanique et Electricité ; Mines et Métallurgies ; Législation industrielle et Economie sociale.

Au *Comité des mines et métallurgie*, M. Herwegh fournissait un rapport sur l'épuration des gaz de haut-fourneau, M. Pawlowski sur les ressources en fer de l'Ouest français, la houille en Lorraine, etc.

Au *Comité de mécanique et d'électricité*, M. Dumas étudiait les locomotives électriques actuelles, M. Quebez les turbo-soufflants, les turbo-compresseurs.

Au *Comité de législation industrielle*, M. Villain présentait une étude très documentée sur la crise du logement populaire. M. Hanra faisait la critique du service des poids et mesures. M. Lecaille étudiait les polices d'assurance contre l'incendie.

Au *Comité des industries diverses*, M. Schideler parlait de la production industrielle de l'oxygène par l'air liquide, M. Grenet des filtres à pâte poreuse, M. Cotz de l'épuration des eaux résiduaires, etc. Quand ces organes de travail se sont montrés quelquefois insuffisants on a créé des commissions spéciales pour l'étude de certaines questions.

La Société industrielle de l'Est s'est toujours empressée de répondre au désir de ses membres et a mis à leurs dispositions ses services et ses locaux chaque fois que le besoin s'en faisait sentir. C'est ainsi qu'en septembre 1903, M. Villain convoquait au siège de la Société les directeurs des mines lorraines afin de dégager certains principes pour l'exploitation des mines, principes dont la généralisation s'avérait comme avantageuse pour la sécurité, le bon ordre et l'augmentation du rendement individuel. Cette conférence eut à traiter des méthodes d'exploita-

tion, dimensions à donner aux piliers de protections, éclairage des chantiers, ventilation, etc.

Les directeurs des mines de Turquignieux, Moulaine, Mont-Saint-Martin, Sancy, Hussigny, Jocub, Godbraye, Micheville, Auboué, Landres, Villerupt, Pienne, Moutiers, Saulnes, Langlaville, Homécourt étaient présents.

Lille. — La Société Industrielle du Nord de la France a été définitivement constituée le 29 janvier 1873, grâce à l'appui de la chambre de commerce de Lille.

L'article 1^{er} de ses statuts, après avoir indiqué les buts que se proposait la Société, énumérait les moyens qu'elle comptait mettre en œuvre pour les atteindre. C'étaient : Le patronage de l'Institut industriel, commercial et agronomique du Nord ; des conférences ; des concours ; des prix et des récompenses ; la publication des travaux de la Société.

Ces travaux, publiés dans un bulletin qui paraît trimestriellement, forment aujourd'hui une collection de plus de cinquante volumes. Ils comprennent des mémoires originaux sur tout ce qui concerne la vie technique, économique et sociale de la région : enseignement technique ; inventions ; expansion commerciale ; main-d'œuvre ; habitations ouvrières ; urbanisme ; hygiène ; législation, etc. Signalons entre autres les études sur les surchauffeurs de vapeur de M. Arquembang ; de l'agencement des filatures de laine de M. Bonpain ; sur les chaudières forcées de M. Canut ; sur les filatures de lin de MM. Duplay et Fréchet ; sur le grisou de M. Dombre ; sur les engrais chimiques de M. Counwinde ; sur la cristallisa-

tion du sucre de M. Flourens ; sur la saccharimétrie de M. Crannier ; sur la teinture du coton et du fil de lin en rouge à l'alizarine de M. Piequet ; sur les maladies du lin de M. Lacroix ; sur la purification des eaux d'égout par M. Buisine ; ainsi que des rapports sur l'hygiène des habitations de M. Vrau ; le mouvement mutualiste en France de M. Royez ; les clearing-houses et les chambres de compensation de M. François, etc.

Un certain nombre de comités s'étaient partagé l'étude de ces différentes questions. Le comité du génie civil ; le comité de filature et tissage ; le comité du commerce de la banque et de l'industrie ; le comité d'art chimique et agronomique.

Depuis la guerre leur œuvre a été particulièrement féconde ; les problèmes de la reconstruction du Nord ont donné lieu à de nombreuses discussions au sein de tous ces comités. Qu'il s'agisse de la remise en état des voies ferrées après l'armistice ; de l'exploitation des mines ; des traitements de la houille ; de l'outillage des filatures et des tissages à remplacer entièrement ou des lois sur les dommages de guerre.

Devant la multiplication des lois sociales qui, excellentes en principe, peuvent, si elles sont insuffisamment étudiées, mettre en péril l'économie nationale, le rôle du comité d'utilité publique s'est singulièrement développé, puisque c'est à lui que revient le soin d'examiner à fond les propositions de loi et d'en signaler les lacunes et les dangers.

La S. I. du Nord tend donc de plus en plus à devenir non seulement un centre de travail où sont étudiés tous

les problèmes techniques mais encore un organe de défense des intérêts des industriels contre les empiètements continuels de l'Etat dans le domaine de la production et les entraves qu'il apporte souvent à l'initiative privée.

Le Bulletin. — Les Conférences.

Afin de rester en relation étroite avec ses membres et de les tenir au courant de ses travaux, chaque société publie un bulletin (1) qui paraît tous les mois, tous les deux mois ou tous les ans suivant son importance.

Ce bulletin qui donne les procès-verbaux de séances du bureau des commissions, de l'assemblée générale, la liste des prix et récompenses décernés dans l'année, les questions mises au concours, la correspondance échangée avec les pouvoirs publics, les chambres de commerce, etc., contient aussi une foule de renseignements d'ordre commercial, fiscal, législatif, statistique. Il publie également les communications scientifiques ou les travaux originaux de ses membres, les conférences faites sous son patronage et se termine souvent par une revue bibliographique qui est d'un précieux secours pour les industriels. D'autres fois il reproduit d'intéressantes monographies sur les industries de la région. C'est ainsi que dans le bulletin de la S. I. de l'Est on peut lire toute une série d'études sur : les papeteries de Clairfontaines, la métallurgie en Lorraine,

(1) Les S. I. de Roubaix et de Tourcoing publient un bulletin commun de 4 pages qui paraît tous les trimestres sous le nom de *Bulletin de législation et de jurisprudence*.

le peignage et la filature des bourres de soie de La Croix-aux-Mines, etc.

Les conférences constituent avec le bulletin le moyen de propagande le plus efficace, la plupart des Sociétés en organisent. Elles traitent des sujets d'actualité : sur la science, l'art, l'histoire, la géographie, l'industrie, et sont faites par des professeurs, des ingénieurs, des critiques d'art, des économistes de France ou de l'étranger. C'est ainsi qu'à la S. I. du Nord, Curie fut appelé à parler des « Rayons invisibles et des nouveaux métaux radiant » ; d'Arsonval, de « l'air liquide » ; le docteur Roux, de l'Institut Pasteur ; Edmond Théry, de la question monétaire et du bimétallisme ; Jansen, de l'observatoire du Mont Blanc ; Witz, des générateurs électriques, etc.

Parmi les 160 conférences faites par la S. I. de l'Est depuis sa fondation citons au hasard et pour montrer la variété des sujets abordés : La Prévention des accidents du travail ; Le minerai de fer en Meurthe-et-Moselle ; L'enseignement technique en France et à l'étranger ; L'électrochimie ; La géologie et ses applications industrielles ; La machine et l'ouvrier ; La lutte contre la tuberculose ; Les habitations ouvrières en France et à l'étranger ; La colonisation ; Les méthodes modernes de publicité ; Le problème français du charbon, etc. En outre cette dernière Société faisait faire aux cours d'enseignement ménager des causeries-conférences qui, comme on peut s'en rendre compte

(1) Cependant Roubaix, Tourcoing et Fourmies n'en organisent pas.

par les titres, étaient particulièrement bien choisies pour intéresser les auditrices. C'étaient entre autres : le feu ; l'aliment ; l'eau ; l'air ; la terre : les boissons ; les droits et les devoirs des maitresses de maison ; la grammaire de la cuisine ; l'hygiène à la maison. En tout 32 causeries.

Les conférences des S. I. sont en général publiques ; pourtant la S. I. de Mulhouse avait préféré en organiser de trois sortes :

1° Des conférences scientifiques pour ses membres et leur famille au nombre de quatre par an.

2° Des conférences populaires publiques en langue allemande au nombre de quatre par an également.

3° Des conférences en langue allemande avec projection et cinématographe pour les élèves des écoles primaires de la ville.

CHAPITRE III

Services créés par les Sociétés Industrielles dans l'intérêt de leurs membres.

BIBLIOTHÈQUES. — SERVICES DE CONTENTIEUX. — SERVICES DE
RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS. — LABORATOIRES.
OFFICES DE TRANSPORT. — SERVICES DE PLACEMENT. — ASSO-
CIATIONS DE PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS A VAPEUR. — SERVICE
POUR LA SÉCURITÉ DANS LES ATELIERS. — PLIS CACHETÉS.

Nous avons jugé utile et logique de classer sous trois rubriques principales les institutions dues à l'initiative des Sociétés industrielles et celles qui ont été créées ou subventionnées par elles.

Le présent chapitre va donc traiter des œuvres créées par les Sociétés industrielles dans l'intérêt de leurs membres et les deux suivants de celles ayant un caractère d'intérêt général ou social. Nous allons examiner rapidement les premières qui ne tiennent qu'une place restreinte dans l'activité de ces Sociétés contrairement à ce qui se passe dans des organisations semblables à l'A. I. C. A. de Lyon.

Bibliothèques.

Presque toutes les S. I. ont des bibliothèques. L'accès en est en général réservé à leurs membres, elles reçoivent les publications scientifiques, techniques ou commerciales qui peuvent intéresser les industries de la région, les bulletins des Sociétés savantes, des chambres de commerce, etc., et possèdent en outre un certain nombre de livres de fond.

Les bibliothèques de Roubaix et de Nantes ne contiennent que quelques centaines de volumes, tandis que celle de Nancy qui reçoit environ 213 périodiques en possède 1.500, celle de Lille 6.000, d'Amiens 10.000. Mais la plus importante est encore celle de Mulhouse formée de plus de 15.000 volumes traitant des sujets les plus divers : chimie, mécanique, histoire naturelle, statistique, géographie, histoire, archéologie, etc. Cette bibliothèque située au premier étage de l'hôtel de la Société est contiguë à une grande salle de lecture et ouverte tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. aux membres de la Société. Ceux-ci sont de plus autorisés à emprunter des livres pour les étudier chez eux plus à loisir. Les professeurs et les étudiants de l'Université sont admis à la bibliothèque. En 1921 le nombre des lecteurs a été de 1.000 et celui des volumes prêtés de 1.305 ; en 1922 ils étaient respectivement de 1.100 et de 1.493. Dans une salle voisine de la bibliothèque se trouve conservée la belle collection de livres et d'estampes réunis par M. Armand Weiss et légués par lui à la Société en 1892. Ces matériaux

étaient destinés à la rédaction d'une histoire de l'Alsace. Le catalogue qui forme un volume de plus de 700 pages contient l'énumération de 2.000 volumes (1).

Dans les immeubles de la Société est également installée une bibliothèque littéraire administrée par un comité libre. Cette bibliothèque qui compte près de 300 adhérents possède environ 14.000 volumes en langue française, anglaise, italienne et allemande.

Services de contentieux.

Les Sociétés industrielles, sauf celles de Roubaix et de Tourcoing, ne possédaient pas avant la guerre de service de contentieux régulièrement établi. Elles estimaient en général que la défense des intérêts particuliers n'était pas de leur ressort. Quelques-unes pourtant, la S. I. de l'Est entre autres, avait bien tenté d'en organiser un. Mais son service de consultations juridiques avait donné des résultats si peu encourageants que dès 1913 elle décidait de le supprimer.

Depuis la guerre le vent nouveau qui souffle sur les Sociétés industrielles en a poussé quelques-unes, comme Reims et Lille à adopter une attitude plus immédiatement pratique un peu analogue à celle de l'A. I. C. A. Lyon-

(1) Signalons en passant que c'est dans la bibliothèque que sont rassemblées les quelques 6.500 monnaies ou médailles appartenant à la Société et provenant presque entièrement de dons. Citons en particulier la collection des monnaies des landgraves de la haute Alsace, celle des monnaies romaines, etc.

naise. Celle de Lille (1) a ainsi créé un « Service administratif et contentieux général » qui se charge d'étudier et de régler au mieux des intérêts de chacun, toutes les questions d'ordre fiscal et administratif qui lui sont soumises. Elle pense en effet que la législation sur les dommages de guerre, les sociétés anonymes, les impôts est maintenant si touffue qu'un tel service est devenu une nécessité pour les industriels et qu'il leur permettra de se consacrer exclusivement à la production sans perdre leur temps à l'étude de lois souvent mal faites et éphémères puisqu'il fournira tous les renseignements désirables.

Voici comment a été prévue l'organisation de ce service. Il se compose de 2 bureaux :

a) Un bureau d'étude juridique comprenant lui-même 4 subdivisions :

1^{re} *Juridiction civile*. — Elle aura pour objet l'étude des lois nouvelles, ainsi que de la jurisprudence, et donnera des avis sur les questions relatives au droit civil dans les litiges, des procès.

2^{re} *Juridiction commerciale*. — Elle étudiera des questions analogues aux précédentes mais dans le domaine commercial. En cas de litiges elle interviendra auprès des partis en présence afin de hâter la conclusion de l'accord ou du procès.

3^{re} *Juridiction spéciale de la loi sur les dommages de guerre*. — Elle se spécialisera dans l'étude des questions

(1) La S. I. de Rouen a créé également un bureau de consultations juridiques mais bien moins important.

d'évaluation et de remploi et cherchera une solution pratique par tous les litiges des particuliers avec l'administration.

4^e *Etudes spéciales des projets de loi au cours de discussion.* — Elle interviendra le cas échéant auprès des commissions de la Chambre et du Sénat.

b) Un bureau d'études fiscales et administratives.

Ce bureau se chargera de la vérification des feuilles d'impôt, des lettres de voiture, des droits de douane et s'il y a lieu des réclamations à adresser à l'administration. Il restera de plus à la disposition des sociétés en nom collectif simple ou par actions en vue des déclarations trimestrielles ayant trait à l'abonnement au timbre, à la taxe de transmission sur les titres au porteur, à l'impôt de 10 0/0 sur le revenu, etc., etc.

L'expérience dira si ces services vont pouvoir prendre le développement qu'ils ont pris à Lyon ou même dans le Nord à Roubaix et à Tourcoing ; car déjà avant la guerre le « Bureau d'intérêt général et de défense collective » formé par ces deux sociétés donnaient des renseignements sur toutes les questions de douane, de transports, d'inspection du travail, de retraites ouvrières, d'assurances et surtout ce qui de près ou de loin touchait aux intérêts généraux ou particuliers des industriels et des commerçants. A ce bureau était joint un service de vérification gratuite de feuilles de contributions et de lettres de voiture. La vérification ne donnait lieu à honoraires que si une détaxe était obtenue de l'administration. Le service du contentieux proprement dit permettait entre autres choses de grouper

toutes les créances des membres de la Société dans les liquidations judiciaires, faillites et arrangements amiables qui pouvaient se produire en France et à l'étranger. Tout en réduisant les frais des mesures de précaution on pouvait espérer ainsi obtenir un plus gros dividende. Ce service avait des représentants attitrés dans toutes les villes en relation d'affaire avec Roubaix et se maintenait en rapport étroit avec les organisations semblables des autres centres textiles.

Service de Renseignements commerciaux et industriels.

Un service de ce genre a été créé par la S. I. de Roubaix il y a une vingtaine d'années. Il centralisait et contrôlait d'une façon permanente les renseignements sur toutes les maisons de France et de l'étranger en relation avec les industriels et les commerçants de la région. Il fournissait également dans des cas spéciaux des relevés hypothécaires, actes de société, etc. Grâce aux nombreux correspondants spéciaux qu'il possédait il avait pu réunir plus de 100.000 dossiers et en cas d'urgence renseignait ses adhérents par téléphone. Toutes les sources de renseignements possibles étaient utilisées. Un des moyens employés consistaient dans ce qu'on appelait : « renseignements de fournisseurs » c'est-à-dire renseignements fournis par tous les fournisseurs roubaisiens d'une même maison, les résultats étaient communiqués à tous ceux qui avaient fourni quelques renseignements et jamais aucun nom n'était cité. Cette discrétion permettait d'obtenir des réponses en nombre assez considérable.

Laboratoires. Station d'essais. Bureaux de conditionnement.

Nous n'entendons pas parler ici des laboratoires de recherches créés ou subventionnés par les Sociétés Industrielles dans les facultés ou autres établissements d'enseignements (1), mais des laboratoires d'essai à usage exclusivement industriel. L'organisation de ces laboratoires étant plutôt du ressort des syndicats ou des chambres de commerce nous aurons fort peu de chose à dire à ce sujet.

En 1845 la S. I. de Reims aidait la ville à créer un bureau de conditionnement de laine et de mesurage de tissus et en 1875 celle de Fournies suivait son exemple. La S. I. d'Elbeuf participait également à la création d'un laboratoire d'essais et en 1914 quelque temps avant la déclaration de guerre celle d'Amiens avait décidé de créer une station d'essai et d'analyses de matières textiles pourvue des appareils les plus perfectionnés. Quant à la S. I. de Roubaix toujours très soucieuse de venir en aide à ses membres elle avait organisé pour eux un « service de charbons industriels » qui moyennant une légère rétribution annuelle leur facilitait l'achat de charbons industriels. L'analyse du charbon employé par chaque adhérent était faite par le service qui en présentait les résultats sous forme de tableaux comparatifs indiquant la provenance et le rendement des combustibles utilisés. Elle se proposait également en 1914, à la suite d'une enquête menée auprès des industriels, de créer un service d'analyse des huiles employées pour le graissage des organes mobiles de

(1) Nous en parlerons au chapitre IV.

machines, l'usage d'huiles impures amenant une détérioration rapide du matériel.

Offices de transport.

Les offices de transport sont en général organisés par les chambres de commerce. Cependant dans certains cas, les Sociétés Industrielles ont jugé utile d'en créer, témoin celui qui fut fondé en 1920 par la S. I. de Mulhouse.

L'industrie et le commerce du Haut-Rhin se trouvait dans une situation déplorable au point de vue du transport par voie ferrée. En moins de six mois l'office de transport obtenait une amélioration très sensible du transit. C'est à lui qu'étaient dûs notamment :

L'utilisation d'un train de marchandises Bâle-Anvers auquel on rattachait en gare de Mulhouse des wagons pour la Belgique. Le passage par Mulhouse de l'express Calais-Bâle. Le retour aux dispositions de la convention de Berne permettant les envois à destination de Bâle en port dû et contre remboursement. Des dérogations à la législation relative à la limitation du tonnage et au nombre maximum de wagons pour les expéditions journalières, etc., etc.

Services de Placement.

Les Sociétés Industrielles font souvent paraître dans leur bulletin des offres et des demandes d'emplois pour les ingénieurs, comptables, dessinateurs, mais sans créer de service de placement. Signalons toutefois celui de Rou-

baix-Tourcoing qui installé dans les locaux de la S. I. s'adresse aux employés, ouvriers et ouvrières de toute catégorie et qui de 1908 à 1913 avait reçu près de 11.000 demandes d'emploi, près de 9.000 d'offres et avait satisfait à un peu plus de 7.000 demandes.

Associations des Propriétaires d'appareils à vapeur.

Ces associations ont pour but d'assurer la sécurité dans l'emploi des appareils à vapeur en les soumettant à un contrôle périodique. Elles permettent aussi à leurs adhérents d'être renseigné sur la marche de leurs chaudières ou de leurs machines à vapeur et leur donnent toute indication utile pour l'établissement de leurs appareils.

Une organisation de ce genre avait été créée à Manchester par l'illustre ingénieur Fauban, mais c'est à la S. I. de Mulhouse que revient le mérite d'avoir fondé la première association de propriétaires d'appareils à vapeur qui ait fonctionné sur le continent.

C'est en 1866 que M. Ruber et quelques membres du comité de mécanique prirent cette initiative. Elle venait particulièrement à point. En effet, l'abolition des ordonnances de mai 1843 réglementant la construction des chaudières laissait aux constructeurs une liberté beaucoup plus grande et des accidents nombreux étaient à craindre si on n'établissait pas un contrôle efficace des appareils. De plus il y avait lieu de rechercher des moyens susceptibles de diminuer le prix de revient de la vapeur et d'en réduire

la consommation (1). La nouvelle Société avait donc deux buts à poursuivre qui peuvent se résumer en deux mots : sécurité, économie.

Ses débuts furent modestes et laborieux. La première année elle parvint à contrôler 241 chaudières et se livra en outre à diverses expériences sur la combustion de la houille. En 1870, elle fut chargée par l'administration allemande de l'épreuve officielle des chaudières et appareils à vapeur et ses membres étaient dispensés des visites officielles. Puis on lui confia le soin de rédiger, en collaboration avec le comité de mécanique de la S. I. l'ordonnance réglementant des conditions d'emploi des appareils à vapeur. En 1876 elle relevait ses tarifs et en 1878 sa prospérité lui permettait d'allouer à ses adhérents une indemnité dans le cas où il leur arrivait un accident de chaudière dont les causes ne pouvaient être imputées ni à la négligence, ni à l'inobservation des prescriptions de l'association.

L'augmentation du nombre de ses adhérents l'obligea à créer un certain nombre de succursales à Metz en 1875, Strasbourg en 1877, Epinal en 1879, Nancy et Belfort en 1886.

L'exemple de Mulhouse ne tarda pas à être suivi en France et grâce à l'activité des S. I. de Fourmies, de Reims, de Rouen, etc., des associations semblables se créèrent un peu partout. Elles sont à l'heure actuelle en pleine prospérité et ne cessent d'entretenir les relations

(1) Comme nous l'avons dit au chapitre II le comité de mécanique de la S. I. avait déjà fourni de 1855 à 1867 une somme considérable de travaux sur ce sujet.

les plus étroites et les plus profitables avec les Sociétés industrielles.

Service pour la sécurité dans les ateliers.

En 1867, à Mulhouse, M. Engel Dolfus ému de la fréquence avec laquelle arrivaient les accidents dans les ateliers, préconisait la création d'une Société indépendante qui devait avoir pour but de déterminer la cause des accidents de machine et de rechercher les moyens de les éviter. Il reprenait ainsi en partie une idée émise par le Dr Penot en 1851. En partie, puisque le Dr Penot réclamait lui le contrôle de l'Etat.

Quand elle fut fondée l'« Association préventive des accidents de fabrique » ne comprenait guère que 25 maisons groupant 409.400 broches, 3.340 métiers à tisser et 62 machines à imprimer, mais le zèle et le tact que déploya M. Hellen, le premier inspecteur nommé eurent bientôt raison de la résistance des fabricants. Grâce à ses conseils certaines installations purent être modifiées et des appareils de sécurité adoptés.

Vingt-cinq ans après sa fondation l'Association était si bien parvenue à s'imposer que les machines vendues par les constructeurs étaient toutes pourvues d'appareils ou de dispositifs recommandés par elle. A l'exposition universelle de 1889 elle obtenait le premier grand prix. A cette époque elle surveillait plus de 900 établissements employant 90.000 ouvriers et son budget atteignait 125.000 francs. Les lois d'assurance contre les accidents du travail n'avaient pas entravé son essor, mais en 1895 au moment

de l'application en Alsace de la *Gewerbeordnung*, qui créait un corps d'inspecteur du travail, son rôle se trouva tellement réduit que l'Association jugea préférable de se dissoudre.

Des Sociétés similaires, qui rendirent comme à Mulhouse les plus grands services avaient été créés sur l'initiative des S. I. à Rouen et à Lille.

Nous voulons signaler, avant de terminer ce paragraphe sur les associations préventives des accidents de fabrique, une institution fondée à Mulhouse à la même époque.

Il s'agit de la Commission des accidents qui, fondée en 1867 sous le patronage de la Société Industrielle, cessa de fonctionner lors de l'annexion. C'était une sorte de Conseil de prud'hommes, dont le but était d'éviter les conflits judiciaires pouvant naître des accidents de fabrique. Elle comprenait 30 membres nommés par la S. I. et composée par un tiers de chefs d'établissements et d'ingénieurs du Gouvernement, un tiers de directeurs techniques et d'ingénieurs de fabrique, un tiers de contremaîtres et d'ouvriers. Le recours à la Commission avait lieu : « 1^o soit en conciliation ; 2^o soit en jugement arbitral, définitif et sans appel. « Dans ce dernier cas les partis prenaient l'engagement « écrit de s'en rapporter à la décision de la Commission et « de renoncer à toute action judiciaire » (art. 8 du règlement).

On voit que la Société Industrielle non contente d'essayer de prévenir les accidents de fabrique avaient tenu à réduire autant que possible la friction qui pouvaient résulter entre patrons et ouvriers de la fixation des indemnités.

Plis cachetés.

C'est un service qui a pris une grande extension chez la plupart des Sociétés Industrielles. Bien souvent les auteurs de découvertes et d'inventions, hésitent à s'en assurer le monopole par un brevet. Quelquefois des difficultés d'ordre technique s'y opposent, d'autres fois encore la crainte des contrefaçons de ces inventions les engage à exploiter la découverte ou le tour de main trouvé dans le plus grand secret possible. La prise du brevet ferait en effet connaître l'invention à leurs concurrents sans leur apporter de protection véritablement efficace. Il est cependant très utile pour eux de faire constater la date de leur découverte afin de pouvoir faire la preuve de leur antériorité le cas échéant.

C'est dans ce but que les Sociétés Industrielles acceptent de recevoir en dépôt des plis cachetés contenant toutes les indications jugées nécessaires par l'inventeur. Les paquets revêtus extérieurement de la date et de la signature du déposant, sont mis sous enveloppe cachetée du timbre de la Société et contresignée par un membre du bureau qui en délivre un récépissé. Au bout du temps fixé, généralement dix ans, le pli est ouvert et la Société en prend connaissance, à moins que le déposant n'en renouvelle le dépôt ou n'en opère le retrait. Ce service est très apprécié et nombreux sont les plis ainsi confiés à la garde des Sociétés Industrielles.

CHAPITRE IV

Services créés par les Sociétés industrielles dans l'intérêt général.

SECTION I

Fondations scolaires.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE. ÉCOLES PROFESSIONNELLES.

COURS PUBLICS. PRIX. MÉDAILLES. RÉCOMPENSES

Le manque de main-d'œuvre qualifiée s'est fait sentir de façon très marquée une fois la guerre terminée et a donné plus d'importance encore qu'en 1914 à la question de l'apprentissage. De nouvelles lois ont été votées pour résoudre la crise. Mais que donneront-elles, en particulier celle de 1919 dite loi Astier qui fait suite à tant d'autres, à celles du 22 février 1891, du 28 décembre 1910, du 8 octobre 1911, etc., il est difficile de le dire d'avance. Cependant le manque de sanctions réelles qu'on y constate aussi bien vis-à-vis des patrons que des ouvriers fait craindre que comme les précédentes elle ne produise pas le résultat escompté.

Les Sociétés industrielles les premières intéressées à la

solution de la question, ont de tout temps cherché des remèdes à la crise, les travaux de leurs comités, les compte rendus de leur congrès en témoignent. Mais elles ne se sont pas bornées à des considérations théoriques, elles ont fait mieux, elles se sont efforcées de suppléer à l'insuffisance des organisations de l'Etat ou des Associations syndicales en créant, subventionnant ou patronnant des cours ou des écoles techniques. Elles considéraient qu'un des meilleurs moyens de servir leur pays était de procurer à l'industrie et au commerce des collaborateurs instruits qui, maintenant et améliorant les traditions reçues de leurs aînés, pourraient en assurer la prospérité.

Avant d'aborder ce que les Sociétés industrielles ont fait dans ce domaine, nous tenons à bien en préciser les limites.

Quand on parle de crise de l'enseignement technique il n'est nullement question de l'enseignement technique supérieur, c'est-à-dire de celui qui est donné dans les grandes Ecoles de l'Etat mais de l'enseignement technique que par opposition nous pourrions appeler secondaire et que nous diviserons en quatre classes :

1° l'enseignement technique général tel que celui donné dans les Ecoles d'arts et métiers, Instituts industriels, Ecoles de commerce, etc. et qui a pour objet l'étude des questions industrielles et commerciales en s'appuyant sur des connaissances scientifiques assez étendues. C'est un enseignement de culture générale qui ne se propose pas l'exercice d'une profession déterminée et où la spécialisation ne porte que sur des catégories très larges : industrie, agriculture, commerce.

2° L'enseignement technique spécial destiné à former des contremaîtres, des chimistes, des chefs d'atelier. On le reçoit dans des écoles comme les Écoles de filature et tissage, de chimie, etc. Cet enseignement avec un caractère scientifique prononcé a pourtant en vue une spécialisation immédiate de l'individu.

3° L'enseignement professionnel qui s'adresse à ceux n'exerçant encore aucun métier mais qui se proposent d'embrasser une profession déterminée, manuelle le plus souvent et qui a pour but de former des employés de commerce et des ouvriers, aptes à être utilisés immédiatement au comptoir ou à l'atelier. L'enseignement qui comprend quelques rudiments de science est donné dans les « Ecoles pratiques de commerce et d'industrie » comme à Fourmies, « Ecoles professionnelles » comme à Nancy. Les élèves qui en sortent sont dispensés d'un apprentissage ultérieur.

4° L'apprentissage proprement dit, c'est-à-dire la formation de jeunes gens à l'atelier patronal même, prenant part à la fabrication industrielle proprement dite, mais placés de telle sorte qu'ils puissent acquérir les connaissances théoriques et pratiques qui leur manquent en suivant des cours faits spécialement par eux et organisés soit par le patron, soit par des groupements d'individus tels que syndicats, chambre de commerce, chambre de métiers (1).

(1) La chambre de métiers est en Allemagne l'organe représentatif du « Handwerk » c'est-à-dire de la petite industrie manuelle, et la chambre de commerce celui de la « Fabrik ». Il n'est pas exact de considérer l'organisation en France de chambres de métier desti-

C'est précisément une des graves questions agitées actuellement que de savoir à qui confier l'organisation et la surveillance de ces deux derniers enseignements : Ecole professionnelle d'une part, apprentissage et cours de perfectionnement d'autre part. Comme nous le savons la loi Astier laisse aux communes le soin de créer les cours de perfectionnement et en confie la surveillance à de nombreuses commissions, mais celles-ci auront-elles la compétence et le temps nécessaire ?

Au congrès des Sociétés industrielles tenu à Mulhouse en 1920, où la question fut naturellement agitée, M. Mathon proposait que l'enseignement professionnel fut centralisé entre les mains des syndicats patronaux et des chambres de commerce qui auraient à en assurer le fonctionnement et à en assumer les charges ; l'Etat, le département et les communes cessant de fournir aucune subvention. Ce vœu ne fut pas pris en considération et c'est celui de M. Schleiffers président de la chambre des métiers d'Alsace-Lorraine qui après avoir été soumis à l'examen de chaque Société industrielle fut ratifié par l'Union des Sociétés industrielles le 18 novembre 1920 au siège de l' « Association Nationale d'Expansion Economique » le vœu demandait :

« Qu'une loi créatrice de chambres de métier régionales soit élaborée et promulguée le plus tôt possible.

« Cet organe électif devra englober toutes les attributions

nées à l'organisation et à la surveillance de l'apprentissage comme une réplique du système allemand. La composition des chambres de métier projetées est toute différente.

« tions juridiques, administratives et pédagogiques ayant
 « trait aux questions professionnelles. Il sera un organe
 « de contrôle, d'enseignement et de consultation qui com-
 « prendra obligatoirement et de plein droit tous les arti-
 « sans et industriels de la région dans les ateliers desquels
 « on forme les apprentis, il délibérera sur les vœux et
 « projets concernant les métiers, les transmettra aux auto-
 « rités compétentes et conseillera le gouvernement aussi
 « bien que les intéressés.

« Tout artisan, tout industriel ressortissant sera électeur
 « et éligible en même temps que redevable de la cotisation
 « nécessaire aux frais de gestion. L'administration de la
 « chambre sera autonome sous la surveillance de l'Etat ».

Telle était en 1920 l'opinion des Sociétés industrielles, aussi ont-elles trouvé inadmissibles les prétentions du Congrès de l'apprentissage (1) qui s'est tenu à Lyon en 1922 qui tout en réclamant pour les chambres de métiers des attributions à peu près semblables entendait les voir se constituer suivant le système paritaire avec adjonction des

(1) Le Congrès proclamait en outre :

1^o L'obligation pour les patrons de former des apprentis, pour les parents d'assurer la formation professionnelle des enfants (Les sociétés industrielles auraient désiré que l'apprentissage ne soit obligatoire que pour des carrières déterminées et le déclaraient inutile dans les grands ateliers).

2^o L'établissement de programmes par une commission locale, le temps consacré aux cours étant pris sur la journée de travail (Les sociétés industrielles auraient désiré que les heures de cours soient prises en dehors des heures de travail).

3^o La nécessité du contrat d'apprentissage et la rémunération de l'apprenti.

délégués gouvernementaux qui n'auraient eu que voix consultative.

Elles auraient d'abord désiré voir établir une distinction entre l'apprentissage commercial dont auraient été chargées les chambres de commerce et l'apprentissage industriel qui seul aurait été confié aux chambres de métiers et repoussaient avec énergie le système paritaire. Devant la crainte de le voir adopter elles renonçaient d'ailleurs peu après à réclamer l'institution des chambres de métiers et en 1922 au Congrès des S. I. de Rouen émettaient le vœu suivant :

« Que les Sociétés industrielles, associations professionnelles, chambres syndicales aient pour chaque profession, suivant les conditions qui lui sont propres et en utilisant la compétence des ingénieurs et des techniciens spécialisés les organismes nécessaires pour l'enseignement professionnel et l'apprentissage (1).

« Que dans le cas où un contrôle général administratif et budgétaire devrait être établi, il ne soit pas créé de chambres de métiers, mais que les chambres de commerce soient chargées de ce contrôle dans leurs circonscriptions respectives ».

Elles repoussaient en somme toute modification au système actuel. Il faut pourtant reconnaître que celui-ci s'est montré nettement insuffisant. Sans nier le rôle important que peuvent jouer les Sociétés industrielles dans la question de l'apprentissage où elles ont obtenu parfois, comme nous le verrons dans un instant, de très belles réalisations,

(1) Voir la distinction que nous avons établie plus haut.

nous croyons que le problème de l'apprentissage est pour une grande part un problème moral. Il faut avant tout vaincre l'hostilité que manifeste l'ouvrier vis-à-vis de l'apprentissage. L'ouvrier redoutant le chômage ne met en effet aucun empressement à initier aux secrets de son métier le jeune apprenti dans lequel il voit un concurrent futur, ou qui tout au moins l'empêchera d'obtenir le relèvement de salaire auquel il aspire. L'apprenti de son côté désire gagner de l'argent le plus rapidement possible et la différence entre le salaire que gagne un ouvrier qualifié et celui du manœuvre devient si faible qu'elle ne l'incite guère à se perfectionner dans l'exercice de sa profession. Si donc l'institution des chambres de métiers, où patrons et ouvriers seraient à même de discuter tous les problèmes de l'apprentissage, parvenait à supprimer la résistance que la classe ouvrière manifeste contre lui, il faudrait s'en féliciter et les établir le plus rapidement possible car un grand pas serait fait vers la solution de la crise.

Nous allons examiner maintenant les efforts faits par les Sociétés industrielles pour répandre et propager l'instruction; mais nous devons mentionner spécialement ici la Société industrielle de Mulhouse qui est la seule à avoir fondé, à la fois des Ecoles techniques, des Ecoles professionnelles, des cours d'apprentissage et des cours du soir.

Ecoles techniques comme l'Ecole de Chimie, l'Ecole de filature et tissage, l'Ecole supérieure de commerce qui, transférée à Lyon en 1871, a été réouverte à Mulhouse en 1920.

Ecoles professionnelles comme l'Ecole d'art professionnel pour jeunes filles.

Cours d'apprentissage comme ceux de l'Ecole des ouvriers mineurs et ceux de l'Ecole des apprentis techniciens.

Cours du soir comme ces cours de dessin qui, fréquentés par plus de mille élèves, durent être supprimés lors de l'annexion.

Ecoles techniques.

Avant de commencer l'étude détaillée des Ecoles techniques fondées par la Société industrielle de Mulhouse ; Ecole de chimie, Ecole de filature et tissage Ecole supérieure de commerce, il nous faut signaler l'aide apportée par les Sociétés industrielles de Nancy et de Rouen aux écoles de ce genre ou aux laboratoires de Facultés des sciences.

En 1906, l'Université de Nancy voulant créer un institut de mécanique s'adressa à la Société industrielle qui ouvrant aussitôt une souscription, recueillit plus de 120.000 francs. Cette même société contribua à l'installation de l'institut de chimie et fonda, il y a trois ans l'« Association des amis des instituts », association qui put, grâce aux dons généreux des industriels, répartir plus de 50.000 francs entre les divers instituts nancéens et qui dès 1920, avait versé plus de 50.000 francs à l'institut métallurgique et minier, 2.000 francs à l'institut de géologie et autant à l'institut commercial.

A Rouen, la Société industrielle avait, au début de la guerre, constitué une « Commission des produits chimiques et matières colorantes » qui devait déterminer les

quantités de matières colorantes nécessaires à l'industrie régionale. Cette commission élargit bientôt son champ d'action et dans le but d'établir en Normandie une usine de produits chimiques, créa une Société d'Etudes au capital de 25.000 francs. Mais celle-ci se rendant rapidement compte des difficultés qu'il y aurait à vaincre et préférant favoriser l'extension d'entreprises déjà existantes, comme la Société des matières colorantes de Saint-Denis, tourne son activité vers un autre but et décide en 1916, de créer, en collaboration avec la S. I., un laboratoire de chimie. Un capital de 250.000 francs est réuni et les premiers laboratoires sont inaugurés en octobre 1917. L'impulsion une fois donnée, les capitaux affluent. Cinquante mille francs de l'« Union des producteurs et consommateurs pour le développement de l'industrie des matières colorantes » ; cent mille francs de la ville de Rouen etc. permettent, par la construction d'un vaste bâtiment, de réunir tous les services de l'Ecole. Cette école qui porte aujourd'hui le nom d'« Institut chimique de Rouen » est parfaitement outillée, elle est en pleine prospérité et compte 60 élèves. C'est la Société d'Etudes qui a la gérance de l'Institut mais elle a tenu à s'assurer le concours de la Société industrielle et a demandé à douze de ses membres de faire partie du Conseil.

Ecole de Chimie de Mulhouse. — Cette école est destinée à former des chimistes pour l'industrie textile et l'industrie chimique. On peut en faire remonter l'origine à l'année 1822. Le 1^{er} mars de cette année, en effet, des cours de chimie avaient été organisés au collège communal

de Mulhouse par MM. Nicolas Kœchlin, André Kœchlin et Jean Dollfus. La direction en avait été confiée au Dr Penot. Puis, en 1854, la ville ayant créé une Ecole professionnelle ces cours y avaient été transférés pour être ensuite rattachés en 1855 à l'« Ecole supérieure des sciences appliquées » qui venait d'être fondée et installée dans les locaux de cette même école.

En 1866, l'Ecole de chimie se constitue définitivement et devient indépendante, mais au moment de l'annexion elle traverse une crise très sérieuse et manque de disparaître, le nombre de ses élèves tombe en effet de 18 à 4. Elle est alors placée sous le patronage de la S. I. Les industriels de la région la soutiennent pécuniairement, le comité de chimie modifie et rajeunit ses programmes d'études et grâce à tous ces efforts l'école se relève rapidement de telle sorte que quelques années plus tard en 1880 elle comptait une trentaine d'élèves, chiffre qui n'avait jamais été atteint auparavant. Cette prospérité obligea en 1878 la Société Industrielle à envisager la construction d'un bâtiment spécial pour installer les services de l'Ecole de chimie qui se trouvaient fort à l'étroit dans les locaux de l'Ecole professionnelle. Un capital de 150.000 francs recueilli par souscription auprès des industriels de Mulhouse, de France et de Russie permit de construire la nouvelle Ecole sur un terrain de 1.600 mètres carrés offert par la municipalité.

Inaugurée en 1879, elle a été depuis cette époque l'objet de nombreuses améliorations et d'agrandissements, grâce au concours des industriels de la région et à l'aide de subventions gouvernementales. Tout dernièrement

encore en 1922 une somme de 417.000 dont 137.500 offert par le commissariat général permettait de la doter de nouveaux laboratoires et elle se présente actuellement comme une des Ecoles de Chimie des mieux agencées et des mieux outillées de France.

Le bâtiment principal comprend un sous-sol, un rez-de-chaussée et un premier étage. A droite les laboratoires : laboratoire particulier du professeur avec son bureau, laboratoire d'analyses minérales, 2 laboratoires de chimie organique, 1 salle des balances. A gauche : au sous-sol un grand magasin avec guichets pour la distribution des produits chimiques et du matériel ; au rez-de-chaussée, une bibliothèque avec salle de lecture, un petit amphithéâtre et un laboratoire de vingt places pour l'analyse quantitative ; au premier étage, un grand amphithéâtre de cent places, une salle pour la préparation des cours, une petite salle pour les travaux physico-chimiques, des bureaux pour le Directeur et le sous-Directeur et enfin une salle pour les collections qui s'enrichissent de jour en jour grâce à la générosité des industriels.

Au fond de la cour on trouve un bâtiment dont le rez-de-chaussée est occupé par un vaste laboratoire de teinture et d'impression, et le premier étage par le laboratoire de physique.

Avant la guerre, la S. I. contribuait aux dépenses de l'Ecole pour une somme de 4.500 francs destinée à l'accroissement du matériel scientifique et l'Etat allemand pour une somme de 6.000 marks. Le commissariat général lui alloue actuellement 7.500 francs. Cette somme ne correspond évidemment pas à l'accroissement des char-

ges que doit supporter l'Ecole. Elles ont triplé depuis la guerre alors que les recettes ont seulement doublé. Il en résulte un déficit constant dans son budget. Le résultat du bilan de l'année 1922 en fait foi. Les dépenses se sont élevées durant cette période à 323.200 francs et n'ont été couvertes par les recettes que jusqu'à concurrence de 250.600 francs.

L'Ecole tout en étant maintenant municipalisée continue à fonctionner sous le patronage de la Société Industrielle. Un conseil de surveillance composé de sept membres est nommé par le maire sur sa proposition. Quant aux questions financières elles sont soumises à une commission de six membres dont trois sont nommés par le conseil municipal, trois par la S. I. et qui est présidée par le maire. Les programmes de l'Ecole ont été depuis la guerre complètement réfundus et quelque peu augmentés. Tout en tenant compte des exigences de l'industrie, on a tenu à leur donner un caractère scientifique très prononcé. Outre les cours de chimie, des cours de mathématique, de mécanique, de physique, de droit industriel, de comptabilité, etc. sont faits aux élèves. La durée des études est de trois ans, en voici d'ailleurs le programme.

Première année. — Chimie minérale (6 h. par semaine) ; Chimie analytique (6 h. par semaine) ; Physique : mécanique, chaleur (2 h. par semaine) ; Calcul infinitésimal (2 h. par semaine) ; Travaux de laboratoire (33 h. par semaine).

Deuxième année. — Chimie organique générale (5 h. par

semaine) ; Analyse de produits industriels (2 h. par semaine) ; Physique : acoustique, optique, électricité (3 h. par semaine) ; Cristallographie, minéralogie (2 h. par semaine) ; Chimie physique 4^e semestre (2 h. par semaine) ; Manipulation de physique et physico-chimie, 4^e semestre (1 après-midi par semaine) ; Travaux de laboratoire 3^e semestre (37 h. par semaine), 4^e semestre (31 h. par semaine).

Troisième année. — Chimie organique spéciale, colorants, fibres textiles, blanchiment, teinture impression (6 h. par semaine) ; mécanique industrielle (4 h. par semaine) ; notions de filature et de tissage (1 h. par semaine) ; droit industriel (20 conférences) ; Finances comptabilité (20 conférences) ; chimie physique, 5^e semestre (2 h. par semaine) ; manipulations de physique et physico-chimie 5^e semestre (1 après-midi par semaine) ; travaux de laboratoire, 5^e semestre (31 h. par semaine), 6^e semestre (37 h. par semaine). L'enseignement théorique est complété par la visite de nombreuses fabriques de la région : ateliers de gravure, papeteries, fabriques de produits chimiques et des voyages d'étude de plusieurs jours en Lorraine.

L'école reçoit des élèves sans distinction de nationalité. Ainsi pendant l'année scolaire 21-22 sur 140 élèves on comptait 14 étrangers et 126 français (1). Parmi ces derniers, il y en avait un certain nombre envoyés aux frais

(1) Pendant l'année 1919-1920 sur 117 étudiants il y avait 112 français, 2 italiens, 1 Russe, 2 Suisses.

des établissements qui les employaient pour y parfaire leurs études. On ne peut trouver de meilleur témoignage de l'excellence des programmes.

Sauf la crise passagère et toute naturelle de 1870, le nombre des jeunes gens qui ont fréquenté l'Ecole a été presque continuellement en augmentant. Tombé à 4 en 1870 il était de 14 en 1875, de 30 en 1880, de 54 en 1890, de 76 en 1900, de 117 en 1920 il est actuellement de 112 (1), de sorte que les locaux de l'Ecole conçus pour recevoir une centaine d'élèves sont encore une fois devenus insuffisants, malgré l'utilisation parfaite de la place disponible et qu'il va falloir songer à de nouveaux agrandissements.

Ecoles de filature et de tissage de Mulhouse. — Cette école dont l'enseignement à la fois théorique et pratique a pour but de former des ingénieurs ou des contremaîtres pour l'industrie textile. Elle comprend deux sections une pour le tissage, une pour la filature. C'est l'Ecole de tissage qui a été fondée la première en juin 1861. Le traité de commerce qui venait d'être conclu avec l'Angleterre allait permettre à l'industrie étrangère de venir concurrencer chez elle l'industrie française. Les deux régions particulièrement menacées par l'orientation de la nouvelle politique douanière étaient celle de Mulhouse et celle d'Amiens (2). Les industriels se rendaient compte

(1) En 1913-1914, le nombre des élèves était de 75. A la rentrée d'octobre l'Ecole rouvrait ses portes avec 11 élèves seulement et devait en mai 1915 cesser son enseignement par suite de l'expulsion de son directeur M. Nœtling. Elle devait le reprendre le 1^{er} mai 1919.

(2) A Amiens la S. I. qui venait de se créer fondait immédiate-

que pour lutter contre l'importation étrangère, ils devaient améliorer et perfectionner leur fabrication et par conséquent développer l'enseignement technique. Mais les ressources de la Chambre de commerce, pas plus d'ailleurs que celles de la ville ne permettaient de créer l'Ecole de tissage réclamée par les tisserands de la région. Elle s'adressa alors à la Société Industrielle qui ouvrit une souscription. Grâce à la générosité de quelques industriels parmi lesquels nous devons citer MM. Henri Thierry-Kœchlin et Frédéric Engel-Dollfus une somme de 4.000 fr. était recueillie. Elle servit à faire face aux premiers frais de l'installation et à l'entretien de l'école pendant les trois premières années. Un bâtiment provisoire fut loué près de la porte de Nesles. Quelques machines, moteurs, transmissions, métiers à tisser composèrent tout le matériel.

La première année l'école eut 13 élèves, la deuxième 27. Elle se développait d'ailleurs si rapidement qu'on décidait au bout de trois ans de la constituer sous forme de Société civile par actions sous le patronage de la S. I. La Société ainsi formée se rendit acquéreur d'un vaste terrain situé le long du canal de décharge et y construisit un bâtiment pourvu de tout le matériel nécessaire, puis quelque temps après afin d'installer 40 nouveaux métiers à tisser elle vota une augmentation de capital de 30.000 fr.

En 1864, on avait voulu créer dans des conditions ana-

ment des causes de perfectionnement pour le tissage et la chimie sénatoriale. Les cours qui s'adressaient aux employés et aux contremaîtres avaient lieu le soir. Nous en parlerons quand nous en serons aux œuvres créées par les S. I. en faveur de l'apprentissage.

logues, sous le patronage de la S. I. une Ecole de filature indépendante, exploitée industriellement avec 4 ou 5.000 broches. Mais devant les difficultés rencontrées et les dépenses élevées que nécessitait cette entreprise, on renonçait à ce projet et on installait l'Ecole de filature dans le voisinage immédiat de l'Ecole de tissage qui possédait un matériel très suffisant pour permettre la formation d'ingénieurs ou de contremaîtres de filature. En 1868, les machines nécessaires furent placées dans le local de tissage à façon de l'école de tissage et aujourd'hui les deux écoles, Ecole de filature et Ecole de tissage sont réunies dans le même bâtiment.

Il comprend de vastes ateliers d'une superficie de 1.200 mètres carrés et des salles de cours de plus de 200 mètres carrés. Le matériel se compose d'une machine à vapeur de 40 Ch.-v., d'un moteur à gaz et de toutes les machines nécessaires : machines préparatoires au tissage, métiers à tisser mécaniques et à bras, depuis le système à une navette jusqu'au métier à cinq et six navettes avec mouvement à la Jacquard.

Grâce à une subvention de l'Etat de 200.000 fr. l'école a pu réaliser dernièrement des constructions et des installations nouvelles qui vont permettre de développer certaines branches de l'enseignement, telles que filature de laine cardée, filature de lin, tissage de la soie, etc. dont l'étude avait été jusqu'à présent un peu sacrifiée.

L'école ainsi outillée, possédant des ateliers exploités industriellement comprend dans chacune de ses deux spécialités (filature et tissage) deux divisions, dont l'une est réservée aux cours théoriques, l'autre aux cours d'appli-

cation. Les élèves passent alternativement de l'une à l'autre. Outre les cours spéciaux de filature et de tissage on y enseigne : la mécanique élémentaire ; l'électricité ; la physique industrielle ; le fonctionnement des moteurs ; le droit civil, commercial et industriel ; la chimie spéciale, blanchiment, teinture et apprêts. Il existe également des cours sur les matières textiles ; la composition et la décomposition d'échantillons ; la construction et l'agencement des usines, leur administration ; la comptabilité.

Les cours durent une année pour la filature et une année pour le tissage. Quelques élèves poursuivant les deux diplômes, il est actuellement question de créer une troisième année d'étude supérieure pour les jeunes gens possédant une culture générale assez solide pour en profiter et qui sortiraient alors avec le titre d'ingénieur textile.

Les élèves se recrutent dans tous les pays industriels de l'Europe (1). Leur nombre a progressé régulièrement depuis la fondation de l'Ecole jusqu'en 1913. Il était de 22 en 1875 ; de 28 en 1880 ; de 33 en 1890 et de 50 en 1900. En 1913 il avait sensiblement baissé par suite de la création d'une école similaire à Epinal. Celle-ci avait attiré une grande partie des élèves français qui venaient compléter leur enseignement technique à Mulhouse. Aussi de 52 élèves en 1912 était-il tombé à 38 en 1913. L'école

(1) En 1922 sur 111 élèves on comptait : 2 Russes, 2 Hollandais, 2 Italiens, 2 Belges, 1 Espagnol, 1 Turc, 1 Grec. On aurait même compté quelques Chinois, si leur culture insuffisante ne les avait fait ajourner.

fermée pendant la guerre a été rouverte le 1^{er} février 1919, elle compte actuellement plus de 100 élèves.

En résumé, pendant les soixante années de son existence, l'école a formé environ 2.000 élèves qui grâce à leur bonne instruction pratique ont pu rendre de grands services à l'industrie textile.

Malheureusement en ce moment malgré la prospérité de l'industrie lainière et la marche satisfaisante de celle du coton beaucoup d'anciens élèves même bien notés ne peuvent arriver à se placer. Il en résulte un fléchissement certain dans le recrutement de l'Ecole qui au point de vue qualité laissait déjà un peu à désirer. A l'exception de ceux qui sortent des Grandes Ecoles et viennent se spécialiser à Mulhouse, un certain nombre d'élèves arrivent insuffisamment instruits malgré des cours préparatoires qui leur sont faits au lycée (1).

Tel que nous venons de l'exposer le fonctionnement de l'Ecole répond pleinement aux desiderata que M. Mathon exposait au Congrès de Strasbourg.

Créée par des industriels, surveillée et dirigée par des industriels, marchant sur un pied industriel, l'Ecole peut être considérée « comme le prolongement de l'usine en même temps qu'un bureau d'études ». Les machines les plus modernes et les plus perfectionnées y sont envoyées par des constructeurs soucieux de faire connaître et essayer leur fabrication et qui estiment que leur emploi par

(1) En outre comme nous le verrons plus tard on y fait le soir des cours de perfectionnement pour les contremaîtres et les employés.

L'Ecole constitue une réclame des plus intéressantes. Il semble donc qu'elle puisse servir de modèle aux écoles techniques que l'on désirerait voir établir en France.

Ecole supérieure de Commerce de Mulhouse. — Grâce à une généreuse donation de MM. Jules et Georges Siegfried, la Société Industrielle avait pu créer à Mulhouse en 1866 une Ecole supérieure de commerce. Mais quelques années après, au moment de l'annexion, celle-ci devait fermer ses portes et ne plus les rouvrir avant 1920 !

La nouvelle école de commerce est placée sous le patronage de la S. I. La durée des études y est de deux années. Pour y être admis il faut passer un examen ou justifier de diplômes universitaires.

L'Ecole est dotée d'un certain nombre de bourses. Par suite de la mauvaise marche des affaires le nombre des élèves tend à diminuer. De 66 en 1922 il est tombé à 43 en 1923.

Ecoles professionnelles

Nous avons déjà indiqué le but poursuivi par ces écoles. Elles sont destinées à donner à des jeunes gens sortant de l'école primaire, les connaissances techniques suffisantes pour que dès leur entrée à l'atelier ou au magasin ils puissent être utilisés sans avoir besoin d'aucun apprentissage ultérieur. La partie technique forme donc la base essentielle de l'enseignement, mais on ne néglige pas pour cela l'instruction générale et on complète judicieusement celle que l'élève a reçu à l'école primaire. Les écoles

professionnelles sont en général organisées par l'Etat, la ville, les chambres de commerce, les syndicats, etc. Les frais assez considérables qu'elles entraînent ont dû bien souvent obliger des Sociétés Industrielles à y renoncer. Celle de Reims en particulier qui en 1914 avait conçu le plan d'une Ecole professionnelle ne put le faire aboutir mais plus tard après la guerre, la ville reprenant le projet et se servant des études faites par la S. I. parvint à la mettre sur pied.

Mais indépendamment de la création proprement dite d'Ecoles professionnelles les S. I. ont d'autres moyens de manifester l'intérêt qu'elles portent à cet enseignement et de l'encourager. La plupart prennent ces écoles sous leur patronage, leur accordent des subventions, distribuent des prix ou des bourses à leurs meilleurs élèves et parfois, quand le besoin s'en fait sentir, ouvrent des souscriptions pour leur venir en aide, créer de nouveaux cours, améliorer l'outillage.

Cette aide n'a d'ailleurs pas toujours un caractère exclusivement régional. En 1884, comme il était question de créer à Paris un institut commercial destiné à former des représentants pour l'étranger, la S. I. de Fourmies ouvrait en sa faveur une souscription qui rapportait plus de 8.000 francs.

Nous allons maintenant passer en revue les différentes écoles professionnelles techniques ou commerciales que les Sociétés industrielles ont jugé à propos de créer ou d'entretenir.

Ecole de filature et tissage de Fourmies. — En 1885 une

somme de 45.000 francs recueillie par souscription par la S. I. de Fourmies lui permettait de jeter la base d'une Ecole de filature, de tissage et d'échantillonnage. Les constructeurs offraient gracieusement la plupart des machines et l'Ecole se trouvait posséder un matériel de premier ordre avec lequel on pouvait espérer donner aux élèves une instruction aussi complète que possible.

En 1893 l'Ecole primaire supérieure ayant été transformée à la demande de la S. I. en Ecole pratique de commerce et d'industrie on y transférait l'Ecole de filature et tissage. Ses ateliers étaient pourvus d'un outillage absolument modernes. Celui de filature comprenait : Carde, peigneuse, Gill Box étirage, bobinoir, self-actif Kœchlin de 60 broche, Continu de Stehlin de 20 broches à filer et 10 broches à retordre, etc. Celui du tissage : 1 dévidoir à section Vandamme, 9 métiers à bras, 3 métiers mécaniques, 3 mécaniques Jacquard, etc. Ce matériel a pu être sauvé en partie de la destruction pendant la guerre et sera réinstallé prochainement dans un bâtiment actuellement en construction.

Avant la guerre les élèves, après avoir passé trois ans à l'Ecole pratique dans la section industrielle, pouvaient pendant une quatrième année se spécialiser dans l'industrie du tissage et de la filature, et suivaient des cours d'ornement, de mise en carte, d'échantillonnage. La Société industrielle versait tous les ans 2.500 francs pour l'amélioration de l'outillage et les frais d'entretien de l'atelier de filature et tissage et payait les traitements des professeurs.

Outre les cours professionnels proprement dits, des cours

du soir étaient faits aux auditeurs libres des usines. Seuls ces derniers cours ont recommencé à fonctionner depuis la guerre, nous en reparlerons plus tard.

Ecole professionnelle de tissage d'Amiens. — Dès son origine la Société industrielle fondait des cours destinés à former des ouvriers tisserands. Les cours ont lieu tous les jours sauf le dimanche et le jeudi après-midi de 8 heures du matin à 6 heures du soir sous la direction de contre-maitres expérimentés. Dans des séances pratiques on exerçait les élèves à la conduite et à l'entretien des divers métiers à tisser. Quand l'instruction professionnelle est jugée suffisante on délivre aux jeunes gens un brevet de tisserand qui est une référence appréciée dans l'industrie.

Ecole d'Amiens pour le travail du fer et du bois. — Dès sa fondation la Société Industrielle avait eu le désir de favoriser de tout son pouvoir l'enseignement professionnel, mais ses ressources l'avaient obligée à ajourner une partie de ses projets. En 1889, elle parvenait cependant à inaugurer une école professionnelle pour le travail du fer et du bois. Cette école fonctionne dans les locaux de la S. I. qui occupe rue de Noyon de vastes bâtiments couvrant une superficie de 2.000 mètres carrés. Malgré des agrandissements successifs dont les derniers datent de 1911, ces locaux sont devenus insuffisants et la construction sur un terrain contigu récemment acquis de nouveaux ateliers et de nouvelles salles de cours est envisagée.

L'enseignement à la fois théorique et pratique porte sur la forge, l'ajustage, la fonderie, le tour et la menuiserie ;

il y a tous les jours, suivant la saison, 3 à 6 heures d'ateliers et 3 heures de cours théoriques consacrés au français, à l'arithmétique, la géométrie élémentaire, la mécanique appliquée, la physique, la chimie, le dessin de machine, etc.

A la fin des trois années de cours les meilleurs élèves reçoivent un certificat qui leur permet de trouver facilement une place dans l'industrie. Les jeunes gens ne peuvent prendre part au concours d'entrée à l'Ecole que s'ils sont pourvus du certificat d'études primaires. Le nombre des élèves est actuellement de 120.

Ecole d'art professionnel de jeunes filles de Mulhouse.
— Plus intéressante parce que plus originale est l'école d'art professionnel de jeunes filles de Mulhouse. Elle se propose d'offrir aux jeunes filles le moyen de gagner leur vie, en exerçant un métier qui soit en rapport avec les dons naturels de la femme.

Elle a été fondée en 1885 grâce à la générosité de Mme Baumgartner-Favre qui offrit dans ce but une somme de 40.000 francs. Ce geste fut imité par divers membres de la Société.

M. Steinbach s'engagea à verser une subvention de 30.000 francs par an ; M. Dollfus-Mieg, à subvenir à l'entretien du professeur de broderie, etc. Enfin, une cinquantaine de dames patronnesses à payer une cotisation de 1.000 francs par an. Ces ressources jointes à un droit d'écologie (1) de 10 francs par mois permettent de sub-

(1) Sur la demande des dames patronnesses et sur l'avis du Comité,

venir à l'entretien de l'Ecole. Celle-ci est installée 12, rue de la Bourse, dans l'ancienne maison de M. Jean Dollfus. Une Directrice est chargée de la surveillance générale et a comme collaboratrices : un professeur pour le dessin de figures et de fleurs ; un professeur pour le dessin industriel, la géométrie élémentaire, la perspective et l'étude des styles ; un professeur pour la comptabilité et la dactylographie ; un professeur pour la broderie et les travaux à l'aiguille. La durée des cours est de trois ans. Le programme comprend : Dessin industriel et de style (10 heures par semaine) ; dessin technique (12 heures par semaine) ; figure et ornement (6 heures par semaine) ; fleurs d'après nature (4 heures par semaine) ; croquis au musée (2 heures par semaine) ; cours de composition décorative (1 heure par semaine) ; ouvrages et broderies d'art (10 heures par semaine) ; comptabilité (4 heures par semaine) ; sténographie (2 heures par semaine) ; dactylographie (1 heure par semaine) ; reliure (33 heures par semaine). Les élèves sont tenues de venir régulièrement aux cours de la section pour laquelle elles sont inscrites, les cours de reliure étant suivis par celles qui ne font pas de dessin. Seuls les cours de comptabilité, de dactylographie et de sténographie sont facultatifs. La plupart du temps pendant la première année, pour le dessin, les élèves suivent tous les cours de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, et pendant la deuxième année elles se spécialisent suivant les aptitudes qu'elles ont montrées, dessin techni-

les élèves ayant des dispositions spéciales peuvent obtenir des bourses dont l'importance varie suivant les circonstances.

que, figures et ornements, etc. Mais les jeunes filles se destinant au dessin industriel restent rarement plus d'un an à l'Ecole car elles sont très demandées par les bureaux. Les autres restent souvent trois ans et utilisent leur troisième année pour se perfectionner et appliquer les connaissances acquises à des travaux pratiques : pochoirs sur étoffe, Batik, etc.

A la fin de la troisième année d'études les élèves qui ont obtenu des notes satisfaisantes, reçoivent un certificat de capacité qui les aide à trouver des situations intéressantes dans le commerce, l'industrie ou parfois même l'enseignement.

En général, les jeunes filles ne sont admises à l'Ecole qu'à partir de 14 ans. Elles doivent être présentées par leurs parents ou une dame patronnesse. Les trois premiers mois permettent de se rendre compte, si elles possèdent les aptitudes suffisantes pour profiter de l'enseignement des l'école et au bout de cette période d'épreuve, elles sont admises définitivement. Avant la guerre le nombre des élèves était en moyenne de 50. A la rentrée d'octobre 1914, il était tombé à 32, mais il allait bientôt s'accroître dans des proportions considérables et nécessiter l'ouverture de nouvelles salles de dessin. Les autorités allemandes, en effet, pour remédier à la pénurie d'hommes, se mirent à enrôler dans des sections d'ouvriers toutes les femmes ou jeunes filles ne justifiant pas d'une occupation permanente. Pour éviter cet enrôlement forcé, beaucoup d'entre elles se firent inscrire aux cours de l'école. Cette affluence ne fut donc que passagère et actuellement l'école compte 63 élèves.

Ecole d'art industriel de Mulhouse. — Cette école, véritable école professionnelle, est destinée à donner à des jeunes gens d'au moins 14 ans, l'instruction nécessaire pour entrer comme dessinateur dans les établissements d'impression et les ateliers de gravure de Mulhouse.

Elle a été créée en 1881 par la Société Industrielle, la durée des études est de trois ans. Une partie des cours se fait à l'Ecole de dessin (figure et ornement) ; ils ont lieu tous les jours de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 18 heures.

Des prix et des médailles sont distribués aux meilleurs élèves et leurs œuvres sont exposées dans une des salles de la S. I., ce qui est une excellente méthode pour inciter l'émulation des élèves. De plus, un diplôme est délivré à la fin des études. Telle quelle, cette école devrait rendre de grands services, malheureusement, elle ne jouit pas de la faveur qu'elle mérite. Le nombre des élèves qui était tombé à 18 en 1914, n'est plus actuellement que de 12, et encore parmi ceux-ci, 3 viennent très irrégulièrement. Ceci ne peut s'expliquer que par la diminution des ateliers de gravure et d'impression, et le manque de débouchés qui en résulte pour les élèves.

Ecole d'enseignement commercial de Reims. — Ces cours fondés en 1890 par la Société Industrielle étaient destinés à apprendre aux jeunes filles le commerce, la comptabilité, la sténographie, la dactylographie et quelques notions de Droit commercial. Ils étaient entièrement gratuits et avaient lieu tous les jours à partir de 9 h. 30, le nombre

des élèves était de 125 à 130 par an. Supprimés pendant la guerre ils n'ont pas encore été rétablis.

Cours d'enseignement Industriel et commercial.

Ces cours sont de deux sortes : 1^o Ceux destinés aux jeunes ouvriers désirant acquérir les notions théoriques indispensables pour l'exercice de leur profession, et leur permettant de comprendre tout ce qui s'y rapporte, ce sont les cours d'apprentis ; 2^o Ceux qui s'adressent d'une manière plus générale à des ouvriers ou des employés déjà confirmés dans leur métier et qui leur offrent la possibilité en augmentant leurs connaissances, d'occuper des places plus importantes ou mieux rémunérées.

a) Cours d'apprentissage.

A Nantes, la Société Industrielle s'est consacrée tout spécialement à l'organisation de ces cours. Elle prend comme élèves des apprentis déjà inscrits dans la région, ce qui, répétons-le, distingue nettement cette école des écoles professionnelles étudiées précédemment. L'enseignement porte en particulier sur le dessin linéaire, mais l'instruction générale y tient une certaine place. On y fait des cours de français, d'arithmétique, de géométrie élémentaire, de chimie, de physique et tous les élèves sont recrutés par voie de concours trimestriel parmi les jeunes gens exerçant les professions de mécanicien, ajusteur, tourneur, ébéniste, tailleur de pierre, charpentier, en un mot toute profession exigeant des connaissances de dessin.

Les élèves reçoivent tous les deux mois une légère grati-

fication dont la moitié sert à la constitution d'un livret de caisse d'épargne. Cette gratification est augmentée ou diminuée suivant le soin qu'ils apportent à leur travail. Les plus nécessiteux, notamment ceux appartenant à des familles nombreuses, reçoivent en plus des secours en nature. Le nombre des élèves est de 100 en moyenne. Le brevet qui leur est délivré à la fin de leurs études leur permet de trouver facilement du travail chez les industriels de la région.

A Nancy. — La Société Industrielle s'est contentée d'accorder une subvention de 500 francs par an aux cours de perfectionnement de l'Ecole supérieure de garçons. Ces cours sont destinés à donner aux employés de commerce et aux apprentis un supplément d'instruction théorique et pratique. Nancy possédait d'ailleurs déjà un assez grand nombre de cours subventionnés par l'Etat et la municipalité ou organisés par des syndicats, comme le cours d'apprentissage des entrepreneurs du bâtiment, ou par des particuliers comme le cours d'apprentissage de la Compagnie générale électrique, celui de la cristallerie de Baccarat, des Hauts-fourneaux de Pont-à-Mousson, des aciéries de Longwy, etc. et l'intervention de la S. I. n'était pas indispensable.

A Mulhouse. — La Société Industrielle verse une somme de 1.250 francs par an à l'Ecole des apprentis techniciens et est représentée dans la Commission de surveillance par trois de ses membres. Cette école construite en partie aux frais de la ville, en partie avec le produit d'une sous-

cription de 100.000 francs versée par les industriels, a été ouverte en 1906. Elle reçoit de jeunes apprentis auxquels elle donne des notions théoriques destinées à compléter les leçons pratiques qu'ils reçoivent à l'atelier. L'enseignement porte sur le dessin, les mathématiques, la technologie, et s'adapte à chaque genre de professions (mécaniciens, serruriers, charpentiers, plombiers, maçons, peintres, tapissiers). La durée des cours est de trois ans. L'école est gratuite. Les débuts en ont été difficiles car les heures de cours sont prises sur les heures d'atelier (une matinée et une après-midi par semaine), ce qui constitue une gêne pour les industriels dans l'organisation des équipes. Mais cette gêne devant être largement compensée par l'avantage d'avoir des ouvriers instruits il faut espérer qu'ils faciliteront de plus en plus aux jeunes ouvriers l'accès de ces cours. L'école compte actuellement 1.000 élèves.

Il existe à Mulhouse une autre institution extrêmement intéressante qui n'est pas due à l'initiative personnelle de la Société Industrielle mais qui a été placée sous son patronage et à laquelle elle offre gracieusement ses locaux. Nous voulons parler de l'« école des maîtres-mineurs » fondée en avril 1919 par la Société des mines de potasse du Haut-Rhin.

Cette école a pour objet : « de donner à des jeunes gens déjà confirmés dans la pratique des mineurs (1) les connaissances techniques nécessaires pour leur permettre de

(1) Depuis 1923 on exige même qu'ils fassent partie de la catégorie des mineurs, c'est-à-dire qu'ils aient atteint la maîtrise dans la pratique de leur métier.

remplir les fonctions de surveillant, porion, ou maître-mineur plus spécialement dans les mines de potasse du bassin de Mulhouse ; ce n'est donc pas à proprement parler une école d'apprentis, mais elle part de la même idée : donner à des jeunes gens au moyen de cours de perfectionnement un enseignement théorique concurremment à l'enseignement pratique qu'ils reçoivent à l'atelier. Et c'est à ce titre que nous l'étudions ici. Pour être admis à cette école il est en effet nécessaire non seulement d'être muni d'une bonne instruction primaire mais encore d'avoir au moins un an de pratique minière. Les élèves continuent à travailler à la mine au poste du matin, 5 jours par semaine en première année et 4 jours en deuxième année. Leur travail est payé par la mine qui les emploie et ils reçoivent en outre par journée passée à l'école une gratification (12 francs pour les célibataires, 15 francs pour les élèves mariés).

L'enseignement est entièrement gratuit, tous les frais qu'il entraîne sont supportés par les mines du bassin qui se les répartissent à l'amiable. Ils se sont élevés en 1921-1922 à plus de 33.000 francs.

Les cours ont lieu dans un local fourni par la S. I.

L'enseignement qui est assuré par 13 professeurs porte :

En première année sur : le français (4 heures) ; l'arithmétique (4 heures) ; la géométrie et l'algèbre (4 heures) ; la mécanique (3 heures) ; la technologie (15 heures) ; le dessin (2 heures) ; l'exploitation de mine (2 heures) ; la physique et la chimie (1 h. 30) ; soit 21 h. 30 par semaine.

En deuxième année sur : le français (2 heures) ; l'arithmétique (2 heures) ; l'histoire et la géographie (2 heures) ; la

géométrie et l'algèbre (4 heures); la mécanique (2 heures); la technologie (1 heure); le dessin (2 heures); l'exploitation de mines (4 heures); la géologie (2 heures); la physique et la chimie (3 h. 30); le lever de plan (2 h. 30); soit 27 heures par semaine.

Les élèves doivent faire en outre des travaux personnels sous la direction de leurs chefs de service dans la mine où ils continuent à travailler. Les croquis et comptes rendus faits par eux entrent en ligne de compte dans le classement final.

Entre leurs deux années d'études afin de compléter leur instruction pratique et leur permettre le cas échéant de se placer dans d'autres régions de la France ils doivent accomplir un stage de 3 mois dans une mine de houille. Ce stage fait l'objet d'un rapport dont la valeur influe sur le classement.

Des diplômes et des certificats sont délivrés à la fin des études. En 1922 où le nombre des élèves était de 10 il a été attribué 5 diplômes et 5 certificats d'études.

Le ralentissement actuel dans l'exploitation des mines de potasse a amené la Direction à diminuer le nombre des élèves admis à l'école et les conditions d'examen ont été rendues plus sévères. En 1922-1923, 6 élèves ont été autorisés à passer de première en deuxième année et 5 sur 10 ont été reçus en première année, alors qu'en 1921-1922 il y avait 10 élèves en première année, 10 élèves en deuxième année.

b) Cours publics.

Presque toutes les Sociétés Industrielles ont organisé

des cours publics, généralement très suivis. Lille, Roubaix et Tourcoing font exception. Sans se désintéresser complètement de l'instruction, elles se contentent de constater les résultats acquis par ailleurs au moyen de concours et d'examens et de récompenser les efforts par l'octroi de bourses et de prix.

Les cours publics créés par les S. I. ont généralement lieu le soir ou le matin de très bonne heure. Il y en a de réservés aux hommes, d'autres réservés aux femmes, le plus souvent ils sont mixtes.

Ils ont soit un caractère commercial comme ceux de comptabilité, de sténo-dactylographie, de droit commercial, de langues vivantes; soit un caractère technique comme ceux de mécanique appliquée, de physique industrielle, de chimie industrielle, d'électricité industrielle, de dessin, de filature et tissage, de coupe de vêtements, ou sont simplement des cours de vulgarisation comme ceux de mathématique, de physique et chimie, d'histoire, etc.

Cours de comptabilité commerciale. — Les Sociétés Industrielles d'Amiens, d'Elbeuf, de Nancy, de Reims et la Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure ont organisé des cours de comptabilité commerciale. — A *Amiens* la durée de ces cours est de deux ans à raison d'une séance par semaine le soir. — A *Elbeuf* ils durent trois ans et sont faits le soir pour les hommes et dans la journée pour les femmes. — A *Nancy* où les cours organisés pour les jeunes gens et pour les jeunes filles comprennent chacun une trentaine d'élèves, ils durent un an et on y familiarise les jeunes gens avec les calculs

de banque, les jeunes filles avec la tenue des livres. — A *Reims* et à *Rouen* la durée des cours est de un an avec deux séances par semaine.

Cours de sténo-dactylographie. — Ces cours organisés par les Sociétés Industrielles d'*Amiens*, d'*Elbeuf*, de *Nancy* et de *Reims* ont lieu : à *Amiens* le soir après dîner ou le dimanche matin, leur durée est de deux ans à raison d'une séance par semaine. — A *Nancy* où ils sont fréquentés par 70 élèves environ leur durée est également de deux ans. — A *Elbeuf* et à *Reims* ils ne durent qu'un an avec deux séances par semaine.

Cours de droit commercial et industriel. — Actuellement ces cours ne sont organisés que par la Société Industrielle d'*Amiens*, ils durent trois ans à raison d'une conférence par semaine. Avant la guerre la S. I. de *Reims* avait également des cours de droit usuel et de législation commerciale dont la durée était de une année, mais ces cours supprimés en 1914 n'ont pas encore été repris.

Cours d'allemand et cours d'anglais. — Organisés par les Sociétés Industrielles d'*Amiens*, d'*Elbeuf*, de *Fourmies*, de *Reims* et de *Rouen*. Ces cours durent suivant les sociétés de 2 à 3 ans à raison de une, deux ou trois leçons par semaine.

Cours d'espagnol. — Ces cours avaient été créés par les S. I. de *Rouen* et de *Reims* mais interrompus par la guerre les cours d'espagnol de *Reims* n'ont pas encore été réorganisés.

Cours d'esperanto. — Seule la Société Industrielle d'Amiens a jugé utile de créer un cours d'esperanto.

Cours de géographie commerciale. — Ces cours qui rendent de très réels services ont été créés à Rouen et à Mulhouse.

Cours de mathématiques appliquées. — Les Sociétés Industrielles d'Amiens, d'Elbeuf et de Rouen ont organisé des cours de mathématiques appliquées. Ils durent un an à Elbeuf et deux ans à Amiens à raison d'une séance par semaine.

Cours de physique et chimie. — Ces cours qui avaient été créés à Reims par la S. I. duraient 3 années à raison de 3 leçons par semaine ; interrompus en 1914, ils n'existent plus actuellement.

Cours de construction de machines. — Organisés par les Sociétés Industrielles d'Amiens, de Mulhouse, de Reims et de Rouen, ces cours comprennent l'étude des machines à vapeur, des moteurs et durent en général une année à raison d'une fois par semaine. A Mulhouse ils sont donnés à l'école de dessin linéaire et on y enseigne en outre le dessin, la mécanique élémentaire et la résistance des matériaux.

Cours de chimie industrielle. — A Amiens, dès 1861, c'est-à-dire au lendemain de sa fondation la S. I. organisait d'une part des cours de chimie appliquée à l'industrie

qui duraient deux années et qui étaient complétés par des manipulations et des travaux pratiques, d'autre part des cours de teinture avec manipulation qui duraient trois années. — A *Elbeuf* et à *Rouen* les cours de chimie sur la teinture et ses apprêts ne durèrent que deux ans.

Cours d'électricité industrielle. — Ces cours organisés par les Sociétés Industrielles d'*Amiens*, d'*Elbeuf* et de *Reims* durant de 1 à 2 ans.

Cours de filature et tissage. — A *Amiens*, les cours de tissage ont été créés en 1861, ils durèrent trois ans et comprennent des cours théoriques, cours de dessin, de mise en carte et de composition, chacun à raison d'une séance par semaine et des cours pratiques qui ont lieu le samedi soir et le dimanche matin. La S. I. a également organisé des cours de coupe de velours, d'une durée de trois ans, qui ont lieu le dimanche matin. — A *Fourmies* la S. I. a en 1885 organisé des cours de peignage, de filature et de tissage. Ces cours suspendus pendant la guerre ont repris en partie en 1920, chacun d'eux a lieu une fois par semaine le soir, de 18 à 20 heures. Il faut pour y assister verser un droit d'écolage de 10 francs par an et justifier de certaines connaissances de dessin linéaire ou suivre les cours de dessin organisés par la Société. — A *Reims* les cours de filature et tissage n'existent plus depuis 1914; ils comprenaient deux leçons par semaine de cours théoriques et deux leçons d'enseignement pratique par un contre-maitre de l'« Ecole pratique de commerce et d'industrie ».

Cours de dessin de machine et de levés de plan. — A *Amiens* ces cours d'une durée de trois ans ont lieu le soir à raison d'une séance par semaine et sont complétés par un cours spécial de mise au net et de lavis qui a lieu le dimanche matin. — A *Elbeuf* outre ces cours dont la durée est de deux ans la S. I. a créé des cours de modelage qui ne durent qu'un an. — A *Fourmies* des cours de dessin qui ont lieu deux fois par semaine permettent aux auditeurs des cours de filature et de tissage d'acquérir les connaissances indispensables pour les suivre avec profit. — A *Mulhouse* les cours de dessin linéaire créés par la S. I. datent de 1829. Interrompus au début de la guerre ils ont recommencé à fonctionner en 1915. L'enseignement donné par quatre professeurs comprend outre le dessin proprement dit des notions de mécanique, de résistance de matériaux et de construction de machines. Les cours durent trois ans, ils ont lieu tous les jours pendant deux heures, le matin et le soir suivant la saison et sont suivis actuellement par plus de 150 élèves appartenant aux professions les plus diverses (71 ajusteurs, 26 dessinateurs, 19 écoliers, 13 architectes, 8 menuisiers, 7 électriciens, 7 maçons, 5 charpentiers, 1 ferblantier); leur âge varie de 14 à 40 ans. — A *Rouen* c'est la Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure qui a organisé des cours de dessin linéaire.

Cours de dessin (figure et ornement). — A *Elbeuf* la S. I. a créé d'une part un cours de dessin d'imitation qui dure deux ans et d'autre part un cours de dessin appliqué à la décoration des tissus qui dure un an. — A *Mulhouse*,

les cours de dessin qui ont été créés en 1832 sont installés depuis 1909 dans les bâtiments de la S. I. Grâce à une rente de 5.000 francs par an offerte par M. Haeffely ils sont entièrement gratuits depuis 1868. Un cours spécial est fait le jeudi après-midi pour les élèves au-dessous de 14 ans (70 en 1922). Les autres élèves qui viennent entre 17 et 19 heures sont divisés en deux sections suivant leur force. La première comprenait en 1922 19 élèves et la seconde 111 dont 40 seulement venaient à peu près régulièrement. Un cours de modèle vivant a été créé l'année dernière afin d'intéresser les élèves en variant le genre des modèles mis à leur disposition. A Rouen, la Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie a créé un cours de dessin qui dure un an.

Cours de coupe de vêtement. — Ces cours créés par la S. I. d'Amiens ont lieu une fois par semaine, l'un d'eux réservé aux hommes a lieu le soir et dure deux ans, l'autre réservé aux femmes a lieu l'après-midi et dure trois ans.

Pour clore la série de ces cours signalons enfin les cours pratiques de chauffage organisés par la S. I. d'Amiens, dont les leçons ont lieu dans différentes usines le dimanche matin, et ceux des monteurs électriciens de la Société Industrielle de Lille.

Par cette rapide énumération on a pu se rendre compte de l'importance que les Sociétés Industrielles attachent aux cours de perfectionnement. La Société Industrielle d'Elbeuf n'a pas créé moins de 27 cours, celle de Rouen une vingtaine, mais celle d'Amiens tient la tête avec ses

28 cours publics. Elle a d'ailleurs obtenu deux médailles d'or aux expositions universelles de 1878 et de 1889 et le grand prix de l'enseignement technique à celle de 1900.

Prix. Médailles. Récompenses.

Indépendamment des subventions accordées aux laboratoires et aux écoles professionnelles, les Sociétés Industrielles, pour marquer toute l'importance qu'elles attachent aux découvertes scientifiques et au développement de l'enseignement technique distribuent chaque année un certain nombre de bourses, de prix ou de médailles :

1^o Aux élèves des cours créés, subventionnés ou patronnés par elles ;

2^o aux auteurs des travaux et d'inventions les plus remarquables ou les plus utiles à l'industrie ;

3^o aux collaborateurs du commerce et de l'industrie, ouvriers ou contremaîtres qui se sont distingués par leur conduite, leur travail ou la fidélité avec laquelle ils sont restés de longues années attachés au même établissement.

Nous allons passer rapidement en revue ce que chaque Société Industrielle a fait.

A Amiens. — La Société Industrielle était chargée chaque année par la Chambre de commerce de verser une bourse de voyage de 300 francs à l'un des lauréats de ses cours de langues vivantes (alternativement à un élève d'anglais et à un élève d'allemand). Elle mettait de plus

au concours tous les ans une cinquantaine de questions d'ordre industriel ou économique. Les meilleurs mémoires étaient publiés dans le *Bulletin* et leurs auteurs recevaient une médaille d'or.

A Nancy. — La Société décerne des médailles aux meilleurs élèves de la faculté de Droit, de l'institut métallurgique et minier, de l'institut commercial, de l'institut chimique, de l'institut électro-technique, et de mécanique appliquée de l'institut de physique, de l'institut colonial, de l'institut agricole, de l'Ecole supérieure de commerce, de l'Ecole professionnelle de l'Est, de l'Ecole des Beaux-arts et Arts appliqués, de l'Ecole primaire supérieure des garçons de l'Ecole d'apprentissage du bâtiment, du cercle du travail, de l'Ecole de brasserie, etc.

Sur la proposition des chefs d'établissements faisant partie de la S. I. elle distribue des médailles de bronze, d'argent ou d'or, aux chefs d'industrie, chefs de service, ingénieurs, contremaîtres et ouvriers qui sont restés employés dans le même établissement pendant un minimum de 20, 30 ou 40 années consécutives.

Ces récompenses sont remises tous les ans à une séance solennelle de la Société qui constitue une véritable fête du travail.

A Fourmies. — La Société donne aux meilleurs élèves de ses cours des ouvrages techniques, des pochettes de compas, etc. et jusqu'en 1883 organisait des concours de chauffeurs. Ces concours ont dû être supprimés faute de candidats.

A Mulhouse. — Les élèves de l'Ecole de Dessin et de l'Ecole d'Art professionnel reçoivent des prix et des médailles. En outre, depuis sa fondation la Société met chaque année au concours une série de prix destinés à récompenser les auteurs de travaux sur les sciences, l'économie sociale, l'industrie, l'histoire régionale et des auteurs d'inventions utiles. C'est ainsi qu'en 1858 la famille de M. Emile Dollfus pour honorer sa mémoire fondait un prix de 5.000 francs qui devait être décerné tous les 10 ans par la S. I. à l'auteur de la découverte considérée comme la plus utile pour une des grandes industries du département du Haut-Rhin. Un prix semblable était fondé peu après par la veuve de M. Daniel Dollfus. En 1859, une somme de 17.500 francs était offerte à celui qui trouverait une substance capable de remplacer sous tous les rapports l'albumine du blanc d'œuf dans la teinture. Certains industriels de Mulhouse en consommait, en effet, par jour une quantité représentant le blanc de 36.000 œufs ! Ce prix fut d'ailleurs retiré au bout de quelques années. D'autres fondations comme le prix Salaké (facilitant l'acquisition d'une maison à un ouvrier) et le prix Henriette Dollfus (pour une famille nombreuse élevant bien ses enfants) permettent à la Société de récompenser des ouvriers méritants.

A Nantes. — Comme nous l'avons indiqué précédemment la S. I. alloue régulièrement des gratifications et des livrets de caisse d'épargne aux élèves qui suivent avec assiduité ses cours d'apprentissage.

A Reims. — La Société distribue environ 200 à 250 médailles par an, aux vieux ouvriers ayant plus de 15 ans de présence dans la même maison et dont les patrons font partie de la S. I.

A Rouen. — La Société libre d'émulation du commerce et de l'Industrie de la Seine-Inférieure a été chargée à la suite de legs de répartir un certain nombre de prix : legs Gossier (700 francs) : legs Bouchot (700 francs) : legs Dumanoir (400 francs), en faveur d'un ouvrier et d'un domestique reconnus les plus méritants du département ; legs Alfred Pimont (500 francs), attribué tour à tour à un domestique, un ouvrier agricole et à un ouvrier d'usine pour sa bonne conduite et la durée de ses services ; legs Arcisse et Caumont (6000 francs) qui doit tous les dix ans servir à récompenser les auteurs des trois rapports détaillés : 1° sur le mouvement scientifique industriel et agricole ; 2° sur le mouvement artistique et littéraire ; 3° sur l'État moral et les progrès de l'instruction dans la région ; legs Sparck-Leprince (2000 francs), répartis également en rente viagère entre quatre anciens commerçants et employés rouennais d'une honnêteté notoire, atteint par l'adversité et sans moyens d'existence.

A Lille. — Fidèle à sa devise « lumen profert, largitur palmas », la Société Industrielle du Nord distribue chaque année un certain nombre de médailles d'or destinées soit à récompenser les lauréats de questions qu'elle a mises au concours, soit à honorer des sommités de la science et de l'industrie, comme Pasteur, Branly,

Curie, d'Arsonval, Calmette, Solvay, etc. Elle accorde également des prix et des médailles aux ouvriers laborieux et économes, aux employés, comptables, caissiers ayant servi longtemps dans la même maison et décerne des prix de tissage, de langue étrangère, etc.

SECTION II

Musées. Expositions.

MUSÉES INDUSTRIELS. — MUSÉES DES BEAUX-ARTS. — MUSÉE DES
ARTS DÉCORATIFS. — MUSÉES HISTORIQUES — EXPOSITIONS.

Il semble que la création des musées technologiques aurait dû tenter les Sociétés industrielles. Il n'est guère en effet de meilleurs moyens pour faire connaître les ressources d'une région et favoriser le développement de son industrie que d'organiser ces sortes d'expositions permanentes. Les Sociétés Industrielles mêlées intimement à la vie scientifique, industrielle et commerciale de la région étaient assurées de trouver chez tous, le concours le plus dévoué et les producteurs auraient pris à cœur de mettre à leur disposition les matériaux les plus divers et les plus caractéristiques par la formation de leurs collections.

Un musée industriel ne doit pas être en effet un simple conservatoire des anciennes industries régionales ou locales, et c'est malheureusement le cas le plus général

dans les rares musées industriels qui existent en France. Alors que l'industrie est en transformation continue, les musées industriels eux restent figés avec leurs collections désuètes dans l'attitude qu'on leur a donné le jour de leur inauguration et on éprouve en les visitant la même impression nostalgique que procure une promenade dans une salle d'antiquité égyptienne ou chaldéenne. L'intérêt historique peut être considérable, l'intérêt scientifique est nul. Or, tout en admettant que la partie historique occupe une large place dans un musée industriel on peut désirer que l'industrie moderne n'y soit pas complètement négligée et qu'à côté de vitrines montrant dans une vaste synthèse l'histoire de l'industrie régionale, il y en ait d'autres donnant une vue d'ensemble des produits industriels de la région soit finis, soit aux différents stades de leur fabrication. Il faudrait qu'un musée industriel constitue comme une foire d'échantillon permanente qui permettrait au visiteur étranger ou à l'acheteur éventuel de savoir ce qu'il peut se procurer dans la région, où, comment et à quelles conditions.

Cette organisation ne paraît pas impossible à réaliser, il suffirait que dans une partie du musée des vitrines ou des stands soient mis à la disposition des industriels moyennant une certaine rétribution. Cette rétribution permettrait non seulement l'entretien et la surveillance du musée, mais encore l'acquisition de pièces rares destinées à enrichir les collections scientifiques ou historiques. C'est à peu de chose près ce que la Chambre de commerce de Beauvais a essayé de faire il y a 4 ans dans une des salles de son hôtel et elle a parfaitement réussi. Pourquoi les

Sociétés industrielles ne suivraient-elles pas son exemple ? Comme nous allons le voir, quelques-unes Mulhouse, Rouen, Elbeuf ont réuni de belles collections de tissus imprimés, mais en général l'œuvre est incomplète, elle doit à notre avis s'étendre et ne pas se limiter à l'industrie textile.

La Société industrielle de Mulhouse qui peut être considérée comme le génie tutélaire de la ville ne s'est pas contentée, elle, d'organiser des musées industriels elle a estimé que groupant l'élite de la population mulhousienne sans distinction professionnelle, la création de musées d'un caractère purement artistique comme le musée des Beaux-Arts ou scientifique, ou comme le musée d'Histoire naturelle rentrait complètement dans ses attributions.

Nous allons maintenant examiner ces différents musées :

Musées industriels.

Musée technologique de Mulhouse. — Le musée technologique fondé en 1883 est installé depuis 1897 dans l'ancienne maison Georges Steinbach, donnée par sa famille à la ville, sous la condition de la mettre à la disposition de la S. I. pour un emploi public. On peut y suivre l'histoire des principaux produits industriels. Fabrication du verre, de la porcelaine, de la faïence ; Préparation du coton, etc., et à côté d'importantes collections de matières premières : minerais, métaux, matériaux de construction, bois, etc., on peut y admirer de magnifiques porcelaines de Sèvres et les produits des cristalleries de Saint-Louis, des fabriques de Villeroy, de Bach, de Mettlich.

Musée de dessin industriel de Mulhouse. — Il possède un bel ensemble de collections retraçant l'histoire de l'impression dans la région de Mulhouse... Fondé en 1838 par M. Daniel Dollfus, il a été placé en 1873 sous le patronage de la S. I. et occupe depuis 1910 trois salles de son hôtel, rue de la Bourse. Il constitue une source de documentation extrêmement précieuse pour les dessinateurs et les industriels. Ses collections remontent à 1746, date à laquelle l'industrie du coton s'est implantée dans la région de Mulhouse. Quelques pièces ont été achetées par le comité, mais la plupart proviennent de dons faits par les industriels. Grâce à des abonnements conclus avec les fabricants on y trouve également des échantillons de tous les nouveaux tissus, soieries, impressions pour robes ou tentures, fabriqués chaque année dans les centres industriels importants. L'ensemble ainsi formé, est des plus intéressants à consulter, mais le musée n'est pas public. Il faut pour avoir l'autorisation d'y travailler, payer une cotisation annuelle dont le montant est variable, suivant qu'il s'agit de particuliers, de membres de la S. I. ou de fabricants. Moyennant une taxe supplémentaire, les sociétaires ont le droit d'emporter chez eux un volume et de le garder pendant 15 jours.

Le musée est administré par un comité formé de membres de la S. I. dessinateurs, chimistes, fabricants d'impression. Son budget d'environ 6.000 francs, est alimenté par les intérêts d'un capital de 30.000 francs donné par la famille de M. Daniel Dollfus-Ausset, par les cotisations des abonnés et une subvention de 2.000 francs de la S. I. L'année dernière il a pu être facilement bouclé, grâce à

l'augmentation du nombre des abonnés. Les séances de travail se sont élevées à 396 contre 345 l'année précédente.

Musée industriel d'Elbeuf. — Ce musée possède des échantillons de tissus d'une grande variété et d'une grande richesse, qui proviennent soit de dons des particuliers, soit encore des dépôts périmés du conseil des prud'hommes, que la Société industrielle reçoit comme « Conservatoire industriel » de la ville d'Elbeuf.

Les collections du musée sont à la disposition des industriels qui peuvent y trouver nombre de renseignements utiles et une documentation remarquable sur l'histoire de l'industrie elbeuvienne depuis 1840. Une subvention de 500 francs est attribuée tous les ans à la S. I. par la Chambre de commerce d'Elbeuf pour l'entretien du musée.

Musée d'art industriel de Rouen. — A peine créé, le Comité d'art industriel de la S. I. s'était proposé d'organiser un musée d'art industriel, musée de caractère historique. Un peu semblable à celui de dessin industriel de Mulhouse. Par la réunion des spécimens les plus représentatifs dans l'art de l'impression, il comptait constituer de belles collections qui serviraient à développer le goût des jeunes générations.

De 1875 à 1880, ce musée forma une institution autonome avec un budget propre. Mais à partir de 1881, sa direction est confiée au Comité d'art industriel et son budget se confond de nouveau avec celui de la Société. Malheureusement l'insuffisance des locaux de la Société ne lui a pas permis d'exposer les toiles ainsi rassemblées,

de sorte que l'on peut dire que si les collections existent, le musée lui n'existe pas.

Musée commercial de Rouen. — Celui-ci est l'œuvre de la Société libre d'Emulation du commerce et de l'Industrie de la Seine-Inférieure, il possède plus de 800.000 échantillons de tissus imprimés et 150.000 échantillons de draperies et de soieries de provenance indigène ou étrangère. Quelques échantillons de produits manufacturés, de produits chimiques, de verrerie, etc., complètent ces collections.

Musée industriel d'Amiens. — Ce musée installé au premier étage de l'hôtel de la Société industrielle est subventionné par la Chambre de commerce et par l'Etat. Ouvert certains jours au public, il contient d'intéressantes collections permettant de suivre l'histoire de l'industrie locale.

A Nancy, la Société industrielle sans organiser personnellement de musée a contribué à fonder le musée de géologie, le musée de l'industrie minérale et le musée commercial.

Musée des Beaux-Arts de Mulhouse. — Le musée des Beaux-Arts de la S. I. est un vaste bâtiment à deux étages édifié en 1885, rue des Bonnes gens. La somme nécessaire à sa construction s'est élevée à plus de 460.000 francs, produit d'une souscription à laquelle les membres de la Société ont participé pour plus de 180.000 francs.

C'est un véritable palais qui contient outre les collec-

tions de tableaux et d'objets d'art formant le musée des Beaux-arts proprement dit au deuxième étage, celles du musée archéologique données M. Engel Dollfus, celles du musée des arts décoratifs, celles du musée historique, propriété de la ville au premier étage et enfin au rez-de-chaussée une importante collection de plâtres et de moulages.

En 1865, M. Dollfus faisant don à la Société Industrielle de 60 tableaux de maîtres alsaciens qui, s'ajoutant aux 11 tableaux déjà possédés par elle, permettaient de créer dans son hôtel un petit musée. La ville de Mulhouse put ainsi comme les autres villes de province participer aux dons de l'Etat français. Cette situation prit fin au moment de l'annexion, mais grâce à la générosité des particuliers le musée ne cessa de s'enrichir et son catalogue qui comptait 63 numéros en 1874, 520 en 1900, en compte aujourd'hui un millier.

Plus de trois cents mulhousiens ont contribué à cette prospérité par le don d'œuvres d'art ou de sommes d'argent. En 1876, M. Hartmann-Liebach leur léguait toute sa galerie de tableaux. En 1884, M. Engel Dollfus lui donnait une importante collection d'estampes ; en 1894, M. Alfred Kœchlin-Schwartz lui laissait 86 toiles dessins ou aquarelles, en 1902, Mme Daniel Dollfus une précieuse collection d'objets d'art et en 1903, Mme Schlumberger une somme de 37.500 francs.

En outre sous le patronage de la S. I. on avait créé en 1876 une Société des Beaux-Arts (1). Cette société devait

(1) L'organisation de cette Société conçue par M. Engel-Dollfus et Ruben est très ingénieuse et mériterait de servir de modèle.

La Société se compose de membres fondateurs versant 100 francs

d'après l'article 6 de ses statuts : « Consacrer les ressources dont elle pouvait disposer à l'accroissement du musée des Beaux-Arts de la S. I. ». Mais son but était beaucoup plus général puisqu'elle se proposait de développer à Mulhouse le goût des arts par tous les moyens à sa portée et qu'elle organisait pour cela des expositions de lithographie, gravure, peinture, sculpture, architecture, arts industriels auxquels étaient conviés des artistes dans tous les pays. A la suite de ces expositions elle achetait un certain nombre d'œuvres d'art, les unes pour être données à la S. I., les autres pour être tirées au sort entre ses membres. En 1914, elle avait déjà offert au musée 232 œuvres d'art valant ensemble 421.692 francs. Elle compte aujourd'hui 184 membres fondateurs et 539 membres ordinaires.

A toutes ces ressources extraordinaires s'ajoutent pour par an et de membres ordinaires ne payant qu'une cotisation de 10 francs.

Les sommes dont elle dispose sont d'une part les *intérêts* des cotisations versées par les membres fondateurs, le prix des entrées aux expositions, les dons volontaires ; d'autre part les cotisations des membres ordinaires.

Ces deux catégories de fonds, déduction faite des frais d'expositions, servent à l'achat d'œuvres d'art. Les premiers, de celles destinées au musée, les seconds, de celles destinées à être tirées au sort entre les sociétaires, chaque cotisation de 100 francs ou de 10 francs donnant droit à un billet de loterie.

Quant aux *cotisations* de 100 francs versées par les membres fondateurs, elles sont inscrites à leur compte, ils peuvent en disposer ; mais seulement pour l'achat d'œuvre d'art figurant aux expositions.

La Société a ainsi permis aux artistes de vendre pour près de 2 millions de francs tandis que la valeur des sommes exposées s'est élevée à 7.550.000 francs.

le musée : une subvention de 3.000 francs versée par la ville ; 4.500 francs représentant le loyer versé par elle pour la location des salles du musée historique ; 6.000 fr. provenant de la location des salles pour des expositions particulières ; 1.800 francs d'entrées payantes ; 2.400 fr. donnés par la Société des Arts ; environ 4.000 francs représentant l'intérêt de diverses donations. Mais ce budget de près de 40.000 francs était en déficit ces dernières années de 20 à 25.000 francs. On avait pu le combler jusqu'à présent grâce à la réserve spéciale et à des subventions de la S. I. Comme cet état de chose ne pouvait durer indéfiniment, il devenait urgent de trouver de nouvelles ressources, aussi était-il question de créer une société des « Amis du Musée » (qu'il ne faut pas confondre avec la Société des Arts) dont les revenus auraient servi à payer une partie des dépenses d'entretien (réparation des bâtiments, chauffage, etc.). La situation du musée s'étant améliorée, l'année dernière, grâce aux recettes produites par des expositions particulières, la création de cette Société a été remise à plus tard.

L'entrée est payante (1 franc) sauf le dimanche et le jeudi après-midi. Ce jour-là, le nombre des visiteurs s'élève à cinq ou six cents. Ce qui représente annuellement 30.000 visiteurs. Les autres jours, il est sensiblement plus réduit aussi le nombre des entrées payantes n'a-t-il été en 1923 que de 1800.

Les personnes qui le désirent peuvent également se procurer des cartes permanentes au prix de 20 francs par an. Quant aux membres de la S. I. ils ont libre accès dans toutes les salles à toute heure.

Le musée est administré par le Comité des Beaux-Arts de la Société Industrielle. Organisé avec beaucoup de compétence et de goût il est certainement celui qui en Alsace contient la collection la plus complète de peintres alsaciens. On peut y voir à côté de 24 toiles d'Henner, quelques belles œuvres de Desportes, Heilmann, Von Goyen, Ruysdaël, etc.

Son catalogue comporte l'énumération de plus de 9.000 objets d'art, dont 100 toiles anciennes, 450 toiles modernes, 786 aquarelles ou pastels, 107 sculptures, etc.

Une bibliothèque artistique contenant 3.500 volumes, brochures et publications diverses, a été créée récemment et complète heureusement le musée.

Musée des arts décoratifs. — Ce musée d'origine récente est dû à l'initiative de M. Gustave Dollfus qui y consacra une somme importante.

De belles céramiques achetées, en 1900, lors de l'exposition universelle, de magnifiques dentelles, des broderies, des bijoux, des costumes, des meubles du XVIII^e siècle, les boiseries du chapitre de Masevaux avaient dès le début permis de composer un fort bel ensemble.

Peu à peu de nouveaux dons parmi lesquels quelques charmantes statuettes de Niederwiller du XVIII^e siècle sont venues enrichir le musée.

Malheureusement depuis quelques années ses collections restent stationnaires et c'est précisément au moment où l'art de la décoration, sous l'impulsion de Delaherche et de Méheut, de Lalique, de Kieffer, de Gallée et de Daum, fait en France de si magnifiques progrès. Or Mul-

house, par sa proximité de la frontière, autant que par ses nombreuses industries d'art, devrait être considérée comme une citadelle avancée de l'art français et contenir dans les vitrines de son musée ses plus belles pièces décoratives. Par la sûreté de leur goût, la pureté de leur ligne qui mettent si bien en valeur la richesse de la matière et la magnificence des couleurs elles pourraient être opposées victorieusement aux productions allemandes de forme souvent lourde et compliquée.

Musée historique. — Le musée historique a été fondé en 1863 sous le nom de musée du vieux Mulhouse. Il se propose de recueillir et de rassembler les objets ou les documents se rapportant à l'histoire religieuse, politique et civile de l'Alsace, et en particulier de Mulhouse.

Déjà en 1858, à la suite de fouilles pratiquées dans la forêt de Rixheim, on avait mis à jour des restes d'anciens tombeaux datant de l'époque de Halstatt. Les objets recueillis, poteries, armes, bijoux avaient été déposés à la bibliothèque municipale.

Par la suite les dons ne tardèrent pas à augmenter ces premiers rudiments de collection et nécessitèrent leur transfert au premier étage de l'Ecole de dessin, alors rue Porte-Haute.

En 1872 le musée fut définitivement constitué sous sa dénomination actuelle à la suite d'un arrangement entre la ville et la S. I.

La ville, tout en en restant propriétaire, en confiait la direction à la S. I. qui déluguait à un comité permanent, composé de 25 membres, le soin de l'administrer. Ce

comité se recrute par cooptation et nomme lui-même son bureau. En 1882 le musée fut installé dans une des salles du musée des Beaux-Arts.

Les dépenses nécessaires à son entretien sont couvertes par une subvention de la ville de Mulhouse, des dons, des legs, et par les cotisations des membres d'une société dite « Société du musée historique ». Celle-ci fut créée en 1874 par M. Engel-Dollfus et publie depuis 1876 un bulletin mensuel qui contient, outre la liste des nouvelles acquisitions et les procès-verbaux des séances, des articles très documentés sur l'histoire de la vieille Alsace ou des monographies sur les objets remarquables du musée.

Les collections du musée sont extrêmement intéressantes, on peut voir à côté de vitrines réservées aux époques gallo romaines, mérovingiennes et franques, des armes, bannières, meubles, bois sculptés, tableaux, qui datent du moyen âge et de la renaissance, et un magnifique manuscrit du xvr^e siècle illustré d'environ 400 miniatures de toute beauté.

Les xvn^e et xvn^e siècles sont représentés par des objets variés, meubles, ustensiles de toilette, de ménage et de cuisine, costumes, jouets d'enfant, armes, bannières, vitraux, qui permettent de reconstituer fidèlement la vie des habitants de Mulhouse de l'époque.

Dans les collections du musée figurent également toute une série de costumes, d'uniformes et d'objets militaires modernes.

Annexée au musée mais installée dans une pièce spéciale se trouve une riche bibliothèque et tout un ensemble de gravures et de portraits alsaciens.

Musée archéologique Engel-Dollfus. — Ce musée peut être considéré comme une annexe du musée historique. Il a été légué à la S. I. par M. Engel-Dollfus qui n'avait cessé durant toute sa vie de le développer.

Il contient surtout des antiquités de la Basse-Alsace : haches néolithiques, amphores et poteries gallo-romaines, inscriptions, bas-reliefs, statuettes en bronze, monnaies gauloises et romaines, provenant des fouilles faites aux environs de Brumath, Hochfelden, Strasbourg, Niederbronn, etc. Une série d'objets des époques franques, burgondes et du moyen âge, des antiquités égyptiennes, des vases pompéiens complètent cette intéressante collection.

On y remarque également une carte murale d'Alsace dressée en 1843 par M. Clauss sur laquelle sont reportées toutes les localités ou stations romaines ayant un certain intérêt archéologique.

Musée lapidaire de l'église Saint-Jean. — Par suite du traité passé entre la ville et la S. I. en 1898, ce musée est placé sous un régime analogue à celui du musée historique. Il appartient comme lui à la ville et est administré par le même comité. Il contient une série de pierres tombales remarquables, des urnes funéraires, des amphores, des sarcophages à côté de chapiteaux de style romain datant du moyen âge, des fonts baptismaux de l'époque romaine, etc.

Le tout est installé dans le charmant décor qu'offre l'église de l'ancienne commanderie des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem à Mulhouse.

Cette église restaurée grâce aux efforts et à la propa-

gande du Comité du musée historique est un des plus beaux monuments de l'Alsace, avec ses jolies fresques traitées suivant les principes de l'Ecole de Schongauer.

Dans le square qui borde la chapelle sont dispersées quelques vieilles pierres qui lui donnent beaucoup de cachet, moulures romanes, fragments d'ogives; un grand crucifix très ancien; un puits datant de 1604, etc. .

Citons encore, avant d'en terminer avec les services qu'au point de vue artistique la Société Industrielle a rendus à la ville de Mulhouse, la part active qu'elle a prise à la restauration des anciens vitraux du ^{xiv}^e siècle de l'église Saint-Etienne démolie en 1858. Ces vitraux ornent maintenant les fenêtres du temple Saint-Etienne.

Musée d'Histoire naturelle de Mulhouse. — Ce musée a fait suite à un petit cabinet de minéralogie organisé en 1829 pour contenir les collections de MM. Pierre Risler et Edouard Koechlin. En 1838, à la suite d'une souscription ouverte par la Société Industrielle qui s'inscrivit pour une somme de 2.500 francs, on créait un véritable musée et on en confiait la direction au Comité d'histoire naturelle. Quelques-uns de ses membres aidés d'un naturaliste furent chargés de classer les collections et d'établir un catalogue.

Le musée occupe actuellement rue de la Bourse une partie des bâtiments de la S. I. Il possède de fort belles pièces provenant de dons ou d'acquisition. Dans une salle on a disposé les principales collections européennes et exotiques, oiseaux, mammifères, minéraux, coquillages, etc. Une autre est réservée spécialement à l'Alsace et

contient outre des mammifères et des oiseaux, des fossiles, des roches, des minéraux, etc.

La collection géologique Joseph Kœchlin, qui est particulièrement importante occupe une salle spéciale et renferme une série de fossiles très rares provenant des gisements les plus célèbres de France et d'Europe. Cette salle n'est pas ouverte au public et ne peut être visitée que sur autorisation spéciale. Les autres sont accessibles au public deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche.

Des tableaux explicatifs, des photographies permettent aux visiteurs de tirer tout l'enseignement possible des pièces exposées.

Le budget annuel du musée était d'environ 3.000 francs mais cette somme devenue insuffisante sera augmentée prochainement.

A côté du musée d'Histoire naturelle on trouve un musée ethnographique très bien organisé qui renferme des types intéressants de Chine, du Japon, des Indes, de Russie et d'Amérique. Il contient, en outre, deux momies égyptiennes dont l'une a été étudiée en détail par la commission du musée en 1906.

Expositions.

Les expositions exercent une action particulièrement bienfaisante sur l'essor économique d'un pays en excitant l'esprit d'invention en développant la concurrence et en favorisant des progrès de la technique ou des arts. D'une part, elles permettent au producteur d'atteindre facilement le consommateur sans frais de publicité exagérés et lui

procurent de nouveaux débouchés; d'autre part, elles facilitent au consommateur la comparaison des produits et lui évitent toute perte de temps en concentrant sur un petit espace tout ce qui peut l'intéresser.

L'utilité de certaines expositions, les expositions universelles et internationales a pourtant été souvent contestée. Les Sociétés Industrielles, en particulier, ont énergiquement protesté contre l'organisation de celle de 1900. Elles lui ont reproché de drainer vers un point et pour un but unique toutes les énergies et les ressources du pays, de désorganiser la production, de coûter fort cher et favorisant la diffusion des produits étrangers autant que celle des produits nationaux, de provoquer l'augmentation de leur importation en France.

Ces réflexions sont en grande partie justifiées, aussi est-il peu probable qu'on revoie jamais en France une exposition semblable à celle de 1900; mais elles ne s'appliquent pas aux expositions régionales. Celles-ci ont pour but de faire connaître la région et ses principaux produits. Aussi les Sociétés Industrielles les ont-elles presque toujours encouragées soit en leur accordant leur patronage soit même en participant à leur organisation. Cette participation est pour l'entreprise un gage presque certain de réussite.

Une Société Industrielle, qui par sa constitution même groupe dans son sein des vendeurs et une partie des acheteurs éventuels saura parfaitement déterminer, l'orientation qu'il convient de donner à l'exposition, le cadre dans lequel elle devra se dérouler, les règlements à établir. En contact permanent avec les industriels et les com-

merçants, elle saura garder un juste milieu entre l'exposition monstre qui coûte cher, et l'exposition mesquine qui donne une fâcheuse idée de l'industrie régionale. Enfin elle inspirera confiance à tous parce qu'on la sentira uniquement guidée par le souci de l'intérêt régional.

A ce point de vue, l'histoire de l'exposition de Nancy de 1909 est typique et nous allons résumer en quelques mots les conditions dans lesquelles la S. I. fut chargée d'accord avec la chambre de commerce d'en assurer l'organisation.

L'idée de faire une exposition universelle à Nancy était dans l'air depuis fort longtemps. On en parlait déjà en 1860 (1). Mais c'est seulement en 1906, que le conseil municipal en votait le principe et en 1907 qu'il décidait d'accepter la responsabilité et la direction de l'entreprise afin de bénéficier du patronage du Gouvernement. On confiait les études préliminaires à un homme d'affaire, un spécialiste qui s'était déjà chargé avec succès d'organiser les expositions de Tourcoing et d'Arras et qui devait prendre par la suite la direction de l'Exposition. L'œuvre ainsi amorcée comprenant outre un Directeur général expérimenté un comité supérieur sous la présidence du maire, semblait en bonne voie de réalisation, quand des difficultés commencèrent à se produire.

On avait eu l'idée de réserver aux seuls entrepreneurs de la région la construction du palais de l'exposition et un syndicat d'entrepreneurs s'était constitué à cet effet. Mais

(1) Metz en organisant une à la même époque le projet fut abandonné.

en février 1908, devant les risques courus et ne se jugeant pas suffisamment couvert le syndicat se disloque. On ne décide alors à faire appel à un entrepreneur général étranger à la région, qui se charge sous les ordres du Directeur général de la construction de l'exposition. On n'aura à lui verser que l'intérêt des sommes amorcées par lui, le principal des dépenses étant payé au fur et à mesure des recettes. Il s'engage de plus à ce que l'exposition soit prête dans un délai déterminé et à s'adresser autant que possible aux entrepreneurs de la région, pour sous-traiter. Cette solution permettait de se contenter d'un fonds de roulement relativement réduit 450.000 francs dont 275.000 francs souscrit par un syndicat de garantie et 180.000 francs avancés par la municipalité.

Mais cette première difficulté une fois réglée une autre allait surgir beaucoup plus grave. Le Directeur général placé à la tête de l'exposition semblait vouloir lui donner une orientation qui ne correspondait pas du tout au caractère essentiel de « manifestation originale et régionale de l'activité économique de l'Est » qui était celui désiré par la ville de Nancy. Il l'envisageait comme une entreprise commerciale, une vaste foire destinée à rapporter des bénéfices. Le conseil municipal s'émute, craignant que le prestige de la cité n'en souffrit et afin de contrôler l'organisation de l'Exposition décida la création d'un comité permanent de quatre membres tiré du comité supérieur. Le Directeur général devant cette marque de défiance donna immédiatement sa démission. On était alors à peine à dix mois de l'ouverture de l'exposition, il était impossible d'y renoncer, il fallait à tout prix aboutir. C'est ici que la

Société Industrielle de l'Est fut appelée ce jour un rôle de premier plan. La municipalité s'adresse à elle la priant de se mettre d'accord avec la chambre de commerce de l'université, de galvaniser les énergies, et de mener à bien l'œuvre entreprise en faisant de l'exposition, l'œuvre sérieuse destinée à faire connaître la Lorraine et son industrie qu'elle avait rêvée. Le comité permanent réorganise les comités de classe, crée des comités spéciaux et nomme comme nouveau Directeur général, M. Laffite, l'actif secrétaire de la S. I. qui jouit de la confiance et de l'estime générale. On lui donne le droit d'ordonnancer toutes les recettes et toutes les dépenses, la municipalité de Nancy ne conservant que le haut contrôle de l'exposition, et les responsabilités de tout ordre, notamment les responsabilités financières. La tâche du nouveau directeur est rude mais grâce à sa situation il est sûr de trouver auprès de tous l'accueil le plus empressé, tout se passe sans heurt et sans friction et l'exposition est prête au jour fixé.

Elle constitua une magnifique leçon de chose et fut une révélation par les Lorrains eux-mêmes en leur découvrant le développement économique prodigieux qu'avait pris leur pays dans les années qui ont précédé la guerre, la puissance de sa métallurgie, la grâce de ses industries d'art, d'un caractère si original que l'on a pu parler d'une Ecole de Nancy.

Les stands disposés avec méthode permettaient au public après avoir eu une vue d'ensemble de toutes les très vieilles industries de la région, impression sur étoffe, broderie, faïencerie, imagerie, etc., d'admirer le dévelop-

pement extraordinaire des industries nouvelles, grosse métallurgie, construction mécanique, industrie chimique, cotonnière et de constater les progrès faits dans l'industrie de la brasserie, de l'alimentation, du vêtement, des transports, de la papeterie, dans la fabrication des meubles d'art et des instruments de précision.

Des rétrospectives permettaient de suivre l'histoire de l'indiennerie, de la broderie, la chapellerie, la lutherie, la métallurgie, la coutellerie, la bijouterie, les transports et dans un raccourci saisissant montrait tout le chemin parcouru.

Les questions sociales, hygiène, habitation, mutualité, enseignement, n'étaient pas oubliées. L'enseignement ménager en particulier, grâce à une initiative très heureuse de M. Villain président de la S. I., disposait d'un local spécialement aménagé pour les démonstrations. On put ainsi montrer ces écoles en plein fonctionnement et intéresser le public à ces œuvres qui peuvent avoir sur la question sociale une influence profonde. Prendre la jeune fille au sortir de l'Ecole, lui donner si possible avant son entrée à l'atelier des notions d'hygiène, de couture, de cuisine, d'ordre et de propreté, en faire en un mot une ménagère accomplie n'est-ce pas là le meilleur moyen d'augmenter le bien-être et l'aisance dans le logis de l'ouvrier, le meilleur moyen de l'empêcher d'aller au cabaret, de le retenir à la maison ?

Plusieurs écoles se sont ainsi succédées dans le pavillon des Ecoles ménagères. L'Ecole du bureau de bienfaisance de Nancy, celle des mines du Mont Saint-Martin, celle de Trith Saint-Léger près Valenciennes fondée par

la coopérative ouvrière de consommation des Forges et Acieries du Nord et de l'Est, celle des mines de Moutiers et celle de Dombasles. Les élèves exécutaient toutes les opérations auxquelles elles avaient coutume de se livrer à l'Ecole, préparaient leur déjeuner dont le prix de revient variait de 0 fr. 35 à 0 fr. 45 par personne (!) et montraient ainsi aux visiteurs quelles bonnes et capables petites ménagères elles sauraient devenir plus tard.

La surface construite totale de l'exposition était de 20.000 mètres carrés dont 12.000 occupés réellement par les exposants. Ceux ci divisés en 14 groupes (1) étaient au nombre de 2.193.

Malgré le succès qu'elle a remporté, l'exposition de Nancy s'est soldée par un déficit, si toutefois on peut parler de déficit quand on met en regard le prestige moral qu'en a recueilli toute la région lorraine. C'est qu'en effet une exposition universelle ne peut se juger comme une entreprise commerciale à la simple lecture d'un bilan; telle exposition dont les recettes auront été brillantes pourra n'avoir eu qu'une action négligeable sinon nuisible sur les visiteurs, alors que telle autre dont les organisateurs auront voulu faire une œuvre originale, attrayante

(1) A titre de renseignement nous donnons la nomenclature des groupes avec entre parenthèses le nombre des récompenses obtenues dans chacun d'eux :

I. Enseignement (75); II. Art décoratif (140); III. Imprimerie (90); IV. Métallurgie (137); V. Mécanique générale et électricité (116); VI. Travaux publics (127); VII. Construction, ameublement (120); VIII. Textiles (142); IX. Industrie chimique (201); X. Industries diverses (99); XI. Agriculture, horticulture (225); XII. Forêts, chasse, pêche (113); XIII. Alimentation (316); XIV. Hygiène sociale (258).

et par là même coûteuse, exercera une influence particulièrement bienfaisante sur la prospérité de la région. Ce fut précisément le cas de l'exposition de Nancy. Le budget prévu par la première direction s'élevait à 3.100.000 fr. pour les dépenses, 1.150.000 francs pour les recettes, il a été en réalité de 2.720.000 pour les dépenses et de 2.500.000 francs pour les recettes.

Voici d'ailleurs un tableau résumant l'opération au point de vue financier :

Dépenses.

Personnel.	170.000 fr., soit 6	0/0 du total
Publicité	200.000 —	8 0/0 —
Construction	1.200.000 —	40 0/0 —
Jardin	150.000 —	5,5 0/0 —
Eclairage	200.000 —	8 0/0 —
Gardiennage	100.000 —	4 0/0 —
Aéronautique	170.000 —	6 0/0 —
Raccordement	50.000 —	2 0/0 —

Recettes.

Redevance d'emprunts	900.000 francs
Produits de concession	900.000 —
Produits des entrées	1.200.000 —
Aéronautique et aviation	80.000 —

A part cette exposition universelle à laquelle la Société industrielle fut amenée à s'intéresser d'une manière un peu accidentelle, nous pouvons encore citer à son actif deux autres expositions :

1° Celle du bureau moderne en 1912 où on trouvait réuni tous les systèmes et toutes les machines permettant l'application aux affaires des principes de l'organisation scientifique, classeurs, fiches, machines à copier, machines à timbrer etc., en un mot tout l'outillage du bureau moderne.

2° Celle de la citée moderne en 1913, qui devait servir à familiariser les habitants de Nancy avec toutes les questions d'extension des villes, d'habitations ouvrières et leur montre les procédés de fabrication qui permettaient l'emploi des matériaux modernes.

A Rouen. — La Société industrielle avait déjà participé avec succès à différentes expositions ; à celle des Beaux-Arts appliqués à l'industrie en 1874, à Paris où ainsi que la S. I. de Fourmies, elle obtenait une médaille d'or, à celle d'horticulture d'Amsterdam en 1874, à celle de Paris en 1878, lorsqu'en mai 1883 elle conçut le projet d'organiser à Rouen une exposition régionale. D'accord avec les autres sociétés savantes de la ville une commission de 39 membres fut chargée d'établir un avant-projet et finalement un conseil de 9 membres présidé par M. Besselièvre président de la S. I., fut nommé pour veiller à l'organisation de l'exposition. L'entreprise réussit brillamment. Close le 30 septembre 1884 elle avait duré quatre mois, reçu 60.000 visiteurs, encaissé plus de 800.000 francs avec une dépense de 650.000 francs et la part de bénéfices revenant à la Société lui permettait de créer un prix quinquennal dit prix de l'exposition. En 1896, une exposition du même genre avait lieu mais la Société se contentait de

l'honorer de son patronage. Elle ne renonçait pourtant pas à participer aux expositions chaque fois qu'elle pensait que l'industrie rouennaise pouvait en retirer quelque profit. A Paris en 1889, à Bruxelles en 1897, à Paris encore en 1900, enfin à Hanôï en 1902 elle recueillait de nombreuses récompenses.

Le 9 novembre 1898, elle organisait une exposition des arts photographiques dans le salon de son hôtel, et en 1902 une exposition des arts appliqués à la décoration des tissus. On put y admirer des pièces de toute beauté prêtées pour la circonstance par des particuliers, tapisseries, broderies, passementeries, soieries, rubans, dentelles, lingerie, mouchoirs, foulards, cravates, et même, car Rouen en est un centre important de fabrication, quelques paires de bretelles curieusement historiées. En outre, une rétrospective du drap d'Elbeuf contenait une série de jolis costumes normands allant du xvi^e au xix^e siècle. Elle fut très appréciée.

L'exposition installée dans les salles du musée de peinture reçut la visite de 50.000 personnes, ce qui fut un nouveau succès que la S. I. put ajouter aux précédents.

A Mulhouse. — Avant 1835 la Société n'avait organisé que de petites expositions comme celle dont l'arrivée à Mulhouse de Charles X en 1828 servit de prétexte. Mais en 1835 elle prit l'initiative d'une exposition alsacienne dans les salles de son hôtel. On vit pour la première fois figurer côte à côte les produits des départements voisins et ceux de la Suisse et du Duché de Bade. Une centaine d'exposants y représentaient presque toutes les branches de la grande et de la petite industrie. L'exposition dont la

réussite fut complète fut suivie en 1839, 1841 et 1876 d'autres expositions mais qui sont loin d'avoir eu la même importance.

A *Amiens* la Société industrielle, poursuivant des objectifs plus modestes, organisait en 1881, 1883, 1886 et 1899 une série d'expositions ouvrières destinées à faire connaître les petites inventions.

CHAPITRE V

Œuvres sociales créées ou inspirées par les Sociétés industrielles.

ENSEIGNEMENT MÉNAGER. HABITATIONS OUVRIÈRES.

CAISSES DE COMPENSATION. ŒUVRES DIVERSES

Enseignement ménager.

Nous avons déjà remarqué l'intérêt que prenait la Société industrielle de l'Est à l'enseignement ménager et nous l'avons vue à l'Exposition Universelle de Nancy organiser dans un pavillon spécial toute une série de démonstrations destinées à convaincre le public et en particulier les industriels de l'utilité des écoles ménagères, c'est-à-dire d'écoles où les fillettes puissent avant même leur sortie de l'école primaire et pendant toute l'année suivante prendre le goût et l'habitude des travaux du ménage.

Cet enseignement n'existe pour ainsi dire pas en France, ou plutôt il n'existe que d'une manière extrêmement fragmentaire.

Dans certains cas il est organisé par la municipalité

comme à Paris, dans d'autres cas par des coopératives ouvrières (1), des industriels, etc.

A Nancy c'est le bureau de bienfaisance qui donne aux jeunes filles admises au secours d'apprentissage les premiers principes de la tenue d'un ménage avant de les placer dans les ateliers. On leur y apprend quelques notions de couture, de raccommodage, d'hygiène et on les envoie pour quelques jours à la crèche municipale afin qu'elles sachent tenir un enfant, l'emballoter et lui donner sa nourriture.

Mais ces écoles ménagères devraient être infiniment plus généralisées, elles devraient être l'annexe de l'usine au même titre que l'atelier d'apprentissage. Il est du devoir de l'industriel de les créer pour ses ouvrières ou les filles de ses ouvrières.

Créer des écoles ménagères, c'est lutter contre le taudis, la tuberculose, la vie chère, c'est combattre l'alcoolisme. L'ouvrier qui voit régner chez lui la propreté, l'ordre, qui grâce à une ménagère experte et économe mène une vie confortable quoique simple ne va pas au cabaret. Travailler ainsi au bonheur de l'ouvrier ce n'est pas seulement le devoir du patronat, c'est encore son intérêt. L'ouvrier est moins tenté de quitter l'usine pour aller s'employer ailleurs, robuste et bien portant il est plus enclin au travail, plus adroit. Malheureusement pour

(1) Ex. : celle des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est. Elle relève complètement du conseil d'administration de la coopérative ouvrière de consommation. Les cours ont lieu 2 fois par semaine de 7 h. à 8 h. 30 du soir ; ils comprennent : cuisine, coupe, couture, raccommodage, lavage, repassage, nettoyage, etc.

organiser des cours d'enseignement ménager il faut avoir des professeurs. Où l'industriel pourra-t-il les trouver puisqu'il n'existe pas en France d'établissements susceptibles d'en former ? On ne peut guère parler de l'Ecole de Paris car bien peu de ses élèves se résignent à aller vivre en province. Pour combler cette lacune, tout au moins dans la région de l'Est, M. Villain eut l'idée de créer à Nancy une Ecole normale d'enseignement ménager semblable à celles qui existent à Fribourg en Suisse, à Wavre-Notre-Dame en Belgique.

Cette Ecole qui fonctionnait depuis 1912 dans les locaux de la Société industrielle a interrompu ses cours en 1914 et ne les a pas encore repris. Il faut espérer qu'en dépit des obstacles elle pourra être remise sur pied et que les autres Sociétés Industrielles non contentes de mener auprès de leurs membres une active propagande en faveur de l'enseignement ménager leur faciliteront la tâche en se chargeant de former le personnel enseignant, dans des Ecoles normales créées par elle.

A Nancy l'enseignement comprenait trois cours : cours normal, cours annexe, cours spécial.

Cours normal. — Destiné à former les futures maitresses il recevait après un examen d'entrée les jeunes filles de 16 à 20 ans ayant ou non le brevet élémentaire. La durée des études était de deux années. Les cours avaient lieu tous les jours de 8 h. du matin à 6 h. du soir sauf le samedi qui était laissé aux élèves pour mettre en pratique chez elles les leçons reçues dans la semaine.

A la tête de l'Ecole se trouvait une directrice très familia-

risée avec toutes les matières de l'enseignement ménager, assistée d'une adjointe chargée plutôt de la surveillance des travaux de coupe, de couture et de repassage ; un professeur de cuisine et un professeur de coupe de vêtements complétaient le corps enseignant.

Les cours étaient théoriques et pratiques.

a) L'enseignement théorique comprenait l'étude des matières suivantes :

1° *Hygiène générale et individuelle* : soins à donner aux malades et aux blessés ; exercice pratique de pansement ; puériculture ; stage de 5 jours dans une crèche ; hygiène de l'alimentation.

2° *Economie domestique* : Principes généraux de la tenue d'une maison ; répartition méthodique des divers travaux du ménage.

3° *Comptabilité ménagère* : Etude de la valeur marchande des objets confectionnés en coupe ou en lingerie ; livres de compte du ménage ; budget.

4° *Pédagogie* : Cours et conférences sur la physio-psychologie de l'enfant ; méthodes à employer dans l'enseignement ménager ; lectures et causeries sur l'enseignement ménager en France et à l'Etranger.

b) L'enseignement pratique portait sur les matières suivantes :

1° *Cuisine* : Achats ; marchés ; manipulations culinaires sous la direction du professeur ; préparation des aliments, leur cuisson ; dressage des plats ; direction et responsabilité d'un repas ; composition du menu au point de vue économique et de la valeur nutritive des aliments ; cuisine pour les malades.

2° *Ménage* : Trois quarts d'heure de ménage chaque matin ; entretien de la maison, parquets, cuivre, vitres, etc.

3° *Blanchissage* : Lessives, linges de maison et linges de corps ; savonnage, nappe, lainage ; nettoyages divers ; détachages, repassage et apprêts à l'empois cuit ou cru.

4° *Lingerie* : Cours théorique et exécution de diverses pièces de la layette et du trousseau ; de vêtements de travail pour hommes et femmes ; tricot, crochet ; travaux de broderies et de dentelles ; points et jours ; raccommodage.

5° *Coupe de vêtements* : Coupe métrique ; coupe d'après moulage ; coupe et exécution de blouses, jupes, robes et vêtements, costumes de petites filles et garçonnets, utilisation de vieux vêtements.

6° *Mode* : Confection d'une forme : comment recouvrir et garnir une forme.

A ces cours s'ajoutaient des conférences faites sur les sujets qui pouvaient intéresser de futures ménagères : le feu ; l'aliment ; les boissons ; les droits et les devoirs des maitresses de maison ; la grammaire de la cuisine ; le jardin potager : son organisation ; les légumes dans le ménage, fruits divers, conservation ; l'hygiène à la maison ; la hausse du coût de la vie et le rôle de la femme au foyer ; la dépopulation de la France, etc.

On avait pensé donner aux cours théoriques la forme d'un enseignement familial, causeries, discussion, recherches en commun. Mais le très faible degré d'instruction de la plupart des élèves ne permit pas d'appliquer cette méthode. On dut se borner à de brèves explications et à des résumés dictés.

Les cours étaient gratuits sauf pour celles qui, ne se destinant pas à l'enseignement, payaient un droit de 30 francs par an. Mais les dépenses faites pour la préparation des mets, des exercices de couture et de coupe restaient à la charge des élèves. Les jeunes élèves ont toujours montré beaucoup de bonne volonté et un vif désir d'apprendre, mais leur inexpérience était encore plus complète des choses du ménage qu'on n'aurait pu le supposer et prouvait combien cet enseignement aurait besoin d'être généralisé.

La Société Industrielle s'est toujours appliquée à leur trouver une situation à leur sortie de l'Ecole. D'ailleurs en 1913 5 élèves sur 12 qui suivaient le cours normal étaient déjà choisis par des industriels pour diriger les écoles qu'ils avaient l'intention de créer,

Cours annexe. — Ce cours analogue à ceux que l'on rencontre dans les Ecoles normales d'instituteurs avait pour but de permettre aux élèves-maitresses de se familiariser avec la pédagogie. Les enfants des écoles de la ville venaient y passer quelques heures tous les jours.

Cours spécial. — Il était destiné à former des maitresses de maison et recevait des élèves de 16 à 20 ans appartenant à la classe aisée. Le programme assez semblable à celui du cours normal était plus sommaire. Les jeunes filles ne venaient à l'Ecole que trois jours et demi par semaine et payaient un droit de scolarité de 15 francs par mois.

Habitations ouvrières.

C'est à Mulhouse que prit naissance le mouvement en faveur des habitations ouvrières. Déjà en 1833 M. Kœchlin, maire de cette ville, avait fait construire auprès de son usine quelques petites maisons avec jardinnet pour y loger des ménages ouvriers. Ces maisons comprenaient 2 chambres, 1 cuisine, 1 grenier et 1 cave. Mais c'est seulement en 1831 que la Société industrielle, à la suite d'une communication de M. Jean Roche sur le logement ouvrier, chargea son comité d'utilité publique de déposer un rapport sur la question et de voir s'il ne serait pas possible de provoquer la constitution d'une Société ayant pour but la création de vastes quartiers ouvriers. Le développement rapide de l'industrie attirait vers des endroits peu préparés à la recevoir une population très dense et obligeait les ouvriers à vivre entassés dans des taudis, au grand détriment de leur santé physique et morale. Il fallait donc à tout prix construire de nouveaux logements.

Pour faciliter l'étude du problème et permettre au comité de baser les conclusions de son rapport sur les données de l'expérience, M. Jean Dollfus fit construire par un architecte, M. Müller, quatre types différents de maisons à plusieurs logements chacune, entourées de petits jardins ; au bout d'un temps suffisamment long on fit une enquête auprès des habitants à la suite de laquelle deux types de maisons furent adoptés. Enfin en 1832 « la Société mulhousienne des cités ouvrières » était définitivement constituée sous la présidence de M. Dollfus. Tous ses actionnaires

étaient membres de la Société industrielle. On peut donc affirmer que, sans avoir été la véritable créatrice des cités ouvrières de Mulhouse, c'est la Société Industrielle qui en a rendu la construction possible, grâce aux études de son comité d'utilité publique et à l'entente qu'elle a su réaliser entre ses membres.

La « Société mulhousienne des cités ouvrières » s'était, comme nous le verrons plus loin, proposée de construire des logements en vue principalement de les céder aux ouvriers et cela au plus bas prix possible. Malheureusement un grand nombre d'entre eux seront toujours dans l'impossibilité absolue d'acheter une maison si modeste qu'elle soit, aussi M. et Mme Lalande, désireux de compléter sur ce point l'œuvre des cités ouvrières, faisaient-ils don en 1901 à la Société industrielle d'une somme de 137.500 francs pour la construction d'une série de logements (24) se composant chacun de deux ou trois chambres et d'une cuisine, destinés à être loués et non vendus. En 1905, continuant de travailler dans cette voie, ils créaient une Société « l'Union Home » qui a pour but l'achat et la vente de terrains, la construction et la gérance de logements hygiéniques à bon marché.

Les cités ouvrières de Mulhouse avaient acquis rapidement une réputation européenne, aussi en 1860 la Société industrielle de Reims que préoccupait le problème de l'habitation ouvrière envoyait-elle une délégation pour les étudier sur place.

A la suite de cette visite et des comptes rendus qui furent publiés, une société pour la construction d'habitations à bon marché « Le foyer rémois » se fondait, mais étant

donné le caractère un peu particulier de cette entreprise, la S. I. tout en suivant ses efforts avec sympathie préférait ne pas y participer directement. Plus tard, en 1912, une nouvelle société, « Le crédit immobilier », destinée à faciliter à l'ouvrier ou à l'employé l'accession à la propriété de sa maison, était créée par la caisse d'épargne de Reims et cette fois elle souscrivait quelques actions de façon à avoir voix délibérative aux assemblées générales de la future société.

A peu près à la même époque une Société analogue se fondait à Rouen où la S. I. venait d'organiser une série de conférences destinées à faire connaître au public les avantages qu'il pouvait retirer de la loi sur les habitations à bon marché.

Cette Société au capital initial de 500.000 francs entreprenait la construction de 70 maisons. Poursuivant ses efforts et intensifiant sa propagande, la S. I. organisait en 1913 un concours de projets d'habitations ouvrières doté de prix importants.

A Amiens, la S. I. ne cessait depuis 1865 de s'occuper du logement ouvrier et favorisait la création de la « Société anonyme de crédit immobilier de la Somme », de la « Société régionale d'habitations à bon marché » et dans un ordre d'idée un peu voisin de « L'œuvre des jardins ouvriers ».

D'ailleurs on peut dire que d'une manière générale toutes les Sociétés Industrielles ont étudié en détail le problème des habitations ouvrières, soit au sein de leurs comités, soit dans leurs congrès.

Nous avons déjà cité le rapport de M. Zuber qui, à

Mulhouse, déclancha un si puissant mouvement en leur faveur ; citons également à Nancy ceux du professeur Bourcart, celui de M. Villain sur « la crise du logement populaire et les moyens d'y remédier », de M. Hottinger sur « l'habitation populaire et l'extension des villes », « le développement de l'habitation à bon marché dans la région de l'Est », etc. A Rouen, les études de MM. Deschamps, Hoff, Delaporte ; à Amiens celles de M. Legrand, etc.

Au congrès de Mulhouse, en 1920, il n'y avait pas moins de quatre rapports (1) sur cette question. Elle y fut étudiée sous tous ses aspects : social, technique, juridique, financier, par le docteur Lemièrre, par MM. Schulé, architecte, Ferrand, Portevin et Hollande. Elle est en effet assez complexe tout au moins au point de vue social et financier.

Au point de vue social il semblerait à première vue que la meilleure solution consiste à s'efforcer de rendre l'ouvrier propriétaire de sa maison. Tout d'abord on l'incite à faire des économies, on le rend ensuite plus réfractaire à la propagande de révolution sociale. Enfin possesseur d'une maison salubre, agréable, pourvue d'un petit jardin, il est moins tenté de quitter le pays pour chercher fortune ailleurs et trouve en dehors de ses heures de tra-

(1) *L'habitation ouvrière*, par le docteur Lemièrre ; *La question du logement ouvrier à Mulhouse en 1920*, par M. Charles Schulé, architecte ; *L'examen comparatif de la législation en vigueur en Alsace-Lorraine sur les habitations à bon marché*, par M. Lucien Ferrand ; *La reconstitution de l'habitation ouvrière*, par MM. Poitevin et Hollande.

vail une occupation saine dans les soins qu'il donne à son intérieur et qui le détournent d'aller au cabaret. Mais à la réflexion cette méthode apparaît bien moins séduisante.

Le salaire de beaucoup d'ouvriers ne leur permet pas d'économiser la somme suffisante à l'acquisition d'une maison quel que soit le système d'annuités employé. De plus un grand nombre d'entre eux épris de liberté et aussi tentant que puisse être en France l'attrait de la propriété refuse de se laisser ainsi enchaîner à la région ou à l'usine. Souvent aussi comme l'expérience l'a montré beaucoup d'ouvriers devenus propriétaires revendent leurs maisons avec bénéfice pour aller se loger ailleurs à meilleur marché. 94 0/0 des cités sont passés ainsi entre les mains des tiers, ce n'était évidemment pas ce qu'avait espéré la Société d'habitations ouvrières. Même si cette éventualité ne se produit pas, l'ouvrier cherche à tirer des revenus de sa maison pour améliorer sa situation, il la sous-loue en partie, transforme le grenier en logement, etc., d'exploité il se fait exploitant et voilà sa maison autrefois si claire, si salubre transformée en taudis. Car un taudis, ce n'est pas une habitation insalubre par elle-même, mais plutôt par la façon dont elle est occupée. Les enquêtes faites à Mulhouse à ce sujet ont été si probantes que la « Société mulhousienne des habitations ouvrières » a décidé de supprimer les greniers dans ses nouvelles constructions, mais pour donner satisfaction aux desiderata de l'ouvrier sans pourtant nuire à l'hygiène de la cité, elle a entrepris la construction de maisons à deux ou trois logements permettant la sous-location. Celles-ci sont évidem-

ment plus chères mais les ouvriers les préfèrent et les paient.

Au point de vue financier, il est évident que la solution de l'ouvrier propriétaire est préférable. L'entreprise exige un fonds de roulement bien moins considérable puisque soit par annuité soit autrement la Société se trouve remboursée de ses avances et peut en théorie entreprendre indéfiniment la construction de nouveaux logements. L'expérience de Mulhouse que nous allons décrire en détail le montre surabondamment.

La « Société Mulhousienne » fondée en 1852 pour fournir aux ouvriers des habitations salubres, riantes et agrémentées d'un petit jardin fut au début composée de 12 actionnaires. Elle était au capital de 300.000 francs représenté par 60 actions de 5.000 francs. Par la suite le nombre des actionnaires s'est élevé à 20 et celui des actions à 71 ce qui a porté le capital à 355.000 francs. L'Etat lui accorda une subvention de 300.000 francs qui servit à l'établissement des rues, trottoirs, égouts, fontaines, palissades, bains, lavoirs, boulangeries, restaurants (1) (2), bref de tout ce qui était d'utilité générale. Cette somme fut d'ailleurs insuffisante et les reliquats des fins d'exercice y furent affectés. Par contre l'intérêt des actions ne devait pas dépasser 4 0/0 et la Société s'engageait à ne pas vendre ses maisons au-dessus du prix de revient majoré de 80/0. Ces ventes se faisaient au moyen d'un premier ver-

(1) Les restaurants installés par les soins de M. Jean Dollfus pouvaient livrer des repas au prix de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 (1).

(2) La Société a également contribué pour une somme de 32.000 fr. à la construction d'une salle d'asile pour enfants

sement de 300 francs à 500 francs suivant la valeur de l'immeuble et de mensualités variant de 18 à 25 francs. Toutes ces sommes étaient portées au crédit de l'acheteur avec intérêt de 3 0/0. Dans le cas où il se trouvait dans l'impossibilité de continuer les versements (mort, départ du pays, etc.), la résiliation du bail avait lieu à l'amiable et le premier versement lui était rendu avec intérêt. Les autres servaient à solder le prix de location. Il est bon de remarquer à ce sujet que les mensualités exigées du futur propriétaire n'étaient que très peu supérieures à celles demandées à l'ouvrier simple locataire.

On voit combien ces conditions étaient avantageuses pour celui-là, surtout si on réfléchit qu'il bénéficiait entièrement du lotissement et de la plus-value prise par les immeubles par suite de l'achèvement de la cité. Les mensualités qui duraient une quinzaine d'années ont été très régulièrement payées.

La Société commença ses travaux à la fin de 1853. La première année elle avait déjà édifié une série de 100 maisons à un étage qui coûtèrent 256.000 francs. En 1864, 616 coûtant 1.753.875 francs; en 1877, sur 948 maisons construites moyennant 2.780.615 francs, 945 étaient vendues et presque acquittées. En 1888, elle avait construit 1.124 maisons et il ne lui restait dû que 295.540 francs. En 1902, tous les terrains acquis par la Société, soit 32 hectares, étaient couverts, et les cités ouvrières comprenaient 1.243 maisons.

Indépendamment des maisons destinées à la vente, on avait construit pour les célibataires un grand bâtiment

divisé en chambres meublées, avec salle commune chauffée et éclairée.

De 1906 à 1908, la Société se remettant au travail construisit une nouvelle cité de 66 maisons sur un terrain de 12.000 mètres carrés situé près de Dornach. Les habitations sont de un ou deux logements et ont chacune un jardin.

Depuis la guerre, la crise du logement, comme partout ailleurs, n'a fait que se développer, on a établi que, depuis 1914, il n'avait été construit à Mulhouse que 87 maisons avec 138 logements alors que, normalement, ces nombres auraient dû être respectivement de 672 et de 2.380.

La Société des cités ouvrières a donc résolu de continuer son œuvre. Mais le prix de la construction a considérablement augmenté et les maisons qu'elle pouvait établir avant la guerre pour 6.000 à 10.000 francs valent maintenant 20.000 à 23.000 francs. Pour que, malgré ce prix élevé, l'ouvrier puisse fournir le versement prévu par la loi Ribot et obtenir l'aide de l'Etat, la Société a eu recours à une combinaison ingénieuse. Moyennant une deuxième hypothèque prise sur l'immeuble, elle complète la somme exigée et s'engage à parfaire les mensualités exigées par la loi pour la libération en 25 ans. Dans la suite elle se fait rembourser ses avances. Elle a ainsi déjà construit un groupe de 9 maisons en briques apparentes, comprenant 11 logements.

Nous allons maintenant dire un mot d'une autre Société mulhousienne dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, l'« Union Home », qui a pour but : « l'amélioration

« des logements modestes à Mulhouse et dans ses environs
 « par l'achat et la vente de terrains, la construction et la
 « gérance des logements hygiéniques à bon marché ». Cette société créée par M. Lalance en 1903, entreprit la construction d'un groupe de maisons comprenant 44 logements de 1, 2, 3 ou 4 pièces. Un an après ils étaient terminés et venaient s'ajouter aux 24 logements déjà dus à la générosité de M. Lalance. En 1918, on édifia une nouvelle maison dont les installations intérieures sont plus soignées et qui est réservée aux employés de l'industrie et du commerce.

En outre, une laverie avec séchoir à vapeur avait été prévue, mais les frais que son entretien exigeait étant hors de proportion avec les services rendus, on la supprima en 1922.

En 1922, le premier groupe de logements abritait 86 personnes, dont 42 enfants, le deuxième, 296, dont 158 enfants et le troisième, 56, dont 24 enfants. Les revenus, frais d'entretien déduits, sont d'environ 3.3 0 0 du coût de la construction.

On se rend compte qu'au point de vue financier, la méthode employée par la « Société des Cités Ouvrières » est infiniment plus productive, puisqu'avec un capital de 650.000 francs elle a permis la construction de plus de 1.300 maisons coûtant ensemble plus de 3 millions, mais comme ce point de vue n'est pas le seul à considérer, il est bon, comme on l'a fait à Mulhouse, d'employer concurremment les deux systèmes.

Pour juger le rôle social des œuvres que nous venons d'examiner, il ne faut pas s'arrêter seulement aux indica-

tions données précédemment, il faut songer à l'action bienfaisante qu'elles ont exercée autour d'elles. Il est évident que dans les maisons ouvrières construites depuis, soit par des particuliers, soit par des collectivités, on a dû tenir compte des conceptions nouvelles d'hygiène et de salubrité introduites par elles et subir le progrès.

Actuellement, la crise de l'habitation ne fait que s'accroître. Les interventions de l'Etat dans ce domaine ont été inopérantes, ou plus exactement nuisibles. Ce n'est pas en taxant les loyers qu'on fera apparaître des logements qui n'existent pas. On ne fait que favoriser les « beati possidentes » au détriment des autres, on ne fait que les encourager à conserver leurs aises ou même à les accroître puisque l'augmentation de leur loyer reste de beaucoup inférieure à l'augmentation générale de leurs revenus et qu'ils paient relativement (1) moins cher pour se loger qu'en 1914. On ne fait en définitive qu'aggraver la crise (2).

(1) Et même d'une manière absolue : si on évalue le loyer en franc-or.

La loi sur les loyers s'appliquant aux étrangers ayant combattu en France, Anglais, Américains, etc., il en résulte qu'ils paient en livres et en dollars leur loyer deux fois moins cher qu'en 1914. La France est riche !

(2) Nous retrouvons ici la loi absolument générale de l'offre et de la demande. Si le prix d'une denrée diminue, la consommation augmente, surtout s'il s'agit d'une denrée qui, comme l'habitation, perd facilement ses qualités d'objet de première nécessité pour devenir un objet de luxe.

Or, le prix des loyers diminue puisqu'il ne correspond pas à l'accroissement général du coût de la vie. La crise qui existe dans les villes où la population n'a pas varié est une preuve de ce que nous avançons.

Nous ne voyons de solution, tout au moins en ce qui concerne les habitations ouvrières, que dans l'action concertée des industriels, et les Sociétés Industrielles ont ici un rôle de premier plan à remplir. Sans doute, elles ont déjà procédé à de nombreuses études et émis une grande quantité de vœux, témoin ceux du Congrès de Mulhouse :

« ... Que tous les industriels étudient avec le plus grand
« soin les moyens d'améliorer le logement de leurs
« ouvriers et plus particulièrement des chefs de famille
« nombreuse, en leur accordant des avantages constituant
« une forme très heureuse du sursalaire familial.

« Que la législation française sur les habitations à bon
« marché soit rendue le plus rapidement possible applica-
« ble à l'Alsace et à la Lorraine et qu'elle soit modifiée de
« telle sorte que les industriels qui s'efforcent d'améliorer
« les conditions d'hygiène du logement de leur personnel
« y trouvent un efficace encouragement. . . »

« Que la construction de nouveaux logements ouvriers
« étant intimement liée à la prospérité de l'industrie, des
« coopératives d'industriels soient fondées pour en hâter
« et en faciliter l'exécution ».

Ou ceux du Congrès de Rouen :

« Que la propagande qui s'impose actuellement en
« France sur toutes les questions d'hygiène sociale s'exerce
« d'une manière pressante, en faveur de l'amélioration
« du logement des travailleurs ».

Mais nous pensons qu'elles ne doivent pas rester constamment dans le domaine spéculatif. Elles doivent mettre sur pied ces coopératives d'industriels dont elles demandent

la réalisation, coopératives de construction ou coopératives de crédit.

Pourquoi ne suivraient-elles pas l'exemple de l' « Union des Industries métallurgiques et minières » ? Cette puissante fédération a favorisé la création d'une « Caisse foncière de crédit pour l'amélioration du logement industriel » au capital initial de cinq millions de francs ; celle-ci a émis dans le public pour vingt-cinq millions d'obligations à 5 1/2 0/0. La caisse se propose de fournir aux industriels les capitaux nécessaires à la construction de maisons salubres destinées à leur personnel. Dans ce but elle peut : « consentir des prêts à des Sociétés immobilières constituées ou non sous le régime des sociétés d'H. B. M., ou acquérir, construire, prendre en location elle-même des maisons en vue de les vendre ou de les louer à des Sociétés immobilières ou aux industriels eux-mêmes. » Le crédit accordé ici est plutôt un crédit personnel qu'un crédit réel.

L'aide apportée aux Sociétés d'H. B. M. peut d'ailleurs affecter des formes très variées. C'est ainsi qu'à Mulhouse, les maisons Schlumberger, Schwartz et Lœderich ont consenti à prêter à la « Société des maisons économiques » des capitaux à un taux de 3 0/0 à condition que les loyers des habitations ne soit pas supérieur à 4 1/2 0/0 (3 + 1,5 pour les charges) du prix de la construction. Une autre solution consisterait également pour les industriels qui ne veulent pas ou ne peuvent pas faire l'avance du capital à s'engager à verser la différence entre l'intérêt de 6 0/0, taux auquel on peut trouver à emprunter sur hypothèques et celui de 3 0/0.

Nous souhaiterions pour terminer que les Sociétés Industrielles qui ont si souvent protesté contre l'intervention des pouvoirs publics dans les questions économiques prennent à cœur de montrer ce que peut réaliser l'initiative privée dans un domaine aussi complexe. Non seulement elles n'en auront que plus de force pour élever la voix chaque fois qu'une mesure inconsidérée aura été prise par le Gouvernement, mais encore elles auront bien mérité du pays, car suivant la parole toujours vraie de Jules Simon : « Sans foyer il n'y a pas de famille, sans famille pas de morale, sans morale il n'y a ni Société, ni patrie ».

Les Caisses de compensation.

La diminution constante de la natalité en France réduisant de plus en plus la quantité de main-d'œuvre disponible, notre industrie est menacée de se trouver à brève échéance dans une situation critique. Il est donc naturel que la question de la dépopulation fasse l'objet d'une étude attentive des milieux intéressés en particulier des Sociétés Industrielles.

Au début du XIX^e siècle le problème ne se posait pas, bien au contraire. Ce n'était pas la diminution de la natalité qui préoccupait les économistes, mais l'augmentation trop rapide de la population. Malthus fut un des premiers à en signaler le danger.

Sa démonstration est trop connue pour que nous la rappellions ici, disons simplement qu'effrayé de voir croître la population d'une façon disproportionnée avec la demande de main-d'œuvre et la quantité de subsistance

nécessaire à son entretien, il ne voyait pas d'autre moyen pour la classe ouvrière d'éviter la misère que de pratiquer l'abstinence.

Maintenant que le problème a changé de face, on peut se demander s'il n'existe pas des procédés permettant aux industriels de conjurer la crise qui les menace.

On a souvent comparé le travail à une marchandise et on a remarqué que la détermination de sa valeur obéissait à la loi de l'offre et de la demande. Il semble donc qu'il suffirait d'en faire varier le prix c'est-à-dire les salaires pour obtenir automatiquement la main-d'œuvre désirée. Mais s'il est exact de dire que le salaire obéit à la loi de l'offre et de la demande, ce serait une erreur de croire que celle-ci ait jamais eu le pouvoir de réaliser l'équilibre dans la production. Elle n'exprime qu'un rapport entre deux quantités : semblable à un instrument de mesure, elle enregistre à un moment déterminé la valeur d'un objet sur le marché et la rend palpable sous la forme du prix.

La valeur d'un produit est fonction d'un certain nombre de facteurs, utilité, rareté, difficulté d'acquisition, sur lesquels, d'ailleurs, les économistes n'ont pas toujours été d'accord. Ces facteurs se trouvant sous le contrôle de certaines forces, l'équilibre dépend en fin de compte de l'action de ces forces qui diffèrent d'ailleurs suivant les circonstances.

Prenons le cas d'un objet pouvant être produit en quantité illimitée. La force dominante sera l'appât du gain. Le nombre des objets en circulation devenant insuffisant, les prix montent (loi de l'offre et de la demande) indiquant que la fabrication peut en être particulièrement

rémunératrice et le producteur l'entreprend. Les prix baissent alors et s'établissent à un cours voisin du coût de production.

Considérons maintenant le phénomène de la population. Comment une hausse de salaire due à la pénurie de main-d'œuvre pourra-t-elle en augmenter la quantité. L'appât du gain ne pourrait agir comme stimulant que sous le régime de l'esclavage. Mais ici, d'autres forces peuvent entrer en jeu. L'homme est guidé par d'autres passions que celle de l'argent. Il est en particulier soumis à l'instinct sexuel : or, à l'époque de Malthus, les données de la science ne permettaient pas encore d'éviter la conception. Il en résultait que le chiffre de la population ouvrière, des prolétaires, pourrait-on dire avec infiniment plus de raison qu'aujourd'hui, se maintenait toujours au maximum compatible avec les moyens de subsistance mis à sa disposition.

L'instinct sexuel jouait donc vis-à-vis de la population un rôle analogue à celui du foyer sous une chaudière qui, la maintenant constamment à une pression déterminée, permet d'en tirer de la vapeur au fur et à mesure des besoins. Il suffisait d'augmenter ou de réduire les salaires pour avoir immédiatement la main-d'œuvre voulue.

Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Amour physique, procréation, mariage, n'ont entre eux que des rapports plus ou moins lointains, et on ne voit aucune raison pour que, comme le croyait Lassalle (1), le salaire soit en rela-

(1) Lassalle écrivait : « Comme le prix de toutes les autres marchandises, le prix du travail est déterminé par les rapports de l'offre et de la demande. Mais qui est-ce qui détermine le prix du marché

tion avec le coût de production de la main-d'œuvre. Ce n'est donc pas par une augmentation générale des salaires qu'on peut espérer résoudre la crise de la natalité. Elle a des causes beaucoup plus graves et qui tiennent à l'évolution des idées morales ou religieuses. Ce qu'on peut et ce qu'on doit faire, outre une propagande appropriée, c'est permettre aux gens qui désirent avoir des enfants, de les élever convenablement.

Or sous le régime de la libre concurrence le travail du célibataire et celui du chef de famille ont la même valeur. Il ne peut être établi entre eux aucune discrimination. Il importe donc par une entente entre les employeurs de limiter la concurrence dans ce domaine particulier. Nous ne voulons pas dire que cette entente doit avoir pour but de modifier le caractère du salaire. Cela n'est ni utile ni possible. Il doit toujours être considéré comme la rémunération du travail fourni. Mais elle permettra de distribuer aux ouvriers chefs de famille des indemnités proportionnelles au nombre de leurs enfants.

Ce sont ces indemnités qu'on a désignées d'abord sous le nom de sursalaire puis d'allocations familiales. Ces deux expressions sont fort mal choisies. Le terme de sursalaire (1) par son origine même prête à confusion car

de chaque marchandise ou la moyenne du rapport de l'offre et de la demande d'un article quelconque ? — Les frais nécessaires à sa production. » Et il entendait par là que le salaire représentait la somme *strictement* nécessaire, pour permettre à l'ouvrier de vivre. Sans quoi son raisonnement n'aurait rien prouvé.

(1) Les industriels en prohibent d'ailleurs l'emploi et le congrès des S. I. de Rouen en 1922 émettait le vœu :

2^o Que l'expression sursalaire soit écartée et que dans toutes les

il évoque soit la rémunération d'un travail supplémentaire ce qui n'est pas le cas, soit l'idée d'une indemnité proportionnelle au salaire ce qui n'est pas le cas non plus. Les mots allocations familiales qui ont été adoptés plus tard ne sont pas plus heureux car ils impliquent une vague idée de bienfaisance et de charité. Or rien n'est plus loin de la réalité ! C'est bien pourtant cette opinion que l'on retrouve presque partout exprimée quand on feuillette les comptes rendus de congrès d'industriels où la question des allocations familiales a été discutée. Voici par exemple ce qu'écrivait à ce sujet M. Bernard directeur de l'A. I. C. A. de Lyon.

« S'il est juste que l'employeur supporte les conséquences financières du travail lui-même lorsque ce travail cause un préjudice à l'ouvrier, par exemple, en matière d'accidents du travail, s'il est juste aussi que le patron concoure à la constitution de retraites puisque c'est au cours de son travail que l'ouvrier a vu peu à peu les années s'accumuler et ses forces disparaître, il serait par contre étrange et presque scandaleux qu'il paye obligatoirement les frais d'une loi sociale qui n'a aucun lien avec le travail. Le salaire, le travail n'ont aucun lien avec l'allocation de famille. L'allocation de familles est une institution de solidarité sociale ; elle est à la charge ou bien de ceux qui l'acceptent librement, ou bien de la nation, si celle-ci la croit indispensable » (1).

circunstances où les Sociétés Industrielles seraient consultées, elles recommandent aux partisans du régime des allocations d'éviter l'emploi du mot « sursalaire » soit pour désigner des allocations soit pour entrer dans la désignation des caisses de compensation.

(1) Organisation et production n° juillet 1921.

Nous ne partageons pas du tout cette manière de voir. Nous estimons qu'il existe une analogie frappante entre les indemnités accordées aux familles nombreuses et les pensions de retraites pour la vieillesse. Toutes deux sont payées pour subvenir aux besoins de l'ouvrier quand il est dans l'incapacité de travailler, soit parce que trop jeune, soit parce que trop vieux. Mais tandis que les secondes sont obtenues par des prélèvements plus ou moins directs sur les salaires, les premières peuvent être considérées comme des avances faites au futur ouvrier, avances récupérées par la suite sur son salaire lorsqu'en âge de travailler il participera indirectement au versement d'allocation familiale. Pour nous exprimer d'une manière plus rapide nous pourrions dire que le sursalaire est pris sur le fond des salaires.

D'ailleurs, avant de parler de générosité patronale il faudrait donner la définition du « juste salaire » et il est peu probable qu'on y parvienne jamais. Tout ce qu'on peut affirmer c'est qu'une fois l'institution généralisée, et elle ne peut pas ne pas l'être, les allocations familiales entreront dans l'établissement du prix de revient comme y entrent les primes d'assurance et l'amortissement du matériel car elles participent un peu à ce double caractère. Elles seront donc en définitive payées par le consommateur.

D'après ce que nous venons de voir, le système des allocations familiales (nous préférons le terme « avances familiales ») ne peut être établi qu'après entente entre les producteurs. Mais cette entente si elle est nécessaire est loin d'être suffisante, il faut encore créer une caisse com-

mune. On évitera ainsi que certains patrons par raison d'économie ne soient amenés à éliminer de leur personnel des chefs de famille nombreux et on pourra en égalisant les charges rétablir l'équilibre entre les établissements possédant en majorité un personnel de célibataires et les autres. Cette caisse constitue la pièce maîtresse de l'œuvre. On l'appelle généralement en raison du rôle qu'elle est appelée à remplir « caisse de compensation » ; comment devra-t-elle fonctionner ?

Etant donné les raisons théoriques qui justifient l'attribution des allocations familiales, il serait logique que :

1° Les cotisations versées à la caisse soient proportionnelles au nombre des ouvriers employés et non aux salaires payés, chaque industriel étant intéressé au problème de la main-d'œuvre proportionnellement au nombre de ses ouvriers (1). Cette solution présente en outre l'avantage de ne pas exiger la production des livres de paie ;

2° Les indemnités distribuées aux ouvriers par la caisse soient proportionnelles au nombre de leurs enfants ;

3° La caisse soit interprofessionnelle car toute l'industrie bénéficiant de la main-d'œuvre que subventionnera la caisse doit en supporter la charge. Les enfants des ouvriers ne prennent pas nécessairement, en effet, la profession de leurs parents ;

4° La caisse soit régionale car l'allocation dépend du coût de la vie dans la région. D'ailleurs le problème de la

(1) Un industriel amortit le prix de fabrication de ses machines. Au moyen des allocations familiales il doit amortir le prix de fabrication de ses ouvriers.

main-d'œuvre n'étant pas d'ordre exclusivement régional, il serait désirable de créer au-dessus de ces caisses une caisse de compensation nationale.

Cette organisation rendrait impossible la surenchère entre professions, supprimerait les difficultés qu'entraîne une péréquation entre différentes caisses et éviterait le cumul des allocations, toujours à craindre quand les membres d'une même famille travaillent dans des industries différentes.

Les Sociétés Industrielles n'ont pas été les promotrices des caisses de sursalaire. Elles ont bien par la suite, comme celles de Mulhouse et de Rouen, ou l'A. I. C. A. à Lyon, participé à la création de quelques-unes de ces caisses, mais elles n'ont pas été en général les centres de ralliement qu'elles auraient pu être. Il semble pourtant que ce soit à elles que revienne la tâche d'en favoriser le développement et d'en uniformiser les règles. Ces caisses se sont en effet créées sans aucune préoccupation doctrinale. C'est un industriel de Grenoble, M. Romanet, qui peut en revendiquer la paternité. Ayant constaté que malgré l'augmentation constante des salaires, il était impossible à un certain nombre de familles de ses ouvriers de vivre, puisque la hausse des prix suivait invariablement celle des salaires, il prit le parti en 1916 de leur verser des secours proportionnels au nombre d'enfants. Ce n'était là qu'un essai, mais quelque temps après, en mai 1918, la première caisse de compensation, celle des constructeurs, chaudronniers et fondeurs de l'Isère, était fondée à Grenoble. En 1919, Lorient, Rouen et Paris créaient des caisses analogues. Mais c'est surtout en 1920

que le mouvement s'amplifie ; en janvier, Charleville et Bordeaux appliquent le même système ; en mars, le consortium de Roubaix-Tourcoing met sur pied une des plus vastes organisations existantes, aussi bien par le nombre élevé des établissements adhérents que par le chiffre (1) des allocations versées et leur importance (3 francs par jour et par enfant).

En mars également l'A. I. C. A. de Lyon créait une caisse autonome et indépendante qui groupait, fin 1922, 220 maisons et avait versé au cours de l'année 3 millions d'allocations à 1.650 familles comptant 3.025 enfants. Cette caisse est un peu spéciale. L'A. I. C. A. désireuse surtout de mettre de l'ordre dans l'octroi des allocations et d'en uniformiser le taux, en a fait plutôt un organe de centralisation et de défense, à l'intérieur duquel elle a constitué différents groupes : métallurgie, fer et métaux, teinture, etc.

En septembre, la Société Industrielle de Mulhouse, d'accord avec le Syndicat industriel alsacien et la Chambre syndicale de la mécanique du Haut-Rhin, fondait une caisse de compensation.

Son succès était au début très rapide ; groupant, en 1920, 56 établissements employant 35.733 ouvriers dont 8.664 familles et 14.938 enfants bénéficiaires, elle comptait un an plus tard 132 établissements avec 56.134 ouvriers, 1.332 familles secourues, 23.212 enfants bénéficiaires, et

(1) Du 1^{er} mars 1920 au 30 mai 1922 les allocations payées se sont élevées à 23 millions de francs, le nombre des familles bénéficiaires, 12.050 ; celui des enfants, 20.600.

en 1922, 133 établissements avec 56.735 ouvriers, 14.192 familles et 23.968 enfants.

Si l'augmentation paraît avoir été très faible en 1922, cela s'explique facilement en songeant qu'une caisse analogue s'étant fondée à Strasbourg, un certain nombre de membres de l'association y ont adhéré.

La caisse de Mulhouse est pourtant encore actuellement la troisième de France par son importance et le nombre de versements effectués.

Il ne nous appartient pas, car ce n'est pas le but de notre étude, de signaler toutes les initiatives prises, nous avons simplement voulu indiquer comment le mouvement a pris naissance, et le rôle malheureusement assez modeste jusqu'ici joué par les Sociétés Industrielles. Disons seulement, avant d'examiner l'organisation des caisses de compensation, que fin 1922 il en existait en France 103, groupant 5.500 établissements industriels employant 700.000 ouvriers et qu'elles avaient versé pendant le précédent exercice 100 millions de francs d'allocations à 160.000 familles pour 270.000 enfants bénéficiaires. Malgré les sommes énormes distribuées, ces caisses constituées le plus souvent sous le régime des associations déclarées fonctionnent dans des conditions d'économie exceptionnelles et leurs frais généraux sont remarquablement faibles.

Nous avons fait remarquer tout à l'heure en exposant la théorie des caisses de compensation qu'elles nous semblaient devoir être régionales, interprofessionnelles, et que la cotisation patronale devait être basée sur le nom-

bre d'ouvriers. En fait il n'y en a pas qui remplisse ces trois conditions :

1^o La plupart sont professionnelles. Même lorsqu'au début on s'était décidé comme à Bordeaux, à Nantes, à Nancy et à Lyon à adopter l'autre système, on a été amené à créer à l'intérieur de la caisse des sectionnements par groupe d'industries, de façon à pouvoir établir des discriminations entre les cotisations patronales suivant l'industrie considérée. Si cette modification n'avait pas été apportée, une scission se serait produite, un certain nombre d'industries ayant avantage à créer des caisses professionnelles. Non pas certes que dans ces industries le nombre des familles nombreuses soit plus faible que dans les autres, mais parce que les patrons animés d'un plus grand esprit de solidarité faisaient tous partie de la caisse. Dans les autres industries au contraire, tous ceux qui avaient la chance de n'employer qu'un petit nombre de familles nombreuses trouvaient plus économique, après calcul fait, de payer eux-mêmes les allocations. Ne participaient donc à la caisse, la grevant ainsi lourdement, que les autres moins favorisés. Cette attitude déplorabile risque de saper à la base l'institution et d'amener ainsi à brève échéance l'intervention de l'Etat.

2^o Dans la majorité des caisses les cotisations sont calculées d'après le salaire payé (1). Il en est ainsi à Paris, Roubaix, Tourcoing, Lille, Rouen, Mulhouse, etc., et en

(1) A Mulhouse ce taux varie suivant les années entre 3 et 3,5 0/0 des salaires payés ; mais en France, le chiffre oscille aux environs de 2 0/0.

1921, 45 caisses sur 66 avaient adopté ce système. Quelques-unes admettent aussi des coefficients dégressifs pour les grands établissements, ce qui n'est guère justifiable. D'autres emploient un système mixte où le personnel et le salaire servent de base à la péréquation. D'autres encore le nombre de journées de travail comme à Lorient et à Saint-Brieuc. Il y en a enfin beaucoup qui ont établi des taux différents pour la cotisation patronale suivant le sexe ou l'âge des ouvriers employés (Grenoble, Lyon). Au point de vue théorique, cette différence faite entre l'homme et la femme ne s'explique pas puisque les enfants garçons ou filles bénéficient, et d'ailleurs avec raison, de la même allocation. Mais on s'est trouvé placé devant une difficulté d'ordre pratique. Un certain nombre d'établissements emploie une forte proportion de femmes ou de jeunes gens. Or, les ouvrières ou les jeunes gens n'ont en général que peu d'enfants, de sorte que les patrons intéressés, tout en admettant parfaitement le principe des allocations, préféreraient les payer isolément en dehors de toute action commune, plutôt que de verser à la caisse la somme très supérieure pour laquelle ils auraient été imposés en vertu de l'égalité des taxes.

C'est pour attirer à la caisse un plus grand nombre d'adhérents qu'on s'est décidé à adopter un tarif différentiel.

Passons maintenant aux allocations. Elles se présentent sous quatre formes (1) :

(1) Les caisses ne se sont pas bornées à ce rôle elles sont entrées en relation avec d'autres organismes, consultations médicales pour les enfants, sanatorium, patronage d'Ecole ménagère, asiles, etc.

1° Les primes de naissance qui varient suivant les caisses de 100 à 300 francs. Elles sont en général dégressives, car on estime à juste titre que les frais causés par la naissance du premier enfant (achat de berceau, layettes, etc.) sont les plus importants. A Mulhouse la prime (150 francs) est versée lors du premier anniversaire de l'enfant.

2° Des primes d'allaitement versées aux femmes qui nourrissent elles-mêmes leur enfant.

3° Des primes à l'épouse. Ces primes après avoir été versées pendant un certain temps par la caisse de Grenoble ont été supprimées, elles avaient pour but d'encourager la femme à rester à son foyer pour s'occuper de ses enfants plutôt que d'aller travailler à l'usine.

4° Des allocations familiales proprement dites, qui sont payées mensuellement, soit au chef de famille, soit à la mère (Lille, Amiens, Dijon) et ne sont pas suspendues pendant les périodes militaires. Pour y avoir droit peu importe que l'enfant soit légitime ou illégitime, il suffit qu'il n'ait pas encore atteint un âge déterminé (13 à 16 ans suivant les caisses). Quelquefois même l'allocation est accordée dès le septième mois à la femme enceinte (Tours). A partir d'un certain salaire (8.000 à 15.000 francs) l'allocation n'est plus versée, toutes ces règles ne sont d'ailleurs pas rigides et il arrive souvent comme à Mulhouse qu'on étende aux frères, sœurs, grands-parents, etc. le bénéfice de l'allocation.

Le taux des allocations est variable, ce qui se conçoit puisqu'il doit être proportionné au centre de la vie dans la région et dépend aussi naturellement de la générosité des industriels. Le consortium Roubaix-Tourcoing verse

2 francs pour le premier enfant ; 3 francs pour deux enfants ; 8 francs pour trois ; 12 francs pour quatre ; 15 francs pour cinq et ainsi de suite en augmentant de 3 francs par enfant. A Lille et à Amiens les allocations sont de 30 francs par mois et par enfant, sauf pour le premier qui ne donne lieu à aucune gratification. A Mulhouse, elles sont de 1 franc par journée de travail et par enfant. A Rodez, c'est seulement à partir du troisième enfant que les parents bénéficient d'un secours. Mais en général les allocations commencent dès le premier enfant et leur taux est légèrement progressif. C'est ainsi qu'à Paris certaines caisses d'allocations donnent 20 francs pour le premier enfant, 30 francs pour le deuxième, 40 francs pour le troisième, 40 francs pour le quatrième, etc.

Ce bref aperçu permet de se rendre compte de la variété des modalités d'application du sursalaire. Les caisses ont été guidées dans leur choix par le désir, d'une part, d'employer au mieux l'argent qui leur était confié, d'autre part, d'attirer à elles le plus grand nombre possible d'adhérents.

Malheureusement il y a encore trop d'industriels qui par manque de solidarité et par une méconnaissance complète de leur intérêt persistent à rester à l'écart. Leur abstention en imposant une plus lourde charge à ceux qui font partie des caisses finira par les décourager. Or, cette institution est entrée dans les mœurs, si l'initiative privée se montre impuissante à assurer son avenir, l'Etat interviendra, et les caisses de sursalaire seront établies par lui d'une façon impérative, sous son contrôle, et les charges imposées aux industriels seront bien supérieures à celles que certains d'entre eux refusent actuellement d'accepter.

La proposition Bokanowski (1) qui prévoit une cotisation de 5 0/0 des salaires payés alors qu'elle varie aujourd'hui entre 2 et 3 0/0 constitue pour la classe patronale une sérieuse indication.

Ce n'est pas en reprochant à l'Etat les frais généraux énormes qu'entraîne la gestion de ses services, ni en rappelant les résultats peu encourageants de la loi sur les retraites ouvrières qu'on peut se flatter d'éviter son intervention.

Il n'y a que deux alternatives : obligation volontaire, obligation légale (2), car l'institution pour pouvoir subsister doit être absolument générale.

(1) M. Bokanowski proposait :

1^o Obligation pour toute personne employant pendant au moins 150 jours par an et 5 heures par jour ouvrable un ou plusieurs ouvriers à un travail salarié :

a) de verser des allocations ;

b) de faire partie d'une caisse.

2^o Ces allocations comprennent :

a) Allocation à la grossesse : moitié du salaire un mois avant et un mois après.

b) Prime fixe de naissance, deux tiers du salaire mensuel pour l'aîné un tiers pour chacun des puînés.

c) Prime d'allaitement, minimum 10 0/0 du salaire mensuel pendant 10 mois.

d) allocation mensuelle pour enfant de moins de 14 ans, minimum 5 à 7,5 0/0 du salaire mensuel par enfant.

3^o Versement à la caisse d'une cotisation fixée au minimum à 5 0/0 du total des salaires effectivement payés.

(2) Cette obligation existe déjà en partie puisqu'un décret du 13 juillet 1923 rend obligatoire le service des allocations familiales à l'entrepreneur soumissionnaire ou adjudicataire d'un marché de travaux publics passé avec l'Etat.

Si les principes de solidarité patronale ne suffisent pas, les syndicats conscients de leur responsabilité devraient faire de l'affiliation à une caisse de compensation une obligation syndicale pour leurs adhérents. Ils ne feraient que suivre en cela l'exemple de la « Chambre syndicale des industries métallurgiques lyonnaises ».

Les Sociétés Industrielles bien convaincues de l'importance du problème l'ont étudié en détail dans les séances de leurs Congrès. A Mulhouse en 1920, elles avaient avant de se séparer émis le vœu de voir se créer avec leur collaboration une « Association amicale des caisses françaises d'allocations familiales » qui aurait à examiner les différents systèmes existants et à en faire la critique de façon à permettre aux intéressés d'adopter l'organisation qui leur semblerait préférable.

Le 4 décembre 1920, le Congrès des « Unions familiales » se réunissait à Tourcoing et décidait de ne pas donner suite à ce vœu, tout au moins sous la forme indiquée, par suite des inconvénients qu'un organisme régulièrement mandaté pouvait présenter. Devant la crainte que le Gouvernement n'essaie d'imposer à celui-ci des directives contraires à celles indiquées par les caisses adhérentes il se bornait à créer un « bureau d'étude et de propagande ».

A leur dernier Congrès à Rouen en 1922 les Sociétés Industrielles reviennent encore sur la question des allocations familiales et redoutant l'intervention de l'Etat s'engagent à faire tous leurs efforts pour hâter le développement des caisses.

« Le Congrès estimant que les versements d'allocations familiales, faits par les industriels isolés n'offrent pas les

« mêmes garanties de stabilité que celles faites par les
 « institutions collectives et insistant pour le développement
 « des caisses de compensation collectives,

« Emet le vœu :

« 1° Que les Sociétés Industrielles de France, fassent
 « parmi leurs adhérents une active propagande pour la
 « généralisation des allocations familiales et l'affiliation
 « aux caisses de compensation.

« 2°

« 3° Que le Parlement rejette la proposition de loi
 « Bokanowski ou toutes autres équivalentes, tendant à
 « faire des allocations familiales une obligation légale pour
 « tout ou partie des employeurs. »

Espérons que ces appels aux industriels ne resteront pas sans échos.

Œuvres diverses.

Dispensaires. — Nous avons déjà vu que certaines Sociétés Industrielles s'étaient préoccupées d'améliorer le sort de la classe ouvrière en créant des habitations ouvrières, des écoles ménagères, etc. La Société Industrielle à Mulhouse a pensé qu'elle devait compléter son action philanthropique en veillant sur la santé de l'ouvrier et en lui inculquant des principes d'hygiène élémentaire. Parmi toutes les maladies qui menacent une population déprimée et confinée dans des locaux étroits la plus terrible, celle qui fait le plus de ravage est certainement la tuberculose, elle a donc décidé de créer un dispensaire anti-tuberculeux.

A la fin de 1908, grâce aux concours de différents patronages de la ville et de quelques personnes de bonne volonté le dispensaire commençait à fonctionner. Ses dépenses qui la première année s'étaient élevées à 12.000 francs atteignent actuellement par an plus de 36.000 francs et le nombre de consultations est de 1.854.

En outre tout un service de consultation et de visites à domicile a été créé. Grâce à un système d'infirmières visiteuses il est possible de suivre les familles et de s'assurer, par des inspections régulières si les conseils d'hygiène qui leur ont été donnés ont bien été compris et suivis. Quant au cours de ces visites on s'aperçoit que les locaux d'habitation sont insalubres ou trop étroits et qu'un changement de domicile serait désirable, l'œuvre les encourage par un secours de loyer; d'autres fois encore elle prête des lits pour faciliter l'isolement des malades; enfin elle se tient en relation avec des colonies de vacances, des preventorium et des sanatorium et envoie chaque année un certain nombre d'enfants ou de jeunes filles délicates se reposer à la campagne pendant quelques semaines. Les frais d'hospitalisation sont supportés, soit par le dispensaire, soit par d'autres œuvres charitables comme l'« Institut d'assurances sociales », le « sanatorium Lalance », etc. En 1923, sur 85 malades, 77 ont été hospitalisés aux frais de l'Institut d'assurances sociales, 8 aux frais du dispensaire; en outre, 49 enfants étaient soignés au sanatorium Lalance et 87 jeunes filles au preventorium pour jeunes filles que M. Lalance a créé récemment à côté de son sanatorium pour enfants. Comme on le voit, la liaison la plus intime ne cesse d'exister entre le sanatorium, le preventorium et

le dispensaire. C'est d'ailleurs ce dernier qui est chargé d'examiner les malades avant leur admission au sanatorium.

Cercles ouvriers. — Grâce à une libéralité de 100.000 francs de M. Jules Siegfried, la Société Industrielle de Mulhouse, avait pu créer en 1872, un cercle ouvrier. Ce cercle avait pour but de fournir aux habitants de Mulhouse et surtout aux travailleurs ouvriers, artisans et employés un centre de réunion où chaque adhérent put trouver à se récréer ou à s'instruire pendant ses heures de loisir.

Le cercle parfaitement organisé comprenait : salle de réunions, salle de concert et de conférence ; salle de répétition, salle de billard, salle d'escrime, salle de gymnastique, salle de lecture avec bibliothèque composée de 2.300 volumes. Dans la cour et le jardin on avait installé un certain nombre de jeux divers. Un parc avec restaurant loué par le cercle permettait aux travailleurs et à leur famille de venir pendant l'été se reposer et se distraire.

La cotisation annuelle était de 3 francs. Un supplément de 2 frans par famille et de 1 francs par célibataire donnait le droit de fréquenter le jardin d'été. Le budget des dépenses et des recettes oscillait entre 13 et 14.000 fr. par an.

Un certain nombre de membres du cercle s'étaient groupés en sections particulières : Société chorale, orchestre, fanfare, Sociétés de gymnastique, d'escrime, etc.

Le cercle était très suivi et un grand nombre de concerts, de soirées théâtrales, de conférences scientifiques et littéraires y avaient été donnés avec beaucoup de succès quand, en 1887, il fut fermé par ordre de l'autorité allemande.

CHAPITRE VI

Les congrès des Sociétés industrielles.

Principales questions traitées dans les congrès.

Les congrès des Sociétés industrielles leur permettent de se communiquer les renseignements sur leur organisation générale, leurs méthodes, leurs moyens d'action, leurs réalisations et, en mettant en commun leur expérience, d'étudier toutes les questions économiques ou techniques importantes. Les décisions prises à l'issue de ces congrès représentant l'opinion de la majorité éclairée de la classe des Producteurs ne doivent pas être négligées des pouvoirs publics.

Dès 1886 la Société industrielle de l'Est avait essayé d'organiser un congrès des S. I. mais sans pouvoir y réussir. Plus tard l'Union des Sociétés industrielles constituée en 1911 eut plus de succès et le premier congrès se tint à Amiens en 1912. Un autre eut lieu à Reims en 1914. Ils devaient se réunir ainsi tous les deux ans, mais par suite de la guerre ils furent interrompus et celui de 1916 à Nancy fut remis à une date ultérieure. Les sociétés industrielles d'Amiens, de Saint-Quentin, de Lille, de Roubaix

et de Tourcoing se trouvaient en territoires envahis, celle de Reims était complètement désorganisée la ville ayant dû être évacuée ; quant aux autres, une grande partie de leurs membres étaient mobilisés ou absorbés par la fabrication intensive du matériel de guerre. Elles vivaient d'une vie ralentie mais confiantes dans la victoire de nos armes elles songeaient au jour si ardemment désiré où, fêtant le retour à la France de l'Alsace et de la Lorraine, elles pourraient reprendre la tradition de leurs congrès à Mulhouse, berceau des Sociétés industrielles, dont la vieille société était restée si ardemment française malgré cinquante ans d'occupation allemande.

Ce jour arriva enfin et le 2 juin 1920 le troisième congrès des Sociétés industrielles de France s'ouvrait à Mulhouse.

La plupart des Sociétés affiliées à l'Union, celles d'Amiens, Elbeuf, Fourmies, Lille, Nantes, Nancy, Reims, Roubaix-Tourcoing, Rouen, Ste-Marie-aux-Mines, l'Association industrielle, commerciale et agricole de Lyon s'étaient fait représenter.

D'autres Sociétés non affiliées, l'Association cotonnière coloniale, l'Association des producteurs des Alpes françaises, la Société chimique de France, la Société française d'habitation à bon marché avaient envoyé des délégués. Toutes furent reçues à bras ouverts.

De nombreux travaux originaux sur les principales questions à l'ordre du jour : sursalaires ; maisons ouvrières ; enseignement professionnel ; journée de huit heures ; rôle des Sociétés industrielles dans le développement de l'agriculture ; culture du coton dans les colonies ; exploi-

tation du bassin de potasse d'Alsace furent présentés, et les discussions qu'ils provoquèrent montrèrent l'esprit pratique et réalisateur des membres du congrès.

Le congrès suivant eut lieu à Rouen en 1922. Un certain nombre de questions déjà traitées à Mulhouse y furent reprises et développées. Mais de nouveaux problèmes étaient venus se poser, problèmes si nombreux qu'il fallut se résoudre à diviser le congrès en cinq comités. Il y eut donc une section de Mécanique, d'Electricité et de Métallurgie, une de Chimie, une d'Industries textiles, une d'Economie sociale et enfin une d'Utilité publique. Comme on le voit, la part réservée aux questions techniques était infiniment plus importante qu'à Mulhouse.

Le comité de Mécanique eut à étudier le problème du pétrole et celui du carburant national ; le chauffage par le charbon pulvérisé ; le chauffage par le gaz ; la crise de la marine marchande, etc.

Celui de Chimie : les propriétés et les applications de la bakelite ; le débenzolage du gaz ; les propriétés des composés cellulosiques ; la fabrication de l'anhydride acétique, etc.

Celui des industries textiles, la culture du coton dans les colonies, déjà étudiée au congrès de Mulhouse et dont nous parlerons longuement tout à l'heure.

Le comité d'utilité publique s'occupait de son côté du régime fiscal, réclamant le retour aux impôts basés sur la réalité et l'application du forfait ; de la question monétaire et des dangers de l'inflation ; du régionalisme et de l'encouragement que devaient lui apporter les Sociétés indus-

trielles ; de la question des loyers ; de l'hygiène du logement ouvrier, etc. .

Quant au comité d'Economie sociale il entendait des rapports très documentés sur la participation aux bénéfices ; les caisses de compensation ; l'enseignement ménager ; l'orientation professionnelle ; les habitations à bon marché, etc. Constatant l'intérêt de ces communications, la somme de travail fourni et l'avantage qu'il y aurait à ne pas laisser inutilisées toutes les compétences groupées au sein des S. I. le comité d'Economie sociale faisait adopter par le congrès le vœu suivant :

« Le congrès considérant que les initiatives touchant
« les questions économiques et sociales demandent à être
« mûrement réfléchies et afin que soient prévues à
« l'avance leurs incidences et répercussions.

« Emet le vœu :

« Que pour l'étude des projets et propositions de lois
« concernant les questions économiques ou sociales, il
« soit toujours procédé à des enquêtes spéciales, écrites,
« précises, s'adressant à tous les groupements intéressés,
« notamment aux Sociétés Industrielles, sans préjudice
« des auditions actuellement pratiquées par les commissions parlementaires et comités consultatifs ».

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer au cours de cette étude la position prise par les Sociétés Industrielles vis-à-vis des principaux problèmes que nous venons d'énumérer. Il nous reste à parler des discussions auxquelles ont donné lieu l'examen par les congrès de deux questions très importantes : celle de la culture du coton dans les colonies, et celle de la journée de huit heures.

La culture du coton dans les colonies. — Cette question présente pour le ravitaillement de notre industrie cotonnière une importance vitale.

Les Etats-Unis d'Amérique qui ne consommaient avant la guerre que 58 0/0 de leur production en consomment actuellement 60 0/0 et tout indique que cette proportion ne fera que croître. Elle ne sera nullement compensée par l'augmentation probable des récoltes car la consommation augmente parallèlement. Il en résulte que dans un avenir très prochain nous aurons la plus grande peine du monde à nous procurer du coton. Il faut donc à tout prix assurer l'indépendance de notre industrie textile. Nous en avons la possibilité.

Sans parler de l'Algérie et du Maroc insuffisamment irrigués, l'Indochine, le Cambodge, le Soudan, le Sénégal, le Dahomey et la Haute Côte d'Ivoire semblent posséder toutes les conditions requises pour la création de vastes exploitations cotonnières. Mais il ne faut pas oublier que la culture du coton présente des difficultés considérables et exige avant tout une documentation technique et scientifique de premier ordre. Les méthodes empiriques, nous en avons eu assez souvent l'exemple, n'aboutissent qu'à des échecs. L'Association cotonnière coloniale fondée en 1903 qui groupe la presque totalité des filatures françaises a dépensé des sommes considérables pour des résultats très médiocres.

Il faut donc créer un établissement scientifique doté de puissants moyens financiers qui puisse, tout en se tenant au courant des derniers perfectionnements apportés dans la culture du coton par les principaux pays producteurs,

se livrer aux expériences et aux enquêtes indispensables avant toute exploitation. Ces enquêtes devront porter sur la nature du sol, le climat, l'irrigation, les engrais, les plants, les parasites, etc.

En Amérique, le bureau de culture sur un budget de deux millions et demi de dollars en consacre 80.000 par an à la seule étude des parasites du coton !

En Angleterre, les filateurs ont décidé de créer une société au capital de 15 millions de livres pour en développer la culture.

En France, tous les industriels sont d'accord pour réclamer que des essais soient faits en vue d'introduire la culture du coton dans nos colonies. Mais les avis sont partagés quant à l'origine des ressources qui seront mises à la disposition de l'institut cotonnier et quant à la nature même de cet institut.

Faut-il créer une Société nouvelle ? faut-il plutôt en subventionner une déjà existante comme l' « Association coloniale » ou l' « Institut d'agriculture coloniale », de Nogent-sur-Marne ?

Les différents rapports présentés à Mulhouse concluaient dans des sens différents :

M. Lœderich demandait que les vingt-cinq millions (1) de bénéfices réalisés pendant la guerre par le consortium du coton fussent employés soit à la création d'une Société nouvelle, soit à subventionner l'association cotonnière

(1) Sur cette somme l'Etat a accordé déjà une subvention de 1.500.000 francs à une société qui s'est chargée de l'intensification de la production cotonnière au Niger.

coloniale qu'on pourrait alors charger de missions scientifiques.

M. Charles Meunier, administrateur de l'Association cotonnière coloniale proposait au congrès d'émettre un vœu en faveur d'une taxation de 1 franc par balle de coton importée. Le produit de cette taxation étant versé comme subvention à l'Association qu'il représente. Tel était également l'avis de M. Daniel Mieg. Quant à M. Bernheim, il aurait voulu voir les filateurs consentir pendant cinq ans au versement d'une contribution annuelle de 0 fr. 50 par broche. On aurait pu ainsi créer une Société nationale de culture du coton dans les colonies qui n'aurait eu en vue que les intérêts nationaux.

Enfin M. Chevalier sans aborder la question financière demandait la création d'une vaste organisation, comprenant un service central des documentations et des établissements régionaux en Indochine et en Afrique occidentale qui seraient spécialement chargés de l'expérimentation.

En fin de discussion, le congrès adoptait le vœu suivant :

« Considérant :

« Que l'une des principales causes qui retardent la
« France dans son développement économique, réside dans
« la difficulté pour elle de se procurer des matières pre-
« mières nécessaires à son industrie et dans le coût élevé
« de celles-ci du fait de notre change.

« Que l'une tout au moins de ces matières premières,
« le coton peut être produit dans nos colonies et qu'il
« suffirait sans doute de donner à la culture de ce textile
« une impulsion vigoureuse pour que des résultats inté-
« ressants puissent être rapidement obtenus.

« Que l'Angleterre (1) quoique placée pour son importation dans une situation bien moins difficile que la nôtre montre l'exemple dans cette voie et se propose à faire par la coopération de l'Etat et de l'initiative privée un effort considérable en vue du développement de la culture du coton dans ses propres colonies ».

« Emet le vœu :

« 1^o Que l'unanimité des filateurs français accepte la cotisation proposée de 1 franc par balle de coton importé, cotisation qui serait payée par les importateurs quels qu'ils soient et versée par eux à l'Association cotonnière coloniale ou à la Société dont la création est prévue au paragraphe 4 ci-dessous.

« 2^o Que le Gouvernement encourage et facilite par tous les moyens les tentatives qui sont actuellement en cours ou en projet pour la mise en valeur de notre domaine colonial au point de vue de la production du coton.

« 3^o Qu'en particulier les sommes considérables constituées par les excédents de recettes du consortium cotonnier français soient intégralement employées à la réalisation d'un programme élaboré d'accord avec l'industrie et susceptible donner à la culture cotonnière coloniale toute l'impulsion désirée.

« 4^o Que la réalisation de ce programme soit confiée

(1) En 1916, le British cotton growing committee demandait les moyens financiers suivants :

1^o Contribution de 6 pence par balle de coton travaillée dans le Lancashire.

2^o Subvention de l'Etat.

« sous le contrôle du Gouvernement à une Société constituée avec la participation de tous les consommateurs.

« 5° Qu'il soit créé en France un Institut central d'agriculture coloniale. »

Pour tout ce qui concernait l'organisation de cet Institut central d'agriculture coloniale, le Congrès pria la S. I. de Mulhouse de bien vouloir en entreprendre l'étude.

Le Comité du commerce de la S. I. examina donc avec soin la question et, après enquête, estima qu'il était inutile de créer un nouvel organisme, l'Institut d'agriculture coloniale de Nogent-sur-Marne élargi, renforcé, et doté de moyens d'action plus puissants pouvant parfaitement remplir le rôle désiré si on faisait entrer dans son conseil d'administration un nombre suffisant d'industriels et de commerçants. Cette opinion ne fut pas celle de la majorité des industriels qui assistèrent au Congrès de la S. I. de Rouen en 1922. M. Fougère, en particulier, insista à nouveau sur la création d'un institut de culture coloniale qui serait formé par un comité composé uniquement d'ingénieurs, d'industriels et de savants, à l'exclusion de tout membre du Gouvernement. Aussi, après avoir entendu les communications de MM. Kœchliu sur la culture au Niger, et Lian, sur la culture en Algérie, le Congrès adoptait-il à l'unanimité le vœu suivant :

« 1° Qu'il soit procédé le plus tôt possible, avec le concours de tous les groupements et organismes intéressés, à la constitution d'un comité chargé de grouper et de coordonner les efforts faits en vue de développer la culture du coton dans les colonies françaises.

« 2° Que les Sociétés Industrielles, sans modifier leurs

« statuts actuels, collaborent utilement aux relations
 « franco-coloniales en assurant notamment la liaison entre
 « nos syndicats textiles et les entreprises coloniales pour
 « les renseignements, débouchés, initiatives diverses,
 « etc., etc. »

La journée de huit heures.

Voici une question qui a déjà fait couler beaucoup d'encre et qui a fait l'objet de bien des rapports au Congrès des Sociétés Industrielles de Mulhouse.

La réduction de la journée de travail était le but poursuivi depuis de longues années par la classe ouvrière. La fameuse théorie de la plus-value de Karl Marx lui avait donné, à un certain moment, une base scientifique qui n'avait pas peu contribué à en faire désirer l'application.

C'était, d'après Marx, le seul moyen, dans un régime de libre concurrence, d'arriver à conserver à l'ouvrier la plus grande partie de son travail en diminuant les profits de l'entrepreneur. Mais cette théorie, qui reposait sur une série de postulats absolument faux, était discréditée depuis longtemps et s'il en avait été encore besoin, les phénomènes actuels seraient là pour lui donner les démentis les plus formels. La diminution de la journée de travail, en provoquant en partie l'augmentation du coût de la vie, a accru en même temps, dans des proportions inimaginables les profits de l'entrepreneur.

Ce serait pourtant une erreur de considérer l'établissement de la journée de huit heures comme un épisode de la lutte poursuivie par la classe ouvrière contre le patro-

nat ; elle a été plutôt un cadeau fait en avril 1919 dans un mouvement de générosité pour remercier les ouvriers du concours donné par eux à l'union sacrée et aussi, il faut bien l'avouer, dans un esprit de démagogie avant les élections législatives.

C'était d'ailleurs l'aboutissement logique de toute la législation ouvrière française qui, débutant en 1841 par l'interdiction d'employer des enfants de moins de huit ans dans les manufactures s'est poursuivie avec les lois des 9 septembre 1848 ; 19 mai 1874 ; 16 février 1883 ; 2 novembre 1892 ; 12 juin 1893 ; 9 avril 1898 ; 30 mars 1900 ; 13 juillet 1906 ; 31 décembre 1913, etc.

On estimait qu'en donnant à l'ouvrier quelques heures de loisir on augmenterait chez lui l'amour du foyer, lui permettrait de compléter son instruction et de cultiver son esprit.

Le projet fut adopté par le Parlement sans aucune opposition, quoique les Chambres de commerce consultées aient fait quelques réserves : la France venait de perdre 1.500.000 de ses meilleurs producteurs, un nombre à peu près égal se trouvait dans l'impossibilité de travailler, elle avait ses régions dévastées à reconstruire, etc.

Mais on venait d'échapper à un effroyable cataclysme, une vague d'optimisme traversait le pays ; on affirmait que la diminution de la journée de travail ne réduirait pas la production, étant donné les progrès considérables faits par le machinisme et la journée de huit heures devant, d'après le traité de paix, être établie dans tous les pays, on pensait n'avoir rien à craindre de la concurrence étrangère.

En somme, on se refusait à poser le problème comme il aurait fallu le faire :

Quelle doit être, en France, la durée de la journée de travail pour que la production, compte tenu des circonstances actuelles (stocks épuisés, main-d'œuvre réduite, régions dévastées à reconstruire) puisse assurer la satisfaction des besoins ?

Par suite de cette erreur on allait se trouver devant une production insuffisante qui entraînant une hausse de tous les objets nécessaires à la vie, obligerait les industriels à élever les salaires et leur ferait augmenter le prix de leurs produits (1).

C'est seulement vers le milieu de 1920 que les consommateurs ont commencé à réagir et se sont décidés pour enrayer la hausse à diminuer leurs achats. Il en est résulté une crise de mévente qui a réduit le bénéfice des industriels. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le Congrès de Mulhouse s'ouvrant à cette époque ait retenti des doléances particulièrement vives des industriels. Nous allons

(1) La hausse provenait de l'action de différents facteurs réagissant d'ailleurs les uns sur les autres, mais qu'on peut ainsi classer :

1^o Augmentation du prix de revient par suite de l'adoption de la journée de 8 heures. M. Roy, de la S. I. de Rouen, la chiffrait au Congrès de Rouen, en 1922, à environ 11 0/0 dans le cas particulier d'un article confectionné avec un tissu de coton (une chemise) :

2^o Dans les pays à main-d'œuvre réduite, hausse des salaires due en partie à la loi de l'offre et de la demande, en partie à la vie chère ;

3^o Hausse due à la raréfaction des objets sur le marché et aux effets de la loi de l'offre et de la demande. Cette hausse a permis aux industriels de réaliser des bénéfices énormes.

signaler quelques-unes des opinions émises sur ce sujet par un certain nombre de représentants qualifiés des Sociétés Industrielles. M. Danis, de la S. I. de l'Est ; M. Nicolle, président de la S. I. du Nord et M. Kopp, président de la S. I. de Rouen, et pour terminer nous indiquerons les vœux par lesquels le Congrès a clôturé la discussion :

M. Danis estimait que cette loi désirable au point de vue social n'aurait pas eu en temps normal de graves inconvénients. Dans les usines à feu continu elle aurait augmenté le prix de revient sans avoir d'influence sensible sur la production. Dans les autres en diminuant la production elle aurait permis d'éviter la surproduction qui était à prévoir pour une époque assez rapprochée et menaçait de condamner au chômage un grand nombre d'ouvriers. Mais actuellement, elle était au moins inopportune et avait pour conséquence immédiate par suite de la raréfaction de la main-d'œuvre une hausse des salaires et parallèlement une hausse du coût de la vie.

En conséquence on devait non pas demander l'abrogation de la loi, chose impossible à laquelle ne consentirait ni le gouvernement ni le parlement, mais l'amender, c'est-à-dire que tout en continuant à prendre pour base les salaires de la loi de huit heures on autoriserait les heures de travail supplémentaires. En même temps on devrait poursuivre l'amélioration de l'outillage de façon à revenir par palliers à la journée effective de huit heures.

M. Nicolle soutenant à peu près le même point de vue pensait que l'application de la journée de huit heures était prématurée. Les stocks accumulés avant la guerre ayant disparu il était de toute nécessité de produire plus

qu'avant 1914 pour les reconstituer. Mais le perfectionnement de l'outillage n'étant pas tel qu'on puisse le faire avec une journée de travail de huit heures, il fallait se résoudre, pour le perfectionner et l'améliorer, à travailler dans les mêmes conditions qu'avant-guerre pendant plusieurs années. Ce serait seulement au bout d'un certain temps, qu'on pourrait mettre utilement à profit pour organiser la vie morale de l'ouvrier, que la loi pourrait être appliquée sans inconvénient.

Il croyait d'ailleurs, chose qui nous paraît extrêmement sensée, qu'une réforme plus urgente au point de vue social aurait été d'éviter à la femme mariée de travailler hors de son foyer, fût ce au prix d'un travail plus prolongé de l'ouvrier.

Pour M. Kopp l'expérience a condamné la loi, elle est antiscientifique, c'est un non-sens économique. Les heures de loisir ne sont généralement pas employées par l'ouvrier, comme on l'avait laissé espérer, à perfectionner son instruction ou à améliorer sa santé par la pratique des sports, mais dans des plaisirs malsains.

« Ils (les meneurs du prolétariat) se révèlent impuissants à transformer les heures de loisir en heures de relèvement humain.

« A vrai dire, le travail seul élève l'homme, l'ennoblit. Il est son unique outil de perfectionnement, et la vieille tradition ancestrale qui fait du travail le châtiment originel de l'homme devrait faire place à un culte nouveau où le travail serait dieu. »

Pour un peu M. Kopp demanderait à l'ouvrier de payer une taxe afin d'avoir le droit de participer aux rites de

cette religion nouvelle ! Mais il y a travail et travail et nous ne voyons pas pourquoi le manœuvre qui travaille dix ou douze heures par jour à balayer une rue par exemple se trouve plus « ennobli » que l'ouvrier faisant le même travail en quelques heures avec une balayeuse automobile (1).

Un peu plus loin M. Kopp déclare :

« Le système des huit heures est le pire moyen d'obtenir un perfectionnement de l'outillage.....

« (Actuellement) l'important est de produire. Pour produire on remet en marche des outils antédiluviens. Aux cours qu'atteignent les produits fabriqués les machines les plus désuètes se révèlent encore économiques et l'on arrive à ce contre-sens que l'outillage démodé qui en 1914 restait inactif à cause de son mauvais rendement, retrouve une activité profitable. »

Ce passage appelle deux sortes de remarques :

1° Il constitue un aveu de la marge des bénéfices considérables réalisés par les industriels avec leurs machines modernes ;

2° Le retour à la journée d'avant-guerre permettant d'assurer la production avec les machines actuelles le

(1) M. Kopp fait ici une confusion entre l'homme travailleur et l'homme actif. Le travail n'a par lui-même aucun caractère moral. C'est une simple nécessité physique. L'individu est obligé de travailler pour gagner sa subsistance et pourvoir à la satisfaction de ses besoins. Le cambrioleur qui force un coffre-fort « travaille ». Ce travail l'« ennoblit-il » ? Evidemment non.

A notre avis ce qualificatif s'appliquerait mieux au jeu. Le jeu s'opposant au travail en ce que l'effort qu'il nécessite porte sa fin en soi et qu'il est absolument désintéressé.

perfectionnement de l'outillage deviendrait sinon inutile, du moins infiniment moins urgent. La fin de la citation se trouve donc en contradiction avec le début.

M. Kopp fait ensuite remarquer à juste titre que la productivité des ouvriers est variable suivant les pays. Il en déduit que la journée de travail ne saurait être fixée uniformément et que la faible natalité de la France l'empêchant de généraliser des doubles ou triples équipes et augmentant le prix de la main-d'œuvre, la place dans une situation tout à fait défavorable vis-à-vis de l'étranger. Puis envisageant les effets de la loi au point de vue international, il examine les effets que son application en Allemagne peut avoir sur le paiement des réparations.

« Eh bien, il faut le dire, si cette loi était maintenue en Allemagne ce serait la guerre en perspective, parce que :

« Ou bien l'Allemagne se déroberait aux obligations qu'elle a souscrites et la nécessité nous forcerait à la contraindre par la violence à les respecter.

« Ou bien l'Allemagne s'exécuterait et de ce fait irait s'appauvrissant de plus en plus, une infinie détresse s'abattrait sur elle.

« Dans ce cas, gare aux loups affamés de la Germanie. »

Il est évident que le jour où l'Allemagne aura la volonté de payer les réparations il lui sera beaucoup plus facile de le faire avec la journée de dix heures (1). Mais comme alors, devenue plus riche et plus puissante, il est fort à

(1) La journée de dix heures est d'ailleurs maintenant rétablie en fait dans un grand nombre de régions de l'Allemagne.

craindre qu'elle n'ait le désir de se soustraire à ses obligations, nous nous trouvons placés dans une situation assez embarrassante. En ce qui concerne les risques de guerre, ils sont infiniment moins grands avec une Allemagne pauvre qu'avec une Allemagne riche, l'histoire est malheureusement là pour nous l'apprendre.

Pour terminer, M. Kopp, faisant appel à l'esprit de sacrifice des Français, demande l'amendement de la loi de huit heures de telle façon que la durée de la journée de travail soit fixée d'après la nécessité de la production du pays.

M. Fougère, président de l'A. I. C. A. lyonnaise, faisait ensuite remarquer que la loi contenait en elle-même la possibilité d'observer la transition nécessaire au moyen des dérogations et, engageait les industriels à conclure des arrangements spéciaux avec leurs ouvriers.

Finalement le vœu suivant qui reste bien dans les traditions des Sociétés industrielles et qui résume parfaitement toutes les opinions émises était adopté par le congrès :

Le congrès :

« a) Considérant que la réduction de la journée du travail est un progrès social auquel le patronat français donne sa pleine adhésion au principe.

« Considérant que le législateur a lui-même prévu la nécessité d'amender ce que pourrait avoir de trop radical l'application brusque de la loi en autorisant les dérogations par voie de règlements d'administration publique.

« Considérant que ces dérogations ne peuvent entrer en

« vigueur que si les règlements d'administration publique
 « prévus pour chaque profession sont élaborés et promul-
 « gués et que si les organisations ouvrières en acceptent
 « l'application.

« Emet le vœu :

« 1^o Que les règlements d'administration publique qui
 « doivent fixer les conditions d'application de la loi de
 « huit heures soient tous promulgués dans le plus bref
 « délai.

« 2^o Que les dérogations prévues par ces règlements
 « soient mises en vigueur par un accord loyal entre
 « patrons et ouvriers, accord que le congrès des S. I.
 « recommande au patronat de rechercher et de faciliter.

« 3^o Que dans le cas où cet accord ne pourrait pas se
 « réaliser, du fait d'une opposition systématique les déro-
 « gations soient imposées par voie d'un amendement légis-
 « latif de la loi de huit heures.

« b) Considérant que sauf dans les usines de guerre, les
 « outillages, loin d'avoir fait depuis la guerre des progrès
 « permettant d'augmenter la production horaire, sont au
 « contraire en mauvais état et difficile à remplacer en
 « vertu même de la diminution de la production.

« Considérant qu'il importe pour la conservation phy-
 « sique et morale des ouvriers que leurs loisirs soient uti-
 « lisés d'une façon saine et que leurs conditions d'exis-
 « tence individuelle et familiale soient améliorées.

« Emet le vœu :

« 1^o Que les Sociétés industrielles fassent, de concert
 « avec les syndicats professionnels et les œuvres d'ensei-

« gnement professionnel et technique, l'étude des problè-
« mes théoriques et pratiques d'organisation du travail
« qui rendent possible dans le plus bref délai la réduction
« des heures de travail.

« 2° Que les Pouvoirs publics et les œuvres d'initiative
« privée en particulier les Sociétés industrielles recher-
« chent les moyens de procurer aux ouvriers une utilis-
« tion de leurs loisirs, qui contribue à leur perfectionne-
« ment physique, intellectuel et moral ».

TROISIÈME PARTIE

LES ASSOCIATIONS INDUSTRIELLES, COMMERCIALES ET AGRICOLES (A. I. C. A.).

CHAPITRE I

Les A. I. C. A. — Leurs buts.

La Fédération des Associations régionales.

Nous avons déjà eu l'occasion dans notre première partie d'indiquer le caractère très particulier des A. I. C. A.

Sous des dénominations un peu différentes : « Association industrielle, commerciale et agricole de la région lyonnaise », « Association des productions des Alpes françaises », etc., elles poursuivent avec le même esprit des buts analogues et c'est pourquoi, pour plus de simplicité, nous leur avons appliqué le titre générique d'A. I. C. A.

Leur but essentiel est d'organiser et de développer des forces productives de la région. Pour cela elles veulent : voir instituer un régionalisme effectif, où les services administratifs seront adaptés aux besoins de la vie moderne ; exiger de l'Etat la consultation des groupements

professionnels chaque fois qu'il doit prendre des mesures intéressant la vie économique.

Ce régionalisme, qu'elles voudraient voir appliquer en France, elles le mettent elles-mêmes en œuvre en constituant à côté de l'organisation syndicaliste patronale existante une organisation patronale à forme fédérative.

C'est l'A. I. C. A. lyonnaise qui est actuellement la plus importante, qui prit la tête du mouvement. Estimant que les intérêts régionaux n'étaient pas suffisamment représentés par des grands syndicats nationaux, elle jugea nécessaire d'avoir à Paris même un organisme qui recevrait les directives des groupements régionaux, à l'inverse de ce qui se faisait précédemment et agirait suivant leurs désirs auprès des Pouvoirs publics ou des commissions parlementaires. Après réflexion elle pensa que l'« Association nationale d'expansion économique » pouvait parfaitement remplir ce rôle et y adhéra.

L'« Association nationale d'expansion économique » avait été fondée en 1915 par le président de la Chambre de commerce de Paris en vue d'établir un rapprochement entre les chambres de commerce et les grands syndicats nationaux pour l'étude en commun, de toutes les questions se rapportant à l'exportation française et au développement de l'industrie. Voici d'ailleurs, ce que dit à ce sujet, l'article 3 de ses statuts : « Elle favorise soit directement, soit par voie d'encouragement, la création de
« tout institut, organisation ou entente, tendant à faciliter
« la fabrication, le transport et la vente des produits français.

« Elle provoque ou seconde la constitution de nouvelles

« industries et l'ouverture de nouveaux débouchés à
« l'étranger.

« Elle appuie de son autorité les commerçants français
« à l'étranger.

« Elle s'efforce de concilier le développement des gran-
« des entreprises industrielles, commerciales et agricoles
« avec le maintien de la moyenne et petite industrie, du
« moyen et petit commerce, du métier des artisans et
« de la petite propriété rurale qui constituent un élément
« essentiel de l'Economie nationale.

« Elle s'adresse à l'opinion publique et s'appuie sur le
« sentiment de la solidarité nationale existant chez le
« consommateur français, pour assurer le développement
« de notre industrie, de notre commerce et de notre agri-
« culture. Dans ce but elle fait appel au concours de la
« presse et recourt aux conférences et au congrès ».

Mais l'A. N. E. E. avait senti rapidement le besoin d'étendre le champ de son activité et de s'appuyer sur une base solide et nationale en introduisant une représentation régionale dans son conseil d'administration (1). La réalisa-

(1) Il était prévu :

18 sièges dont les titulaires devaient être nommés par les Cham-
bres de commerce adhérentes.

18 sièges dont les titulaires devaient être nommés par l'Assemblée
générale de l'Association parmi les représentants de syndicats et
groupements adhérents.

18 sièges dont les titulaires devaient être nommés par les Comités
créés par l'Association dans chaque région.

45 sièges dont les titulaires devaient être nommés par l'Assemblée
générale de l'Association parmi les représentants du commerce, de
l'industrie et de l'agriculture.

tion de ce programme s'était heurtée à la méfiance des organisations provinciales qui redoutaient toujours l'influence de la capitale et elle avait dû se borner à créer un certain nombre de filiales régionales, auxquelles elle laissait une très grande indépendance.

On conçoit que dans ces conditions, une entente pouvait parfaitement intervenir entre l'A. N. D. E. E. et l'A. I. C. A. de Lyon ou les groupements analogues, alors en formation à Bordeaux et Grenoble. L'A. N. E. E. acceptait de les considérer comme ses comités régionaux, mais s'engageait à leur laisser une entière autonomie budgétaire et administrative à charge pour eux de fournir en rémunération des services rendus, une contribution annuelle déterminée.

Pour compléter l'organisation rêvée par l'A. I. C. A. il fallait s'efforcer de généraliser cette manière de faire, pour ensuite fédérer au sein de l'A. N. E. E. les groupements régionaux adhérents.

M. Fougère, l'actif président de l'A. I. C. A. de Lyon s'y employa de tout son pouvoir. Il convoqua d'abord au siège de l'A. N. E. E. quelques représentants des organisations régionales afin, comme il le disait dans sa lettre d'invitation de « chercher à donner une unité d'action au mouvement régionaliste économique, coordonner les efforts des groupements déjà formés et aider à la formation des groupements dans la région où il n'en existe pas encore ». A la suite de cette réunion, il était décidé : 1° que directement ou avec l'aide de l'A. N. E. E. des groupements régionalistes devaient se constituer le plus rapidement possible, partout où il n'en existait pas encore ; 2° Que les

groupements régionalistes ainsi formés devaient coordonner leurs efforts au sein de l'A. N. E. E. qui par les initiatives déjà prises et les résultats obtenus, était toute désignée pour être l'organe central chargé de la défense des intérêts généraux, communs à toutes les parties du territoire. L'A. N. E. E. se trouvait ainsi réaliser indirectement un des buts poursuivis par elle. Ses filiales constituaient des noyaux autour desquels venaient se cristalliser les énergies éparses de la région. Le 4 février 1921, elle formait un groupement spécial autonome des organisations régionales pour que toutes ces associations pussent trouver chez elle, avenue de Messine, un lieu de réunion et prendre la conscience des liens de solidarité qui devaient exister entre elles. D'ailleurs au cours de l'année précédente, les directeurs et les secrétaires de tous ces groupements, avaient pris l'habitude de se réunir tous les mois à Paris et les décisions prises par eux, étaient entérinées huit jours plus tard par un conseil formé des présidents de l'A. I. C. A.

Enfin le 24 juin 1921, la « Fédération des Associations régionales » était définitivement constituée, elle comprend actuellement les groupements de Blois, Bordeaux, Caen, Dunkerque, Grenoble, Le Havre, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Strasbourg, Roubaix, Tourcoing.

Son bureau se réunit tous les deux mois au siège de l'A. N. E. E. et discute la question d'administration générale, de propagande, examine les projets de lois ayant un caractère économique ou social (loi sur la protection des marques de fabrique, loi sur les assurances sociales, etc.) Ces réunions outre qu'elles entretiennent une émulation

profitable entre les divers groupements, permettent de dégager des règles communes de travail et de rassembler une documentation abondante sur les industries des régions représentées.

A peine formée, la Fédération des Associations régionales saisissant l'intérêt qu'il y aurait pour elle à faire entendre sa voix dans les conseils de la « Confédération Générale de la Production Française » se mettait en rapport avec elle et obtenait que tous les mois la commission exécutive de la C. G. P. F. se rencontrerait avec ses délégués, comme elle le faisait déjà avec ceux de la « Confédération Nationale des Associations agricoles ». De plus, il était décidé qu'un contact étroit serait maintenu entre leurs secrétariats généraux.

Au cours de l'année 1922, l'affiliation de la Fédération des Associations régionales à la C. G. P. F. était définitivement réalisée par la création d'un XXV^e groupement, celui des Associations régionales. La nouvelle fédération pouvait ainsi prendre place sur un pied d'égalité avec les grandes associations dans tous les comités ou congrès de défense économique.

Elle jouait par la suite un rôle important dans l'organisation de la « Semaine du commerce extérieur » où devaient être examinées les mesures à prendre, pour d'une part conquérir des marchés extérieurs, et d'autre part réduire les importations par l'utilisation de tous les produits qui peuvent se trouver en France et aux colonies. Devant le succès remporté on organisait successivement la « Semaine » du vin, celle de la monnaie; du blé, des postes, télégraphes et téléphones, du cidre, etc.

Par suite de leur indépendance vis-à-vis des Pouvoirs publics, et des services de caractère nettement personnel qu'elles rendent à leurs adhérents en soutenant leurs réclamations auprès des grandes administrations, par suite également d'une réclame fort bien conduite, les A. I. C. A. ont vu s'accroître avec une très grande rapidité le nombre de leurs membres et jouissent d'une vitalité incontestable.

Leur budget alimenté par des cotisations très élevées, calculées d'après le chiffre d'affaire, se chiffre souvent par centaines de mille francs.

Elles ont toutes en général adopté le type de leur ainée l'A. I. C. A. de Lyon. Leurs services sont évidemment moins développés, mais les méthodes employées sont les mêmes et leur politique identique. Nous allons donc nous borner pour éviter des redites, à étudier dans les pages qui vont suivre l'activité et les services de la grande Association lyonnaise.

CHAPITRE II.

L'Association industrielle, commerciale et agricole de Lyon et de sa région. Son organisation intérieure.

C'est en août 1917 que M. Keller-Dorian qui avait été pendant trente ans membre de la Société industrielle de Mulhouse eut l'idée de fonder à Lyon une société analogue. Il fit part de cette idée au maire de Lyon et lui montra les avantages qu'avait présentés pour la ville de Mulhouse la création de la Société industrielle. A la suite d'un rapport de M. Fougère quelques industriels se réunissaient à l'Hôtel de Ville le 19 janvier 1918 sous la présidence de M. Herriot et le 9 avril une assemblée générale était appelée à se prononcer sur l'approbation des statuts et du règlement qui avaient été préparés dans l'intervalle.

Nous avons indiqué plus haut à quoi il fallait selon nous, attribuer l'orientation si particulière que prit très vite la nouvelle société, nous n'y reviendrons pas.

Son essor fut singulièrement rapide. Débutant avec 80 membres et un budget de 30.000 francs, elle comptait en juillet 1918, 277 adhérents et disposait de 80.000 francs. Un an plus tard elle fêta son millièmè adhérent et ses ressources dépassaient 200.000 francs. En décembre 1920

elle avait encore doublé le nombre de ses membres. Actuellement ils sont plus de 3.000.

Le programme de l'A. I. C. A. peut se ramener à six principes fondamentaux, parmi lesquels les deux premiers peuvent être considérés comme les pièces maîtresses de l'édifice.

Elle veut :

1° Discipliner les producteurs patronaux :

C'est-à-dire d'abord, les obliger à faire un choix entre les multiples ligues ou associations dont ils sont les adhérents. Ces groupements n'ont souvent qu'une activité factice et une utilité nulle. Il faut unifier et simplifier l'organisation patronale, opérer la concentration des forces et ne laisser subsister que trois types d'organes correspondant à la défense d'intérêts différents : intérêts professionnels, intérêts régionaux et intérêts nationaux. Hors de là tout n'est qu'anarchie.

C'est-à-dire ensuite établir une doctrine sociale unique et un plan d'action commun vis-à-vis des réclamations incessantes de la classe ouvrière. Non pas qu'il faille s'obstiner à défendre le régime d'autorité absolue qui réglait autrefois les rapports entre patrons et ouvriers. Ce régime est fini et bien fini. Mais il faut lui substituer une politique d'entente qui tienne compte des légitimes aspirations des ouvriers sans toutefois se laisser entraîner par suite d'un manque de solidarité patronale à des concessions néfastes pour la production et pour le pays.

2° Faire connaître à l'Etat et au législateur les aspirations et les vues des producteurs et exercer une influence sur leurs décisions. Afin de réaliser cette partie de son

programme, l'A. I. C. A. se fait représenter à l'A. N. E. E.; à la chambre de commerce internationale; au comité d'études des industries et commerce d'exportation; au comité national d'études des finances publiques; à la Confédération Générale de la Production Française, etc.; elle prend part à de nombreuses campagnes: contre la loi sur les bénéfices de guerre; contre la loi de huit heures à qui elle reproche d'avoir diminué la production de 20 0/0; pour la modification du régime fiscal; pour l'amélioration du service téléphonique, etc. En outre, elle examine, d'accord avec les grandes associations, les projets de loi sur les conventions collectives de travail, sur l'arbitrage, sur le règlement transactionnel, etc. Elle participe au Congrès des habitations à bon marché, à celui de la natalité, de la participation aux bénéfices, etc.

3° Etudier et appliquer les méthodes commerciales et bancaires les plus propres à assurer l'exploitation des produits. C'est ainsi qu'elle collabore avec la ville de Lyon à la création d'un comptoir d'exportation et possède un représentant dans son conseil d'administration, qu'elle poursuit la création d'une Société d'assurance-crédit contre l'insolvabilité des débiteurs et que, toujours dans le domaine du crédit, elle donne son appui à la Société fiduciaire créée à Lyon par l'Union des chambres syndicales dans le but de fournir des crédits au moyen commerce, fait de la propagande en faveur de la souscription aux actions de la Banque populaire du Rhône qui devait rendre par la suite tant de services aux industriels et aux commerçants.

4° Travailler à la décentralisation administrative. L'A. I. C. A. estime en effet que l'organisation régionaliste doit être l'œuvre des régions elles-mêmes et non pas celle du Pouvoir Central, qui dans ce domaine ne peut faire qu'une œuvre factice et arbitraire. Il ne doit intervenir que pour consacrer légalement une situation de fait lorsque la création de la région par la région sera accomplie. Il faut pour cela créer un esprit régionaliste au moyen d'organisations régionales. L'A. I. C. A. prend donc part à Aix, en avril 1921, aux travaux du Congrès des jeunesses régionalistes, organise à Lyon, en mars 1921, celui des associations régionales et participe activement à tout le mouvement régionaliste.

5° Recenser et développer les forces productives de la région dont Lyon est le centre économique. Un des premiers soucis de l'Association fut donc la mise en train d'un annuaire industriel destiné à faire connaître les productions du sol et du sous-sol et l'établissement d'une statistique complète des forces industrielles de la région lyonnaise.

Ce travail forcément de longue haleine est analogue à celui entrepris et réalisé autrefois par la S. I. de Mulhouse ; il permettra d'effectuer des réformes destinées à augmenter la production, diminuer les prix de revient et faciliter les ententes entre producteurs ; il comprendra 4 parties : usines, matières premières, demi-produits, produits finis.

6° Coopérer à une organisation du travail plus scientifique, en favorisant l'entente de la science et de l'industrie, du capital, du travail et de l'intelligence ; en cherchant à

réaliser la spécialisation et la standardisation au moyen d'ententes industrielles ; en obtenant la concentration des efforts par la création d'organismes communs : coopératives, d'achat ou de vente, bureau d'études sociales ou techniques, etc.

En matière agricole, tout en laissant aux groupements spéciaux le soin des expériences culturales, elle s'intéresse à la production, à la répartition des engrais et s'efforce de faire pénétrer les méthodes techniques les plus récentes adoptées par les autres pays, dans l'agriculture, la viticulture, la sériciculture, etc. Elle prend en outre la défense du commerce agricole.

Pour réaliser ce programme l'A. I. C. A. avait cru au début qu'il était préférable d'adopter une organisation intérieure basée sur des groupements professionnels. Ces groupes devaient constituer les cadres dans lesquels se développerait la vie de l'Association, chacun d'eux étudiant et résolvant les problèmes qui lui étaient propres.

On avait créé quinze groupes ayant les attributions suivantes.

I. *a)* Négoce ; *b)* Industrie des transports.

II. Banque et Bourse.

III. Agriculture.

IV. Chimie.

V. Textiles et industries annexes, soies, soieries, cotonnades, lainages.

VI. *a)* Construction mécanique ; *b)* construction électrique.

VII. Métallurgie et Electrométallurgie.

VIII. Automobile, cycle, aviation.

IX. a) Bâtiment ; b) Construction industrielle.

X. Ameublement et Industries qui s'y rattachent.

XI. a) Vêtements et accessoires ; b) Cuir et Peaux.

XII. a) Papier ; b) Imprimerie-Papeterie ; c) Livre.

XIII. Art industriel.

XIV. Alimentation.

XV. Industrie hôtelière et tourisme.

A ces groupes qui comme nous l'avons dit étudiaient les questions au point de vue professionnel venaient s'ajouter un certain nombre de commissions d'intérêt général dont voici l'énumération :

1° Questions financières et organisation du crédit.

2° Importations, exportations, douanes, transports.

3° Enseignement technique et professionnel, apprentissage.

4° Travail et main-d'œuvre.

5° Développement et perfectionnement des industries.

6° Législation commerciale industrielle et agricole.

7° Invention.

8° Préparation de la reprise du travail d'après-guerre (1).

Comme on peut le voir cette organisation donnait un peu à l'A. I. C. A. les apparences d'une union de syndicats. Mais on avait pensé que, tant par suite du caractère très général de chacun des groupements que par suite du

(1) Elle étudia également les problèmes du licenciement dans les usines de guerre et centralisa les fiches nominatives des ouvriers à licencier. L'A. I. C. A. avait obtenu de ses adhérents qu'ils versent à leurs ouvriers au moment de leur départ une gratification de 50 à 150 francs.

recrutement même de l'A. I. C. A. recrutement individuel et régional et non corporatif et local, il n'y avait pas à craindre de faire double emploi avec les unions intersyndicales existantes (1).

En fait on s'aperçut bientôt des inconvénients de la subdivision adoptée et pour éviter d'empiéter constamment sur le domaine des chambres syndicales on résolut de tout modifier et de créer seulement quelques grandes commissions dont pourraient faire partie quelle que soit leur profession tous ceux qu'intéresseraient les questions traitées. On donnait ainsi à l'A. I. C. A. un caractère interprofessionnel bien plus prononcé.

Ces commissions étudient respectivement :

I. Les questions agricoles, le machinisme agricole.

II. Les questions régionales :

a) Les ressources régionales ; leur recensement et aménagement ; la question du Rhône ; houille blanche et noire ; l'électricité ; les routes ; les chemins de fer, etc.

b) L'urbanisme et les questions administratives diverses ; plan d'extension ; voirie ; distribution d'eau ; règlements divers, etc.

III. Les questions et œuvres sociales :

a) Institutions sociales ; assurances ; coopérations ; allocations, etc.

b) Habitations ouvrières.

IV. Les questions économiques intérieures :

a) Questions financières et fiscales.

(1) Union des chambres syndicales lyonnaises ; alliance des chambres syndicales patronales de Lyon.

b) Questions de production ; outillage ; organisation scientifique et sociale du travail, etc.

c) Questions de circulation et de consommation, les transports intérieurs et leur législation, le commerce et les prix, la spéculation illicite, etc.

V. Les questions intérieures :

a) Importation et exportation en général, l'expansion économique française.

b) La politique des matières premières.

c) Transports internationaux et postaux par fer et par eau.

d) Régime des étrangers, protection des marques.

En outre un certain nombre de commissions temporaires sont créées suivant les circonstances. Exemple : commission du chômage, commission du crédit, etc... et des missions sont envoyées à l'étranger pour des voyages d'études ; Exemple, la mission de Roumanie.

En décembre 1921 on créait une nouvelle commission la « Commission Générale » qui allait jouer un rôle particulièrement important.

C'est en effet à elle qu'on devait rendre compte des travaux faits à Paris le mois précédent au cours des réunions avec les divers groupements économiques. Grâce à cette commission des principales notabilités industrielles de la région lyonnaise étaient tenues au courant non seulement des décisions prises, mais aussi des idées émises, et pouvaient agir en connaissance de cause. Réciproquement elle fixait à ses délégués à Paris l'attitude à prendre dans les questions qui seraient soumises à leur examen, et leur fournissait tous les documents propres à la

justifier. C'était en résumé un organe de liaison en même temps que d'étude et de mise au point.

Nous avons indiqué tout à l'heure le nombre considérable d'adhérents que l'A. I. C. A. était arrivée à recruter, mais il ne faudrait pas croire qu'elle ait voulu annexer à son profit toutes les énergies de la région. Apôtre de la décentralisation nationale elle se devait à elle-même de montrer l'exemple et de faire de la décentralisation régionale. Elle a donc entrepris dans chaque localité importante la création de filiales autonomes qui lui sont seulement redevables d'une certaine cotisation, variable suivant les services que l'A. I. C. A. est capable de leur rendre.

Ces cotisations ne couvrent parfois pas entièrement les frais, mais peu importe, l'essentiel pour l'A. I. C. A. était de créer une organisation logique, rationnelle et favorable au développement intégral de la région.

Des sections ont été ainsi créées à : Aubenas, Bourg, Mâcon, Oyonnax, Roanne, Thirzy, Valence, Vienne, Villefranche, etc...

Elles restent en contact avec le siège central par des délégués mandatés qui prennent part aux réunions du conseil de l'A. I. C. A. De plus des visites périodiques permettent de maintenir une liaison étroite entre toutes ces organisations.

Signalons enfin pour en terminer avec l'organisation, que les services de l'A. I. C. A. sont magnifiquement installés 6, rue des Manouvriers, et nécessitent l'emploi d'un nombreux personnel : Directeur, chefs de service, ingénieurs, employés, etc. soit environ une trentaine de per-

sonnes, chiffre comme on le voit infiniment supérieur à celui des Sociétés Industrielles qui n'ont que deux ou trois employés. Ceci tient à l'importance des services créés par l'A. I. C. A. à l'usage de ses membres. Nous allons les examiner dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

Les Services créés par l'A. I. C. A. lyonnaise.

SERVICE DE CONTENTIEUX. — BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES. —
BUREAU D'ÉTUDES SOCIALES. — SERVICE DE PUBLICITÉ. — SER-
VICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE A L'ÉTRANGER. — OFFICE DES
QUESTIONS ÉLECTRIQUES. — OFFICE DES DOUANES. — SERVICE
DES TRANSPORTS. — COOPÉRATIVES. — ALLOCATIONS FAMILIALES.
— ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire ces services ont sauf celui des allocations familiales un caractère technique ou commercial très marqué. Nous allons les passer en revue n'insistant que sur les plus importants.

Service de contentieux. — Ce service donne des renseignements juridiques de tout ordre et étudie les problèmes qui lui sont posés concernant :

1^o Les sociétés : constitution, modification, dissolution, fonds de commerce.

2^o La fiscalité : renseignement sur les contributions directes et indirectes. Enregistrement. Impôts nouveaux. Dégrèvement, etc.

3° Les litiges commerciaux. Consultations sur le droit commercial, les assurances, les brevets.

4° La législation ouvrière et réglementation du travail.

En outre il se charge d'agir au nom des adhérents auprès du tribunal de commerce, du directeur des contributions directes, etc.

Bureau d'études techniques. — Il ne faudrait pas croire que ce bureau constitue une entreprise commerciale. La forme de la Société pas plus d'ailleurs que ses statuts ne le lui permettaient. Mais l'A. I. C. A. a jugé utile pour réaliser la partie technique de son programme de mettre à la disposition de ses adhérents, un bureau d'étude. Ce service installé de façon modèle et possédant un noyau solide de spécialistes ou de dessinateurs peut, ainsi que cela se trouve réalisé à l'étranger, fournir des projets très étudiés d'installation ou d'organisation d'usines. Il recherche toutes les améliorations susceptibles d'apporter une diminution du prix de revient soit par une modification dans les méthodes de fabrication, soit par une meilleure organisation des services généraux ou du contrôle. Il a l'intention d'envoyer dans l'avenir des missions à l'étranger de façon à se tenir constamment au courant des progrès réalisés.

En attendant d'avoir ses propres laboratoires d'essais le bureau d'Etudes techniques s'est entendue avec une entreprise privée. Celle-ci effectue les analyses demandées par les membres de l'A. I. C. A. à des tarifs spéciaux.

Bureau d'études sociales. — Afin de prévenir les conflits

qui peuvent s'élever entre lui et son personnel il est nécessaire que l'industriel se tienne constamment au courant de toutes les questions ouvrières. Le rôle du « bureau d'études sociales » est précisément de lui fournir une documentation abondante sur tout ce qui se rapporte au salaire, à la main-d'œuvre, aux allocations familiales, etc. Nous pensons que ce service peut avoir une excellente influence sur les rapports entre les patrons et leurs ouvriers.

Assurances et service des surveillances des usines et des accidentés. — Ce service examine d'une part les polices d'assurance, au point de vue des conditions, des tarifs, et du contrôle des risques. D'autre part, en 1921, devant les abus qu'entraîne la législation du travail et à la demande des compagnies d'assurance qui en sont les victimes, on a jugé utile de créer une section spéciale qui est chargée du contrôle et de la surveillance des accidentés.

Bureau des cadres. — Il a été créé en 1919, en vue de mettre en relation les industriels et les commerçants avec les ingénieurs auxquels ils ont des places à proposer. En 1922 sur 1026, demandes de situations, 342 ont été satisfaites.

Service édition et publicité. — L'A. I. C. A. fait paraître une revue mensuelle. Cette revue intitulée d'abord « Organisation et Production » s'appelle maintenant « La Région lyonnaise » indiquant le caractère nettement régional de la Société.

On y trouve d'intéressantes monographies sur les industries de la région, de la France en général ou de ses colonies. C'est ainsi qu'un numéro spécial a été consacré à l'étude du Maroc, à son avenir et aux débouchés qu'il peut offrir à l'activité française.

En outre, elle tient les industriels au courant des différentes questions qui peuvent les intéresser, en publiant des études très poussées sur la taylorisation, l'organisation administrative des usines, les questions sociales, l'habitation ouvrière, le syndicalisme, etc., et toute une série de renseignements commerciaux (mesures fiscales, douanières, etc.). Une rubrique spéciale est consacrée à l'activité de l'A. I. C. A. de ses filiales et des grands groupements patronaux. Une autre a une bibliographie assez abondante donnant un résumé succinct des articles ou des livres récemment parus.

Un certain nombre de pages de la revue est réservé à la publicité. Afin de permettre aux annonceurs d'en tirer tout le bénéfice possible, l'A. I. C. A. a créé à leur intention un service spécial qui met à leur disposition son expérience pour la recherche des idées, des dessins les plus susceptibles d'attirer l'attention du public.

Service de traduction commerciale. — Organisé à la fin de mai 1919, il se charge de la traduction de tout document rédigé en anglais, allemand, italien, espagnol, portugais, hollandais ou inversement des traductions du français dans ces différentes langues.

Expansion économique à l'étranger. — Ce service en

relation directe avec l'A. N. E. E. et avec l'« Office nationale du commerce extérieur » publie chaque mois un bulletin spécial donnant outre des indications sur les possibilités d'importations et d'exportations, une sérieuse documentation sur les régimes commerciaux, douaniers, ou juridiques étrangers.

Office des questions électriques. — Il est chargé d'examiner les contrats, clauses, conditions et tarifs des compagnies d'électricité et d'étudier toutes les questions concernant les canalisations. Il se maintient en relation avec les administrations publiques et les compagnies.

En 1921, une réclamation auprès du syndicat des producteurs et distributeurs d'énergie électrique contre le taux et le mode de perception des taxes n'ayant pas abouti, l'A. I. C. A. pour ne pas rester sur cet échec, favorisa la formation d'un syndicat de consommateurs d'électricité et en établit les statuts. Celui-ci reprit l'affaire et finit par obtenir gain de cause. Comme on le voit par cet exemple l'A. I. C. A. sait parfaitement s'adapter aux circonstances dans la poursuite de ses buts.

Office des douanes. — Cet office est chargé de fournir tout renseignement et document en matière douanière. A la demande d'un certain nombre de membres de l'A. I. C. A. il dût même pendant un certain temps assurer le fonctionnement d'un service de dédouanement.

En effet, par suite de la multiplicité des lois à appliquer et de la variété des régimes sous lesquels les marchandises peuvent entrer en France, y circuler, y rester ou en

sortir, il est très difficile aux industriels de ne pas commettre d'erreurs dans leurs déclarations. Afin d'éviter les graves ennuis en même temps que les pertes de temps et d'argent qui en sont la conséquence inévitable, on se trouve dans la nécessité de recourir à des spécialistes. Or, les commissionnaires qui auraient pu remplir ce rôle s'y refusent ne voulant assumer aucune responsabilité et se bornent à transmettre aux autorités douanières les renseignements fournis par leur clientèle. C'est afin de remédier à cet état de choses que l'A. I. C. A. avait créé le 1^{er} janvier 1919 un bureau de dédouanement, qu'elle n'a cessé de diriger que le 31 décembre 1921, date à laquelle la coopérative de l'A. I. C. A. fut priée de s'en occuper.

Ce bureau établi cours de Verdun, à proximité des administrations de la douane et du P.-L.-M. n'avait aucun caractère commercial et ne faisait pas le moindre transport. Pourtant dans certains cas à la demande du client la manipulation des colis était opérée par l'office. Mais sa fonction essentielle était la suivante :

1° Etablir la déclaration en douane en prenant énergiquement en vain l'intérêt du commerçant. Cette déclaration était faite sous la responsabilité de l'office (la bonne foi du commerçant étant admise).

2° Guider et conseiller les adhérents au milieu des règlements douaniers parfois si obscurs.

3° Provoquer et obtenir après vérification les dégrèvements légitimes et insoupçonnés.

Pour ses débuts l'office avait été chargé des opérations de dédouanement de la foire de Lyon. En 1919, il avait

effectué 1.400 dédouanements avec un mouvement de caisse de 300.000 francs.

Service des transports. — A la fin de la guerre au moment où la crise des transports sévissait d'une manière aiguë, l'A. I. C. A. dans le but de débloquer en partie la région lyonnaise et de se rendre utile à ses adhérents avait organisé un service de camions automobiles. Il fonctionna pendant le mois de juin et un certain nombre de camions firent le trajet Lyon-Paris et retour. Dans la suite elle se contenta de centraliser les offres et les demandes de frêt de façon à obtenir une utilisation rationnelle des camions employés par les particuliers et à éviter les voyages de retour à vide. Puis, ce service devenant inutile on le supprima.

Le véritable service des transports date de janvier 1919. A cette date par suite des difficultés concernant l'amélioration des transports et après être intervenu plusieurs fois auprès des compagnies, d'accord avec l'Union des chambres syndicales et la chambre de commerce, l'A. I. C. A. se décidait à créer une section des transports réservée à ses adhérents.

Le service se proposait :

- 1° d'obtenir des wagons sur les réseaux ;
- 2° d'étudier les meilleurs tarifs pour les transports en France et sur l'étranger ;
- 3° d'examiner les lettres des voitureurs, de faire accorder les détaxes s'il y avait lieu et d'étudier tous les litiges concernant les transports.

Dès la fin de février, il réussissait à obtenir un certain

nombre de wagons. Mais le nombre des demandes s'élevant constamment (40 wagons par jour en mai), il ne put malheureusement n'en satisfaire jamais qu'une partie, la moitié environ, la pénurie des voitures était en effet extrême. Afin de gagner du temps et de faire partir des wagons toujours complets, il se chargea également de grouper les marchandises destinées au même endroit et provenant de divers expéditeurs.

Enfin en 1920, il obtenait la création d'un train navette hebdomadaire Le Havre-Lyon d'une capacité de 300 tonnes pour faciliter le ravitaillement en matières premières et les exportations.

Son activité ne se borna d'ailleurs pas au transport par chemin de fer et les transports par eau firent l'objet de toute son attention. Estimant que les deux questions étaient inséparables il s'efforça de créer un organe de liaison entre les administrations intéressées.

En 1921, les transports s'étant améliorés le service eut plus particulièrement à s'occuper des études de tarif, de l'examen des lettres de voitures, des factures de camionneur. Il eut ainsi à vérifier plus de 25.000 titres en 1921 et plus de 108.350 en 1922.

Coopérative. — Pour rendre service à ses membres, l'A. I. C. A. se sentait de plus en plus dans la nécessité, soit de développer certains services en leur donnant un caractère plus commercial, soit d'en créer de nouveaux. Or, il lui était impossible de continuer à assurer leur exploitation sans perdre son caractère d'association fondée sous le régime de la loi de 1901.

Le Conseil décida donc en septembre 1920 la création d'une Société coopérative indépendante de l'Association, mais qui conservait pourtant avec elle des liens très étroits, puisque seuls les membres de l'A. I. C. A. avaient le droit d'en faire partie et que le conseil d'administration de la coopérative ne comprenait que des membres du conseil de l'A. I. C. A.

La coopérative qui n'était au début qu'une simple coopérative d'achat de matières premières se développa rapidement. Elle prit à sa charge d'abord le service des essences et celui du charbon. Ce service créé en 1920 par l'A. I. C. A. était destiné à répartir le combustible entre ses adhérents aux meilleures conditions possibles. Elle assura ensuite, comme nous l'avons déjà dit le fonctionnement du bureau de dédouanement.

M. Fougère, président de l'A. I. C. A., se propose d'étendre son rayon d'action et de lui confier l'organisation de comptoirs d'exportation. Ces comptoirs auraient à résoudre toutes les difficultés concernant les transports, les douanes, les changes, etc., et, sans s'immiscer dans les affaires de chaque maison, à assurer le choix et la surveillance de leurs agents à l'étranger, à veiller au recouvrement des sommes dues, etc.

Caisse d'allocations familiales. — Nous avons déjà étudié au cours de ce travail les caisses d'allocations familiales, aussi n'aurons-nous que peu de chose à dire sur ce sujet.

C'est en novembre 1919 que l'A. I. C. A. mettait la question à l'étude et confiait à M. Manceau le soin d'éta-

blir un rapport. Celui-ci concluait à la nécessité de créer une caisse unique et de faire une active propagande en sa faveur, de façon à éviter la formation de caisses professionnelles.

La caisse devait être en principe, régionale, interprofessionnelle, et la cotisation basée sur le nombre d'ouvriers.

On adopta pourtant une autre formule : celle d'une cotisation différente pour les hommes et pour les femmes. Nous avons indiqué précédemment les raisons qui permettent d'expliquer cette manière de faire, nous n'y reviendrons pas. De plus et pour des motifs semblables on décidait le 1^{er} novembre 1920 d'ouvrir un compte de gestion spécial au profit des métallurgistes.

Pour éviter les défections la Chambre syndicale des industries métallurgiques de Lyon avait décidé en effet de faire de l'adhésion à la caisse une obligation syndicale pour ses adhérents. Les conséquences n'avaient pas tardé à se faire sentir. Si, en effet, on établissait séparément les taux de compensation pour les métallurgistes et les non-métallurgistes on constatait que celui des métallurgistes, aurait dû être nettement inférieur à celui des non-métallurgistes. Ce qui se conçoit puisque tous les métallurgistes, même ceux dont le personnel comptait très peu de bénéficiaires faisaient partie de la caisse. C'est pour éviter leur départ qu'on se résigna à donner une entorse grave aux principes en créant des taux de compensation différents. Il est à souhaiter que les autres syndicats imitent le geste de la Chambre syndicale de la métallurgie.

La caisse fondée en février 1920 commença à fonctionner en mars. Elle est autonome, indépendante de l'A. I.

C. A., avec son conseil d'administration propre. Tous les renseignements concernant les ouvriers sont concentrés à la caisse qui tient un fichier central ou plutôt deux fichiers. L'un à classement alphabétique, l'autre à classement chronologique et par maison. Ceci afin de faciliter la vérification et d'éviter les erreurs et les doubles emplois.

Au début de 1921, l'A. I. C. A. créait en collaboration avec la fondation franco-américaine de l'enfance et d'accord avec la caisse de compensation un service d'hygiène de l'enfance qui assure à tous les enfants inscrits le bénéfice de visites médicales mensuelles. Des infirmières visiteuses, passent à domicile pour donner aux jeunes mères des indications et des conseils. Des tracts illustrés sont distribués et viennent s'ajouter aux conseils oraux. Quand l'état d'un enfant nécessite des soins spéciaux comme des cures de grand air, des séjours dans des sanatoriums, on y pourvoit dans la limite des ressources disponibles.

Pour donner une idée de l'activité de ce service, voici quelques chiffres se rapportant à l'année 1922 :

Nombre de consultations (en 285 séances), 4.021 examens ; nombre de visites, 8.351 ; soins spéciaux (dentaires ou autres), 659.

De plus 188 enfants ont bénéficié de cure de grand air pendant l'été et 122 enfants ont été hospitalisés pendant quatre mois au sanatorium de Sylvabelle.

Enseignement professionnel. — Pour être complet nous devons encore signaler la manière dont s'est exercée l'action de l'A. I. C. A. dans ce domaine qui est en liaison si étroite avec le développement de la production.

En 1918 elle décidait de créer un cours d'apprentissage commercial. Ce cours est fréquenté par une vingtaine d'élèves âgés de 13 à 16 ans recrutés parmi les débutants des services commerciaux des membres de l'A. I. C. A. Ils doivent être présentés par leur patron.

Les cours donnés dans les locaux de l'« Ecole de représentation commerciale » sont faits par des professeurs de cette école le mercredi et le samedi de 16 heures à 18 h. 30. Ils sont gratuits. Un carnet de présence signé par le patron lui permet de contrôler l'assiduité au cours. Le programme pour lequel la liberté la plus grande est laissée au corps enseignant comprend du français, du calcul, de la géographie, de la dactylographie. Les frais que représentent ces cours sont de l'ordre d'une dizaine de mille francs.

En outre l'A. I. C. A. subventionne un certain nombre d'écoles : « Ecole professionnelle de la Martinière », « Ecole du commerce extérieur », « Ecole de la Salle », « Ecole des Cibeins », « Facultés catholiques ».

En somme, comme on peut s'en rendre compte, son action au point de vue de l'enseignement est extrêmement faible malgré les énormes ressources dont elle dispose. Et c'est dommage, car la prospérité de l'industrie dépend en grande partie des cadres dont elle peut disposer.

VU :

Le Président de Thèse,
GERMAIN MARTIN.

VU :

Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

ANNEXE I

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE MULHOUSE

CHAPITRE PREMIER

But de la Société.

Article premier. — La Société Industrielle a pour but l'avancement et la propagation de l'industrie, par la réunion, sur un point central, d'un grand nombre d'éléments d'instruction, par la communication des découvertes et des faits remarquables, ainsi que des observations qu'ils auront fait naître, et par tous les moyens qui seront suggérés par le zèle des membres de l'association, pour en assurer le succès.

Elle s'occupe aussi de tout ce qui est de nature à propager et à consolider, dans la classe ouvrière, le bien-être, l'hygiène, l'instruction, l'amour du travail et de l'économie.

Art. 2. — On formera, dans le local de la Société, une bibliothèque composée des meilleurs ouvrages et journaux, tant français qu'étrangers, traitant des arts et des sciences, ainsi que des collections scientifiques et de produits manufacturés.

Art. 3. — Le local de la Société sera ouvert tous les jours pour les membres qui la composent.

Art. 4. — La Société publiera un Bulletin de ses travaux, renfermant, en outre, tous les faits qu'elle jugera devoir intéresser l'industrie en général, et particulièrement les branches d'industrie de notre département.

Art. 5. — Elle mettra des prix au concours, et décernera des médailles pour l'invention, le perfectionnement ou l'exécution de machines ou de procédés avantageux aux arts, aux manufactures, à l'agriculture et à l'économie domestique.

Les médailles que la Société décernera seront en or, en vermeil, en argent et en bronze. Elle décernera aussi, dans certains cas, des médailles en dehors du concours.

Les membres du conseil d'administration et ceux des comités dont il sera parlé plus loin, ne sont point admis à concourir pour les prix.

Art. 6. — La Société cherchera à constater, par des expériences, le mérite des inventions qui lui seront soumises, et s'occupera des recherches scientifiques qui pourront devenir utiles à l'industrie.

CHAPITRE II

Composition de la Société, admission et droits des membres.

Art. 7. — La Société se compose de membres ordinaires, de membres perpétuels, de membres correspondants et de membres honoraires.

Art. 8. — Pour faire partie de la Société, il faut être proposé par un de ses membres au président, qui fera afficher, pendant quinze jours, dans le local des réunions ordinaires, un bulletin portant les nom, qualité et demeure du candidat, ainsi que le titre sous lequel il doit être admis.

Le candidat doit être ballotté au scrutin secret, à la première séance mensuelle qui suivra l'expiration de l'affiche. Son admission n'aura lieu qu'à la majorité des trois quarts des membres présents. Dans le calcul de ces trois quarts, la fraction, s'il y en a une, sera annulée en faveur du candidat. En cas de non-admission, il ne sera pas fait mention du ballottage dans le procès-verbal.

Art. 9. — Chaque membre ordinaire de la Société a voix délibérative dans ses assemblées. Il reçoit un exemplaire du règlement et de tout ce que la Société aura publié à dater du jour de son admission, et il a la jouissance des livres et autres objets appartenant à la Société.

Art. 10. — Les membres de la Société sont assujettis aux cotisations suivantes :

1° La cotisation annuelle des membres ordinaires, est de 60 francs. Toutefois, les membres âgés de moins de 30 ans le 1^{er} janvier de l'année de leur réception, ne paieront que 30 francs jusqu'au moment où ils auront 30 ans révolus.

2° Les membres perpétuels personnels paient une cotisation unique de 1.000 francs.

Leur droit à recevoir les publications de la Société est transmissible à perpétuité, sans contribution nouvelle, à un établissement d'intérêt public.

Les souscriptions perpétuelles sont capitalisées en un fonds inaliénable.

3° La Société accepte aussi comme membres des raisons sociales dont l'admission aura lieu selon la même formule que pour les membres ordinaires. Elles sont représentées par un Gérant. La cotisation de cette catégorie de membres sera d'un minimum de 500 francs par an.

Art. 11. — Tout membre qui cesse de payer sa cotisation cesse de faire partie de la Société. Il pourra néanmoins être admis de nouveau, en suivant la marche tracée par l'article 8.

Art. 12. — Pourra être proposée comme membre honoraire toute personne, qui, par ses lumières, son zèle et son activité, aura été jugée pouvoir contribuer aux travaux de la Société.

Les membres honoraires jouissent des mêmes droits et avantages que les membres ordinaires. Toutefois, ils n'ont que voix consultative dans les délibérations ayant pour objet une dépense à faire sur les fonds de la Société.

Art. 13. — Le membre honoraire qui aura quitté le rayon de Mulhouse pourra être nommé membre correspondant, sans affiche préalable, sur la simple proposition du conseil d'administration.

Art. 14. — Tout savant ou artiste, et toute autre personne, demeurant en dehors du rayon de Mulhouse, pourra être nommé membre correspondant.

Les membres correspondants jouissent des mêmes droits et avantages que les membres honoraires.

Art. 15. — La nomination des membres honoraires et des membres correspondants suivra la même marche que

celle des membres ordinaires, que le candidat soit présenté par un membre de la Société, par un des comités, ou par le conseil d'administration, sauf ce qui est réglé par l'article 13, pour les membres honoraires proposés comme membres correspondants.

CHAPITRE III

Organisation administrative de la Société.

Art. 16. — La Société aura :

- un président,
- deux ou trois vice-présidents,
- un secrétaire des séances,
- un secrétaire du conseil d'administration,
- un ou plusieurs secrétaires adjoints,
- un trésorier,
- un économe,
- un bibliothécaire.

Art. 17. — Il y aura, en outre, des comités

- de mécanique,
- de chimie,
- d'histoire naturelle,
- des beaux-arts,
- de commerce,
- d'utilité publique,
- d'histoire, de statistique et de géographie.

Il pourra être institué encore d'autres comités, selon les besoins de la Société.

Art. 18. — Dans chaque comité le nombre des membres est illimité. Les différents comités proposent à la Société de s'adjoindre de nouveaux membres chaque fois qu'ils le jugent utile, afin d'y appeler toutes les capacités dont il y aurait à réclamer la coopération.

Art. 19. — Dans le mois de décembre, chaque comité nomme dans son sein un secrétaire et deux secrétaires adjoints, qui entrent en fonctions au mois de janvier suivant. Ces nominations sont notifiées immédiatement au président de la Société.

Art. 20. — Les travaux intérieurs des comités sont dirigés par les secrétaires, qui en tiennent ou en font tenir procès-verbal par les secrétaires adjoints.

Les propositions ou mémoires renvoyés à un comité par le président de la Société, après avoir été examinés par le comité, feront l'objet d'un rapport, qu'un des membres à ce désigné présentera dans une des plus prochaines séances de la Société.

Les comités de chimie et de mécanique se réunissent au moins une fois par mois. Les autres ont des réunions quand ils ont des matières à l'ordre du jour, et sur convocation spéciale de leurs secrétaires.

Art. 21. — Chaque comité désigne, dans son sein, un conservateur des collections qui concernent le comité.

Les conservateurs feront tous les ans un inventaire des collections, vérifieront et reconnaîtront le bon état de chaque objet. Cet inventaire sera présenté à la Société dans son assemblée générale de janvier.

Art. 22. — Le conseil d'administration de la Société se compose :

du président de la Société,
des vice-présidents,
du secrétaire des séances,
du secrétaire du conseil d'administration, qui tient les
procès-verbaux du conseil,
du trésorier,
de l'économe,
du bibliothécaire,
du secrétaire de chaque comité.

CHAPITRE IV

Nomination et renouvellement partiel et annuel des officiers de la Société.

Art. 23. — Le président de la Société, les vice-présidents, le secrétaire, le secrétaire adjoint, le trésorier, l'économe et le bibliothécaire sont nommés en assemblée générale, à la majorité absolue des membres présents. Ils restent deux ans en fonctions.

Chaque année, dans l'assemblée générale de janvier, ils seront renouvelés par moitié, de la manière suivante :

La première année, le président, un des vice-présidents, le trésorier, le bibliothécaire et le secrétaire adjoint ;

L'année suivante, le ou les deux autres vice-présidents, le secrétaire et l'économe.

Les officiers à renouveler ainsi par moitié sont rééligibles.

Un officier encore en exercice pourra être élu à une autre

fonction ; dans ce cas, il est procédé à son remplacement, par voie d'élection, dans la même assemblée.

En cas de démission d'un officier, il est procédé de même à son remplacement, dans la séance mensuelle la plus prochaine.

Lorsque, à l'élection d'un officier, deux tours de scrutin ne donneront pas la majorité absolue des suffrages, l'élection sera remise à une autre séance ; et si la même circonstance se représente à cette seconde séance, il y aura ballottage entre les deux candidats qui auront réuni le plus de voix.

CHAPITRE V

Devoirs des officiers de la Société.

Art. 24. — Le président convoque les assemblées et les séances tant ordinaires qu'extraordinaires, et il les préside.

Il est spécialement chargé de l'exécution des règlements et du maintien de l'ordre dans les discussions. Il distribue le travail entre les vice-présidents.

Il renvoie à l'examen des comités compétents les mémoires et les propositions qui lui sont adressés, ou propose la nomination d'une commission spéciale, quand le cas paraît l'exiger. Sur la réclamation d'un seul membre, le renvoi à un comité ou la nomination d'une commission spéciale sera décidé au scrutin.

Art. 25. — Les vice-présidents prennent rang à l'ancienneté. En l'absence du président, ils remplissent toutes

les fonctions de la présidence, et en l'absence du président et des vice-présidents, ils sont remplacés par le premier membre du conseil d'administration, suivant le rang établi par l'article 22.

Art. 26. — Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont chargés de la tenue des registres des délibérations de la Société et du conseil d'administration, de la correspondance administrative, de l'expédition des lettres de convocation et du soin des archives.

Art. 27. — Le trésorier fait rentrer les sommes dues à la Société. Il fait les paiements sur des mandats signés par l'économe et visés par le président. Il surveille la bonne tenue des livres de comptabilité.

Il est tenu de produire aux membres de l'administration, toutes les fois qu'il en sera requis, l'état de situation de sa caisse, et de présenter ses comptes, dûment appuyés et arrêtés au 31 décembre, à l'assemblée générale de janvier. Dans cette même séance, une commission de vérification, nommée à la réunion de décembre, déposera son rapport.

Art. 28. — L'économe est chargé de tous les détails relatifs à la partie économique, de l'entretien des bâtiments de la Société et de l'exécution des baux de location. Il est chargé de l'expédition des Bulletins et de leur mise en vente chez les libraires.

En dehors des menus frais courants, l'économe devra soumettre toutes les dépenses à faire et tous les travaux à entreprendre au Conseil d'Administration qui, s'il les approuve, les fera ratifier par la Société.

Art. 29. — Le bibliothécaire et le bibliothécaire adjoint

ont la surveillance de la bibliothèque, et ils sont chargés du soin des achats de livres, des abonnements aux journaux et ouvrages périodiques, ou de leur échange contre le Bulletin de la Société.

Il sera déposé à la bibliothèque un registre, dans lequel chaque membre pourra inscrire les ouvrages dont il jugera l'acquisition ou l'abonnement utile ; si la proposition est appuyée par la signature de quatre autres membres, le bibliothécaire y donnera suite. Néanmoins, si la dépense doit dépasser 10 francs, le bibliothécaire renverra la proposition au comité compétent ou au conseil d'administration.

Le bibliothécaire et le bibliothécaire adjoint tiennent un registre des livres et des collections appartenant à la Société et veillent à leur conservation, de concert avec les membres des comités qui auront été désignés spécialement pour les diverses parties dont se composent ces collections.

Sur chaque livre ou objet de collection offert à la Société on indiquera le nom du donateur ou du dépositaire et la date (1).

Art. 30. — Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, en tous cas une fois par mois. Ses décisions ne sont valables qu'autant qu'elles auront été prises par la moitié plus un des membres qui le composent. Cette disposition est également applicable aux

(1) Outre les livres et objets de collection, offerts à titre de dons, la Société reçoit aussi des objets d'art et de curiosité, à titre de dépôt temporaire, dans son Musée. Le dépositaire fixera lui-même les conditions et l'époque du retrait.

délibérations et aux décisions des comités et des commissions spéciales.

Le conseil d'administration surveille en outre la mise en ordre et l'impression du Bulletin et de toutes les autres publications de la Société.

Toute proposition tendant à occasionner une dépense est soumise de droit au conseil d'administration, qui en fait rapport, s'il y a lieu, à la Société.

Tout membre du conseil d'administration, d'un comité ou d'une commission spéciale qui aura, sans excuse valable, manqué trois fois de suite de se rendre à une convocation, sera considéré comme démissionnaire des fonctions qu'il avait acceptées.

CHAPITRE VI

Des assemblées générales et des séances ordinaires et extraordinaires de la Société.

Art. 31. — La Société tiendra, le dernier mercredi de chaque mois, une séance ordinaire, à laquelle seront instamment invités à assister, tous les membres résidant à Mulhouse. Cette séance mensuelle ne pourra être remise à un autre jour que par une décision spéciale du conseil d'administration, et à charge de convoquer huit jours avant celui fixé pour la réunion mensuelle.

Des séances extraordinaires pourront être convoquées par le président.

Art. 32. — Tous les ans, il y aura deux assemblées

générales, auxquelles sont priés d'assister tous les membres de la Société, domiciliés dans le département.

La première assemblée aura lieu le dernier mercredi du mois de janvier.

La seconde, le dernier mercredi du mois de septembre. Ces assemblées seront publiques toutes les fois que la Société le décidera.

Art. 33. — Dans l'assemblée générale de septembre seront décernés les prix proposés par la Société. De nouveaux prix seront mis au concours.

Dans l'assemblée générale de janvier, le secrétaire fera le rapport annuel des travaux de la Société, le trésorier remettra ses comptes, et la commission de vérification fera son rapport sur la situation financière. On procédera au renouvellement partiel et annuel du conseil d'administration et on discutera les questions portées à l'ordre du jour.

Les conservateurs des collections présenteront les inventaires prescrits par l'article 21.

Art. 34. — Dans les assemblées générales et dans les séances mensuelles et extraordinaires, toutes les décisions seront prises à la majorité absolue des membres présents. Pour rendre une décision valable, il faudra la présence du quart au moins des membres domiciliés dans le rayon de Mulhouse.

Si ce quart n'est pas représenté, une seconde assemblée où la majorité absolue des membres présents suffira pour valider les décisions prises, aura lieu dans le délai d'un mois.

CHAPITRE VII

Admission d'étrangers.

Art. 35. — Tout étranger peut être introduit, par un des membres, à la bibliothèque ; il devra être inscrit dans un registre tenu à cet effet.

Un étranger peut également assister à une séance, après avoir été présenté au président.

Art. 36. — Ne sera pas considérée comme un étranger toute personne habitant Mulhouse depuis plus de trois mois.

Néanmoins, toute personne habitant Mulhouse, qui aura fait à la Société un don de quelque importance, ou qui offrira de lui être utile d'une autre manière, pourra être admise à fréquenter la bibliothèque et à assister aux séances de la Société.

Ces admissions ne seront prononcées toutefois que sur la proposition du conseil d'administration.

CHAPITRE VIII

Propriétés de la Société.

Art. 37. — Les propriétés mobilières et immobilières de la Société sont indivisibles. Ni les membres qui se retirent, ni les héritiers ou ayants cause des membres décédés, ne pourront y prétendre une part quelconque.

Art. 38. — En cas de dissolution de la Société, ses archives, sa bibliothèque et ses collections seront placées sous la surveillance de la Chambre de commerce ou du tribunal de commerce de Mulhouse, aux fins de pouvoir être utilisées par tous les habitants du département.

Les autres propriétés mobilières et les propriétés immobilières de la Société seront vendues au profit de l'hospice civil de Mulhouse.

Art. 39. — Aucun plan, modèle ou autre objet faisant partie des collections, ne pourra être sorti du local de la Société.

Art. 40. — Les propriétés mobilières et immobilières de la Société devront être assurées contre l'incendie.

BIBLIOGRAPHIE.

- BERTHÉLEMY. — Droit administratif. *Revue politique et parlementaire* (10 avr. 1920).
CAPITANT et CUCHE. — *Législation industrielle*.
DANSET. — Le mouvement de concentration dans la grande industrie française depuis la guerre. *Semaine sociale de France*. Congrès de Strasbourg.
GERMAIN-MARTIN. — *Cours professé à la faculté de Droit de Paris* (1921-1922).
HAUSER. — Les régions économiques. *Fait de la semaine* (nov. 1918).
LYON-CEAN et RENAULT. — *Traité de Droit commercial*.
RENARD. — *Syndicats, Trade-Unions, Corporations*.
SAVARE. — *Les chambres de commerce*, thèse Caen, 1904.
VALLEROUX. — *L'économiste français*, 27 nov. 1920.
VÉRAN. — Nos enquêtes industrielles. *Producteur*, juillet 1922.
VILLEY. — *L'organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française*.
DIVERS. — *Les méthodes d'application du régionalisme* (édité chez Trévaux, 1923).
Bulletin des Sociétés industrielles de Mulhouse.
— — — — — *Reims*.
— — — — — *Nantes*.
— — — — — *Rouen*.
— — — — — *Nancy*.
— — — — — *Lille*.
Bulletin des associations régionales de Lyon (La Région lyonnaise).
Bulletin des associations régionales de Grenoble (Les Alpes économiques).

Rapport des congrès des Sociétés industrielles de France à Mulhouse,
1920.

Rapport des congrès des Sociétés industrielles de France à Rouen,
1922.

Rapport du congrès des Associations régionales à Lyon, 1921.

Revue politique et parlementaire, décembre 1922.

*Journée industrielle en particulier, n° du 6, 7, 8, 16 mars 1921 ; 13,
14, 16, 17 juin 1922 ; 17 oct. 1922 ; 20 avril 1923 ; 6, 7 mai 1923.*

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Tableau d'ensemble de l'organisation patronale.

Pages

CHAPITRE PREMIER. — La complexité de cette organisation. — Motifs de cette complexité. — Tendances actuelles de l'organisation patronale (concentration, simplification, spécialisation). — Les éléments de cette organisation. — Groupements primaires [régionaux (professionnels, interprofessionnels), nationaux (professionnels, interprofessionnels)]. — Groupements secondaires [régionaux (professionnels, interprofessionnels), nationaux (professionnels, interprofessionnels)].

1

CHAPITRE II. — Origine des associations régionales. — Sociétés industrielles. — Associations industrielles, commerciales et agricoles (A. I. C. A.). — Leurs places dans l'organisation patronale. — Leur rapport avec l'idée régionaliste. — Positions respectives dans le cadre régional des A. I. C. A., des Unions intersyndicales et des régions économiques dues à M. Clémentel. — L'avenir des Sociétés industrielles (S. I.) et des associations industrielles, commerciales et agricoles (A. I. C. A.).

26

DEUXIÈME PARTIE

Les sociétés industrielles.

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Le type des Sociétés Industrielles, la S. I. de Mulhouse. — Les autres Sociétés industrielles, leurs principales caractéristiques. — Les ressources des S. I. (Dons, subventions, cotisations). — L'organisation intérieure des S. I. (Bureau, conseil d'administration, assemblées générales, comités)	43
CHAPITRE II. — Les travaux des Sociétés industrielles. — Exemple : travaux de la S. I. de Mulhouse, travaux de la S. I. de l'Est, travaux de la S. I. de Rouen, travaux de la S. I. du Nord. — Les Conférences	63
CHAPITRE III. — Services créés par les S. I. dans l'intérêt de leurs membres. — Bibliothèques. — Services de contentieux. — Services de renseignements commerciaux et industriels. — Laboratoires. — Offices de transport. — Offices de placement. — Associations de propriétaires d'appareils à vapeur. — Inspection de sécurité dans les ateliers. Plis cachetés.	83
CHAPITRE IV. — Services créés ou dirigés par les S. I. dans l'intérêt général.	96
<i>Section I.</i> — Fondations scolaires.	96
Enseignement technique supérieur. — Ecoles professionnelles. — Cours d'enseignement industriel et commercial. — Prix, médailles, récompenses.	
<i>Section II.</i> — Musées, Expositions	137
Musées industriels. — Musées des Beaux-Arts. — Musées des arts décoratifs. — Musées historiques. — Expositions.	
CHAPITRE V. — Œuvres sociales créées ou inspirées par les S. I. — Enseignement ménager. — Habitations ouvrières. — Caisses de compensation. — Œuvres diverses (dispensaires, cercle ouvrier).	162

	Pages
CHAPITRE VI. — Les Congrès. — Principales questions traitées dans les Congrès	199

TROISIÈME PARTIE

Les associations industrielles, commerciales et agricoles.

CHAPITRE PREMIER. — Les A. I. C. A. — Leurs buts. — La Fédération des Associations régionales.	217
CHAPITRE II. — L'A. I. C. A. lyonnaise — Son organisation intérieure.	224
CHAPITRE III. — Les services créés par l'A. I. C. A. lyonnaise. — Service de contentieux. — Bureau d'études techniques. — Bureau d'études sociales. — Service de publicité. — Service d'expansion économique à l'étranger. — Office des questions électriques. — Office des douanes. — Service des transports. — Coopératives. — Allocations familiales. — Enseignement professionnel	234

